



LOUVAIN
School of Management

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
LOUVAIN SCHOOL OF MANAGEMENT

**L'IMPACT DES REFORMES FISCALES SUR LE FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT ET SUR L'INVESTISSEMENT EN R&D**

Promoteur : M. Gérard

Mémoire-recherche présenté par Juliette Pinson

en vue de l'obtention du titre de
Master en sciences de gestion (en ingénieur de
gestion)

ANNEE ACADEMIQUE 2014-2015

Je voudrais remercier Monsieur Gérard, mon promoteur,
pour son aide, son temps et ses nombreux conseils.

Je tiens également à remercier Louis, mes parents et mes
sœurs pour leur soutien lors de la rédaction de ce mémoire.

Table des matières

INTRODUCTION	1
Partie 1: Réformes fiscales.....	3
Chapitre 1. Réformes visant à réduire le taux d'endettement des sociétés.....	3
1 Introduction	3
2 Déduction pour Capital à risque (intérêts notionnels)	5
2.1 Notions	5
2.2 Cas de la Belgique.....	6
2.2.1 Mise en place	6
2.3 Principes	7
2.3.1 Impacts	8
2.3.2 Controverse	9
2.4 Cas de l'Italie	10
2.4.1 Mise en place	10
2.4.2 Principes.....	11
2.4.3 Impacts	12
2.5 Cas du Portugal	13
3 Limitation de la déduction des intérêts.....	13
3.1 Thin-capitalization.....	14
3.1.1 Notions.....	14
3.1.2 Pays comprenant des règles de sous-capitalisation	14
3.2 Earnings-stripping rules.....	20
3.2.1 Notions.....	20
3.2.2 Pays ayant intégré des règles contre le dépouillement du résultat	20
3.3 Impacts	22
Chapitre 2. Réformes visant à promouvoir la recherche et le développement.....	23
1 Introduction	23
2 Types d'incitants fiscaux.....	24
2.1 Amortissement spécial / Déduction majorée.....	25
2.2 Crédit d'impôt.....	25
2.3 Patent Box	27
2.4 Dépréciation accélérée.....	28
3 Impacts.....	28

4	Meilleures pratiques européennes.....	34
4.1	Introduction	34
4.2	France	34
4.3	Danemark.....	36
4.4	Pays-Bas.....	36
4.5	Irlande	37
4.6	Royaume-Uni : Déduction majorée	38
4.7	Espagne	38
4.8	Croatie	39
Partie 2:	Impact des intérêts notionnels sur le financement de l'investissement.....	47
1	Données et méthodes	47
2	Graphiques et résultats.....	48
2.1	Comparaison des entreprises belges, hollandaises, allemandes, françaises et italiennes	48
2.2	Comparaisons des entreprises dont le total du bilan est supérieur à EUR 43 millions.....	50
2.3	Comparaison des entreprises belges.....	52
2.4	Comparaison des entreprises italiennes	54
	CONCLUSION.....	57
	REFERENCES.....	59
	Annexe 1 : Données Belgique.....	65
	Annexe 2 : Données Italie	75
	Annexe 3 : Données Pays-Bas	85
	Annexe 4 : Données France	95
	Annexe 5 : Données Allemagne.....	105

Liste des Tableaux

Tableau 1: Règles de sous-capitalisation dans l'Union Européenne	19
Tableau 2: Earnings-stripping rules dans l'Union Européenne	21
Tableau 3: Incitants Fiscaux R&D en Union Européenne	45

INTRODUCTION

Selon l'OCDE (2007), les réformes fiscales sont aujourd'hui au cœur des programmes politiques des pays de l'OCDE et celles-ci adressent quatre questions principales. Tout d'abord, comment maintenir les recettes fiscales des pays à leur niveau actuel ? Ensuite, comment créer un environnement fiscal favorable et comment éviter le transfert des bénéfices vers des pays moins imposés ? Comment éviter les distorsions induites par la fiscalité ? Enfin, comment réduire la complexité des lois fiscales dans ces pays ?

Ces dernières années, différents types de réformes sont particulièrement présents au sein de l'Union Européenne. Notamment, des réformes visant à diminuer le ratio dette-fonds propres et des réformes promouvant les investissements dans le domaine de la recherche et du développement (« R&D »).

Dans ce travail, nous nous intéressons à ces deux types de réformes. La première partie de ce mémoire consiste en une revue de littérature.

Dans un premier temps, nous parlons des réformes dont le but est de diminuer le ratio dettes-fond propres des entreprises. Nous nous intéressons notamment à la déduction pour capital à risque et aux règles de sous-capitalisation. Nous étudions également l'impact de telles réformes sur le financement des entreprises ainsi que sur leur investissement.

Dans un deuxième temps, nous nous consacrons à l'étude des réformes promouvant les investissements en R&D ainsi qu'à leur impact sur l'investissement en R&D des sociétés européennes.

Enfin, la dernière partie de ce mémoire est une partie empirique. Elle consiste à observer l'évolution des ratios dettes fond-propres de sociétés établies en France, en Allemagne, aux Pays-Bas en Italie et en Belgique afin d'étudier l'impact des intérêts notionnels en Belgique et en Italie.

Partie 1: Réformes fiscales

Chapitre 1. Réformes visant à réduire le taux d'endettement des sociétés

1 Introduction

Depuis quelque temps, on voit apparaître, au sein des pays de l'Union Européenne, différentes réformes visant à diminuer le taux d'endettement des sociétés.

Dans la plupart des pays, la déduction fiscale des charges d'intérêts est permise. Cela crée un incitant pour les entreprises à se financer par dette au détriment de l'investissement par fond propre (Zangari, 2014).

La commission Européenne confirme cela en 2011. « Les règles des États membres en matière d'imposition des revenus des sociétés et des investissements dans le logement entraînent une distorsion en faveur de l'endettement pour le financement des investissements. » (Commission Européenne, 2011, p.8).

Cela n'est pas neutre d'un point de vue économique.

En effet, la déductibilité des intérêts et la non-déductibilité du rendement des fonds propres créent un biais qui entraîne deux types de distorsions économiques (Aujean, Ceriani & Valenduc, 2014).

Tout d'abord, ce biais implique que les entreprises ont une plus grande tendance à se financer par dettes. On constate donc pour beaucoup d'entre-elles un ratio dettes-fonds propres trop élevé. Cela engendre un risque systémique plus élevé pour les marchés financiers.

De plus, selon la Commission Européenne, « des niveaux d'endettement excessifs augmentent la probabilité de défaillance, et la récente crise financière a prouvé que les coûts d'ajustement peuvent être considérables. » (Commission Européenne, 2011, p.8).

Enfin, la déductibilité des intérêts permet aux entreprises de transférer leurs bénéfices vers des pays où la charge fiscale est plus faible. Cela favorise également le transfert des bénéfices via des instruments hybrides. (Aujean et al., 2014)

On touche donc ici à une des questions posées par l'OCDE (2007): « Comment éviter les distorsions induites par la fiscalité ? ».

Différentes solutions existent pour contrer ce problème. Afin de rétablir une certaine neutralité fiscale, deux solutions principales ont été proposées par les économistes, la déduction pour capital à risque (DCR) plus communément dénommée « intérêts notionnels » et la « comprehensive business income tax, (CBIT) ». (de Mooij & Devereux, 2011)

Ces deux réformes visent à annuler le biais mentionné ci-dessus. Cependant, les économistes préconisent généralement la première (de Mooij & Devereux, 2011). Celle-ci vise à introduire une déduction d'un rendement notionnel des fonds propres (Zangari, 2014). Ce type de réforme a été implanté en Autriche, Croatie, Belgique, Italie et au Portugal. Cependant la déduction pour capital à risque n'est aujourd'hui plus présente qu'en Belgique, en Italie et au Portugal (Zangari, 2014). Ce système sera décrit plus en détails dans la section suivante.

La deuxième réforme consiste, quant à elle, à supprimer la possibilité de déduire les charges d'intérêts. Dans ce cas, cela augmente le coût du capital des investissements financés par dette, contrairement au cas de la DCR et conduit à un désinvestissement (de Mooij & Devereux, 2011). Ce système permet d'augmenter les recettes fiscales ou de les maintenir constantes en diminuant le taux d'imposition des sociétés. A ce jour, aucune juridiction n'a implanté ce type de réformes. Cependant beaucoup d'entre elles, en Europe, traitent le problème de la sous-capitalisation grâce à un autre moyen : les règles de sous-capitalisation (« thin-capitalization rules ») (de Mooij & Devereux, 2011).

Ce système consiste à définir un certain ratio endettement/fonds propres au-dessus duquel la déduction des charges d'intérêts ne sera plus permise (Buettner, Overesh, Schreiber & Wamser, 2006). Cela permet d'éviter un endettement excessif au sein des entreprises car une fois le ratio dépassé, l'incitant fiscal à se financer par dette disparaît. Cet aspect sera traité plus en détails dans les sections suivantes de ce travail.

Enfin, il existe également un système appelé « earnings-stripping rules ». Celui-ci consiste à limiter la déduction des intérêts en fonction des revenus de la société (European Commission, 2014b).

Nous allons tout d'abord nous intéresser à la déduction pour capital à risque.

2 Déduction pour capital à risque (intérêts notionnels)

2.1 Notions

Le système de déduction pour capital à risque a été proposé pour la première fois par M. Devereux et H. Freeman en 1991. Cette déduction consiste à accorder aux détenteurs de capital la déduction d'un intérêt fictif équivalant au rendement sans risque des capitaux propres (de Mooij & Devereux, 2009). Cette déduction implique que seules les rentes économiques des sociétés seront taxées alors que les revenus de capitaux ne le seront pas.

Le taux d'intérêt utilisé pour la déduction correspondra généralement au taux d'intérêt des bons d'états à moyen terme.

Ce type de systèmes possède différentes caractéristiques (Klemm, 2006). Tout d'abord, il permet la neutralité des choix de financement des entreprises. En effet, en appliquant ce type de réforme, les entreprises n'ont plus d'avantage à se financer par dette. Ensuite, il est également neutre vis-à-vis de l'investissement.

La déduction pour capital à risque permet également la neutralité vis-à-vis de la méthode de dépréciation choisie. Si une entreprise choisit une méthode de dépréciation accélérée, les économies d'impôt réalisées seront annulées par une réduction de la DCR dans le futur (OCDE, 2007).

« In particular, an increase in accelerated depreciation for tax purposes will reduce the book value of assets in the tax accounts, thereby also reducing the ACE in later years. » (de Mooij & Devereux, 201, p.10).

Le dernier grand avantage de ce système est qu'il n'est pas affecté par l'inflation. «Any increase in monetary profits that is due to inflation will be offset by a higher notional return, as the notional interest rate will also be higher as a result of inflation.» (Klemm, 2006, p.5).

La DCR ne comporte cependant pas que des avantages. Le principal inconvénient de l'implantation d'une telle réforme est que cela entraîne une réduction de la base imposable. Pour conserver ses revenus à un même niveau que celui atteint avant la réforme, un état devrait augmenter le taux d'imposition des sociétés. Dans ce cas, la réforme ne favorise pas l'investissement (de Mooij & Devereux, 2011).

De plus, un taux de taxation des sociétés élevé peut être un frein à l'investissement et à l'implantation d'entreprises multinationales dans le pays (de Mooij & Devereux, 2011).

Enfin, selon A. Klemm (2006), il existe un risque que les autres pays n'acceptent pas d'accorder à des sociétés bénéficiant de la DCR, un allègement fiscal en prévention de la double imposition.

2.2 Cas de la Belgique

2.2.1 Mise en place

La déduction pour capital à risque a été introduite en Belgique le 1^{er} janvier 2006 suivant la loi du 22 juin 2005. Cette réforme fut créée suite à la suppression du régime belge des centres de coordination.

En 1997, l'Union européenne a élaboré un code de conduite visant à supprimer les mesures fiscales dommageables, c'est-à-dire, les mesures pouvant influencer la localisation d'entreprises à l'intérieur de l'Union (Colmant, Minne, Reynders & Vanwelkenhuyzen, 2006).

Les centres de coordination ont été visés par ce code de conduite européen. Ils avaient été créés en 1982 dans le but d'attirer des investisseurs étrangers (Zangari, 2014). Cette réforme visait les groupes multinationaux. Les centres de coordination établis par ceux-ci bénéficiaient d'un régime spécial d'imposition des sociétés. Ils étaient redevables de l'impôt des sociétés mais celui-ci était calculé sur base d'un pourcentage des dépenses du centre. Cela diminuait considérablement leur taux d'imposition effectif bien que le taux nominal corresponde au taux standard (Zangari, 2014).

Cette réforme fut donc jugée dommageable par l'Union Européenne en 1999. Le régime des centres de coordination devait être supprimé avant 2010. Cependant, la plupart des centres furent démantelés avant le 31 décembre 2005 car le statut des centres devait être renouvelé tous les 10 ans au maximum (Colmant et al., 2006).

Le 1^{er} janvier 2006, la déduction pour capital à risque a été introduite en Belgique. Selon la loi du 22 juin 2005, la raison de la mise en place de cette réforme est l'élimination du biais entre la dette et les fonds propres, les charges d'intérêts étant déductibles à l'impôt des sociétés en Belgique contrairement aux revenus du capital à risque. Cependant, la raison prédominante de la création de cette réforme était la mise en place d'un régime permettant de remplacer les centres de coordination (Aujean et al., 2014).

2.3 Principes

La DCR s'applique à toutes les entités soumises à l'impôt des sociétés en Belgique. De plus, la loi est également applicable aux établissements stables belges de sociétés étrangères. Cela permet à l'Etat belge d'être en conformité avec le code de conduite de l'Union Européenne. (Colmant et al., 2006)

Afin de déterminer le montant de la déduction pour capital à risque, on applique un certain taux aux « fonds propres corrigés ».

Les fonds propres corrigés sont calculés comme suit :

- Tout d'abord, on reprend les capitaux propres définis selon le Code belge des Sociétés. Ceux-ci incluent notamment le capital, les primes d'émissions, les plus-values de réévaluation, les réserves, le bénéfice reporté et les subsides en capital.
- Ensuite on soustrait au total de ces fonds propres une série d'éléments : la valeur fiscale nette des actions et parts propres, la valeur fiscale nette des actions et parts qui ont la nature d'immobilisations financières, la valeur nette des actions dont les dividendes entrent en ligne de compte pour la déduction des « revenus définitivement taxés » (« RDT »), la valeur comptable nette des actifs corporels dans la mesure où les frais y afférant dépassent de manière déraisonnable les besoins de l'entreprise, la valeur comptable des éléments détenus à titre de placement et ne produisant pas de revenus périodiques, la valeur comptable des immeubles dont les administrateurs ou gérants, leur conjoint ou leurs enfants ont l'usage et enfin, les plus-values de réévaluation et les subsides en capital (SPF Finance, 2014). Ces soustractions visent à éviter les abus et les doubles déductions (Zanagari, 2014).
- On soustrait également les actifs engendrant des frais déraisonnables, les actifs ne produisant pas de revenu régulier ou dont l'usage est donné aux dirigeants d'entreprises (Colmant et al., 2006). On tente de cette manière d'éviter les abus.
- Une fois la base calculée, on applique le taux d'intérêts notionnel. Le taux est égal à la moyenne des taux mensuels des obligations linéaires à 10 ans de l'année. Ce taux ne peut toutefois excéder 6,5% ni « s'écarter de plus d'un point du taux appliqué au cours de l'exercice précédent » (article 205^{quater} §3 al.2 CIR). Ce taux est augmenté de 0,5% pour les petites et moyennes entreprises (« PME »).

A partir de 2011, ce plafond d'intérêts notionnels diminue, il passe à 3,8% puis 3% en 2012 (European Commission, 2012). Le taux d'intérêts notionnels pour l'exercice d'imposition 2015 est de 2,63% et de 3,13% pour les PME (SPF Finances, 2014).

Lors de la production de la déclaration fiscale et du calcul de l'impôt, la DCR intervient après la déduction des RDT et avant la déduction pour investissement.

Lors de la mise en place de la réforme, l'article 205 *quinquies* CIR précisait qu'en cas d'insuffisance des bénéfices, la déduction qui n'avait pas pu être accordée pouvait être reportée et déduite des bénéfices des sept années suivantes. Cependant, cet article a été abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2013 et le report de la déduction n'est aujourd'hui plus possible.

On remarque que les avantages de la DCR sont de plus en plus faibles. De plus, en 2014 une nouvelle taxe a été introduite en Belgique, la « fairness tax » ou FaTa. Celle-ci va encore diminuer l'avantage de la DCR. La fairness tax est un montant minimum d'impôt dont le taux est de 5,15%, à payer par les grandes entreprises distribuant des dividendes et bénéficiant dans le même temps de la DCR (European Commission, 2014).

2.3.1 Impacts

On a pu constater, quelques années après la réforme, certains abus concernant la DCR. Zangari (2014) développe, par exemple, un type de transactions désormais visées par les autorités. Cette transaction consiste pour une entreprise parente à créer une filiale par fonds propres et à bénéficier ensuite d'un prêt de cette filiale. La détention de la filiale va permettre d'augmenter la DCR de la société-mère et cette société parente bénéficiera, dans le même temps, d'une déduction de ses charges d'intérêts.

Un des objectifs de la mise en place des intérêts notionnels en Belgique était de rétablir la neutralité fiscale entre le financement par dette et le financement par fonds propres. On remarque en se plongeant dans la littérature que cet objectif est atteint. « L'introduction de la DCR a assurément amené une réduction substantielle de la discrimination à l'encontre des fonds propres » (Aujean et al., 2014, p. 55).

Savina Princen (2011) le confirme dans son étude suivant la méthode « différence par différence ». Cet impact serait cependant plus élevé pour les grandes entreprises que pour les PME.

Le rapport du Conseil Supérieur des Finances (2014) ajoute que la DCR bénéficie effectivement en majorité aux grandes entreprises. Cependant, celles-ci sont généralement des sociétés de financement ayant des revenus élevés mais ne comptant pas ou très peu d'employés et ayant une faible valeur ajoutée.

D'après Valenduc (2011), le ratio des recettes d'impôt des sociétés n'a pas diminué

...du fait d'une hausse de la profitabilité brute. Celle-ci peut s'expliquer par la localisation de sociétés de financement qui créent peu de valeur ajoutée. L'effet de retour attendu prend donc davantage la forme d'un bénéfice accru pour les détenteurs du capital que celle d'un accroissement de l'activité, qui aurait pu se traduire sur l'investissement en capital physique et sur l'emploi. (p.54)

Néanmoins, rappelons que l'introduction de la DCR avait pour but de maintenir ce type de sociétés en Belgique car elle visait à remplacer le régime des centres de coordination (Conseil Supérieur des Finances, 2014). On peut donc conclure que le deuxième objectif de la réforme a été atteint.

Cette réforme n'a eu selon Princen (2011) aucun impact sur l'investissement ou sur l'emploi. Aujean et al (2014) constatent qu'il n'y a pas eu « d'élargissement de la taille du secteur et de création de valeur ajoutée additionnelle. Cela relativise donc très fortement la possibilité que la réforme ait créé davantage d'activité économique, d'investissement et d'emploi » (p. 56).

En résumé, la réforme a atteint son objectif concernant le remplacement du régime des centres de coordination. L'objectif de réduire la discrimination à l'encontre des fonds propres est atteint également mais est à relativiser. En effet, l'absence de mesures anti-abus permet une planification fiscale importante et cela ne permet pas une neutralité fiscale suffisante (Aujean et al., 2014). De plus, on n'a pu constater aucune retombée positive sur l'emploi et l'investissement des entreprises.

2.3.2 Controverse

L'introduction de la DCR a été en Belgique très controversée et elle l'est encore aujourd'hui. Le coût budgétaire de cette réforme a été largement sous-estimé dans les

études élaborées avant la mise en place de la réforme. On parle d'une sous-estimation de EUR 500 millions (Valenduc, 2009).

La possibilité pour les sociétés de créer des montages fiscaux permettant des doubles déductions est aussi très critiquée (Valenduc, 2009).

2.4 Cas de l'Italie

2.4.1 Mise en place

Lors d'une réforme fiscale, en 1998, l'Italie a mis en place un système appelé « Dual Income Tax », (« DIT ») dont le but était de rétablir une neutralité dans les choix de financement. Ce système permettait de taxer les rendements notionnels des fonds propres à un taux plus faible que le taux habituel d'impôt des sociétés (i.e. 19% au lieu de 37%). Ce DIT est qualifié par E. Zangari (2014) de « DCR partielle ».

L'impact de cette réforme fut positif. On a pu observer une réduction du taux d'endettement des sociétés italiennes après la mise en place de cette réforme. Cependant, suite à l'élection d'un nouveau gouvernement en 2001, on a réduit les avantages de ce régime (le taux utilisé pour calculer le rendement notionnel est passé de 6% à 3%) pour enfin le supprimer totalement en 2003. (Panteghini, Parisi & Pighetti, 2012)

Le taux d'endettement des sociétés est particulièrement élevé en Italie. Selon Arachi, Bucci, Longobardi, Panteghini, Parisi, Pellegrino & Zanardi (2012), entre 2008 et 2010, il était même 40% supérieur aux taux moyens des autres pays européens. Il était donc important de trouver une solution pour diminuer ce taux et réduire le biais existant entre le financement par dette et par fonds propres.

En 2011, on introduit en Italie le décret « Salva Italia ». Il a pour objectif de réduire le déficit italien et d'augmenter la capitalisation des sociétés (Panteghini et al., 2012) via, par exemple, « des augmentations de la TVA et des accises sur les produits énergétiques, des taxes sur les instruments financiers » (Aujean et al., 2014, p.57) et d'autres réformes. La réforme vise également à encourager les nouveaux investissements (Arachi et al., 2012).

Ce décret introduit l' « Aiuto alla Crescita Economica » (Aide à la croissance économique, « ACE ») ayant pour but d'augmenter la capitalisation des entreprises (Arachi et al., 2012). Cette aide correspond en réalité à la déduction pour fonds propres et vise également à rétablir la croissance et à favoriser l'investissement.

2.4.2 Principes

L'ACE est applicable aux sociétés, aux partenariats et aux entreprises individuelles.

Cette réforme, introduite en 2011, a le même objectif que la réforme « DIT » abolie en 2003 mais ne procède pas de la même manière. Le nouveau système permet, comme en Belgique, de déduire de la base taxable des sociétés un intérêt fictif correspondant au rendement des fonds propres. Au lieu de réduire le taux de taxation du rendement des fonds propres, on l'exonère totalement.

Les profits sont divisés en deux catégories, le résultat ordinaire et le résultat « above-normal ». Le résultat ordinaire correspond au rendement ordinaire des nouveaux investissements financés par fonds propres (Arachi et al., 2012), et il sera donc exonéré d'impôts. Le résultat restant (« above-normal ») sera quant à lui taxé au taux normal d'imposition des sociétés.

La déduction est calculée en appliquant un taux d'intérêts notionnels au montant des fonds propres. Cependant, on constate dans le calcul de la base imposable une différence majeure par rapport au système belge (Zangari, 2014).

La base des intérêts notionnels correspond à la variation des fonds propres à partir de 2010 et non au stock de capital comme c'est le cas en Belgique. Le système Italien est donc incrémental (Zangari, 2014).

Cette base est définie de la manière suivante (Panteghini et al., 2012). On utilise le montant des fonds propres au 31 décembre 2010 auquel on ajoute le profit réalisé en 2010, les apports en espèce et les allocations de profits aux réserves. On enlève ensuite au montant obtenu, les distributions volontaires aux actionnaires ainsi que des réductions définies par les règles anti-abus.

La base de l'ACE ne peut cependant pas être supérieure à la valeur nette de l'entreprise. Cette limite a été créée dans le but de prendre en compte les pertes et ainsi d'éviter de calculer la déduction sur une base de fonds propres virtuelle (Zangari, 2014).

Une fois l'assiette calculée, on peut appliquer le taux d'intérêts notionnels. Il est de 3% la première année et est défini par le Ministère de l'Economie et des Finances pour les années postérieures. Ce taux est calculé en fonction du taux d'intérêt des bons d'états auxquels on ajoute 3 points de pourcentage. En 2014, les taux sont augmentés pour les

années suivantes par la loi de stabilité financière et sont de 4% en 2014, 4,5% en 2015 et 4,75 pour l'année 2016.

Enfin, dans le cas où une entreprise est en perte et ne peut donc bénéficier de l'ACE, la déduction peut être reportée aux années suivantes sans limite dans le temps.

Une autre différence importante avec le système belge, est que l'ACE italien prévoit plus de règles anti-abus spécifiques visant notamment à éviter la transformation des « anciens fonds propres » en « nouveaux fonds propres » (Zangari, 2014). Les apports en espèces par des sociétés contrôlées, les rémunérations de la vente de sociétés appartenant au groupe, les prêts au sein d'un même groupe devront être déduits de la base d'ACE de l'entreprise qui fait l'apport, octroie le prêt ou fait l'acquisition (Aujean et al., 2014).

Les apports en espèces faits par des sociétés étrangères sont également soumis aux règles anti-abus. Si l'entreprise est située dans un pays qui ne permet pas l'échange d'information avec l'Italie, l'apport devra être déduit de la base ACE de la société italienne.

L'application de ces règles est automatique ; les sociétés doivent les appliquer directement.

2.4.3 Impacts

La réforme ayant été mise en place en 2011 seulement, il n'existe à ce jour que peu d'études évaluant l'impact de l'ACE en Italie.

Selon Zangari (2014), le coût du capital a effectivement diminué et le biais dette – fonds propres a été réduit. Cependant, il est trop tôt pour pouvoir évaluer l'effet sur l'endettement des sociétés.

Panteghini et al. (2012) ont réalisé une étude sur l'effet de l'ACE sur les entreprises italiennes. Ils ont pu constater que la discrimination à l'encontre du financement par fonds propres avait bel et bien diminué mais n'a pas été éliminée. Cela est probablement dû au fait que le taux des intérêts notionnels (i.e. 3% en 2012) est largement inférieur au taux d'intérêts du marché.

De plus, on constate dans cette étude que les firmes réalisant un profit bénéficient d'un plus grand avantage de l'ACE que les firmes réalisant des pertes.

Arachi et al. (2012) ont également évalué la réforme de 2011. Ils constatent une diminution du taux de taxation marginal effectif.

Selon eux, le financement par dette reste plus avantageux car le taux des intérêts notionnels est trop faible (i.e. inférieur aux intérêts du marché).

Ensuite, ils ajoutent que certains secteurs, comme par exemple, l'exploitation minière, la purification et la distribution d'eau, ont bénéficié de façon plus importante de l'application de l'ACE.

Enfin, l'avantage des PME, lors de l'application de la réforme, est moindre que celui des grandes entreprises.

2.5 Cas du Portugal

Au Portugal, il existe un régime spécial pour les petites et moyennes entreprises. De 2008 à 2010, les PME pouvaient bénéficier d'un système de déductions d'intérêts notionnels. Il était possible pour ces sociétés de déduire de leur base imposable un montant équivalent à 3% des contributions en capital faites en espèces. Ce régime fut prolongé jusqu'en 2013 par le Budget d'Etat de 2011. Ainsi les contributions en capital faites avant 2014 pouvaient bénéficier de ce régime spécial (Massimi & Petroni, 2012).

Aujourd'hui, ce système de déduction pour intérêts notionnels n'existe plus. Cependant, les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier d'une déduction notionnelle de 5% sur les contributions en espèces lors de l'incorporation de la société ou lors d'augmentations de capital. Ce système est permis pour une durée de quatre ans mais la déduction ne peut excéder un plafond de EUR 200,000 sur une période de trois ans. (Zangari, 2014)

3 Limitation de la déduction des intérêts

Le niveau d'endettement d'une société dépend du pays dans lequel elle est située. Dans les pays ayant une charge fiscale élevée, les entreprises ont tendance à emprunter afin de minimiser leur propre charge d'impôt. Beaucoup d'entreprises empruntent à des sociétés affiliées car cela est moins risqué que les dettes externes. De plus, cela permet aux multinationales de créer des déductions d'intérêts dans les pays où le taux de taxation est élevé et de créer des revenus dans des pays où ils ne seront que peu taxés (European Commission, 2014b).

Afin d'éviter cela, plusieurs pays de l'Union Européenne ont introduit des règles permettant de limiter la déduction des intérêts lorsqu'une société possède un taux

d'endettement trop élevé. Ces règles sont appelées règles de sous-capitalisation (« thin-capitalization ») ou « earnings-stripping rules ».

La principale différence entre ces deux systèmes est la façon dont on détermine le fait qu'une entreprise est trop endettée ou non. Dans le premier cas, on calcule un ratio « dette/fonds propres » et dans le second, on compare le niveau d'endettement au résultat de la société (European Commission, 2014b).

3.1 Thin-capitalization

3.1.1 Notions

Les règles de sous-capitalisation diffèrent selon le pays qui les met en place. En règle générale, les règles de thin-capitalization excluent la déduction des charges d'intérêts payées à une société parente étrangère quand un certain ratio « dette/fonds propres » est dépassé (Buettner, Overesh, Schreiber & Wamser, 2012). Ce ratio change en fonction des pays et est souvent de $\frac{4}{1}$.

Le niveau de dette utilisé pour calculer le ratio peut également changer d'un pays à l'autre. En règle générale, seules les dettes envers les entreprises liées sont prises en compte. Cependant, certains pays comparent la dette totale au montant des fonds propres.

Ensuite le traitement des intérêts dont la déductibilité est refusée est différent. Dans certains pays, ils peuvent être requalifiés en dividendes. (Blouin, Huizinga, Laeven & Nicodème, 2014)

3.1.2 Pays comprenant des règles de sous-capitalisation

En 2014, la législation de douze pays de l'Union européenne contenait des règles de sous-capitalisation. Ces pays sont : la Belgique, la République Tchèque, le Danemark, la France, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovénie. (European Commission, 2014b)

Les deux derniers pays à avoir mis en place des règles de sous-capitalisation en Europe sont la Croatie en 2005 et la Grèce en 2009.

Les règles de chaque pays sont décrites dans le tableau 1. Cependant nous allons tout d'abord nous attarder sur les pays ayant mis en place des dispositions plus spécifiques durant ces dernières années.

- France

En 1979, la France fut le premier pays Européen à intégrer à sa législation des règles de sous-capitalisation. Ces règles ont été modifiées par la loi de finances 2006.

Les règles ne s'appliquent qu'aux prêts entre entreprises liées. Par entreprises liées, il faut comprendre, deux sociétés dont l'une à le contrôle de l'autre (détention de 50% ou contrôle de fait) ou deux sociétés contrôlées par une même troisième.

Les intérêts provenant de prêts entre entreprises liées seront déductibles sauf si les trois limites suivantes sont dépassées (Burg, 2015).

1. Le ratio dettes/ fonds propres excède $\frac{1.5}{1}$. Pour calculer ce ratio, on ne tient compte que des dettes entre entreprises liées ;
2. Le montant total des intérêts payés à des entreprises liées est supérieur au revenu de la société ;
3. Le montant des intérêts payés à une société est supérieur aux intérêts reçus de cette même société.

Si la part des intérêts non déductibles est inférieure à EUR 150,000, les règles de sous-capitalisation ne s'appliquent pas.

- Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, cette législation a été introduite pour la première fois en 1988. Historiquement, le ratio dette/fond propre utilisé était de $\frac{1}{1}$.

Depuis 2004, il n'y a plus de règles de sous-capitalisation à proprement parler. Il faut se référer aux règles de prix de transfert. Ces règles s'appliquent aux entreprises liées (i.e. une société contrôle la deuxième ou les deux sont contrôlées par une troisième). (Obuoforibo, 2015)

Il n'y a plus de ratio aujourd'hui. On examine les cas individuellement afin de savoir si les sociétés sont sous-capitalisées ou non. Pour arriver à cette conclusion, on utilise différents facteurs comme le secteur dans lequel l'entreprise se trouve et d'autres critères qui pourraient être utilisés par des tiers lors de l'octroi d'un prêt (PWC, 2013).

- Belgique

Les règles de sous-capitalisation ont été mises en place en 1992. Cependant de nouvelles règles sont entrées en vigueur en 2012 (Bofidi, s.d.).

Les règles de sous-capitalisation belges comprennent deux ratios. Le premier, $\frac{1}{1}$, s'applique au prêts octroyés à une société par ses administrateurs particuliers, ses actionnaires ou administrateurs étant des sociétés non-résidentes. Les intérêts excédant ce ratio sont requalifiés en dividendes. (Michel & Offermanns, 2015)

Le deuxième ratio est $\frac{5}{1}$ et s'applique lorsque le créateur fait partie du même groupe de sociétés, si ses revenus d'intérêts ne sont pas taxés ou le sont à un taux réduit (Bofidi, s.d.).

Il existe une exception pour les sociétés de « cash pooling ». Les intérêts payés sont considérés être la différence entre les charges d'intérêts payées à des entreprises liées et les revenus d'intérêts reçus par des entreprises liées. On exclut de ces revenus, les revenus d'intérêts payés à des sociétés établies dans des paradis fiscaux et les revenus provenant d'institutions financières et de sociétés d'affacturage établies dans l'espace économique européen. (Michel & Offermanns, 2015)

- Danemark

Les règles de sous-capitalisation ont été introduites au Danemark en 1998. Ces règles ne s'appliquent qu'aux dettes entre entreprises liées. Des entreprises sont considérées comme liées si une d'entre-elles détient directement ou indirectement 50% des actions ou des droits de vote. (Ottosen, 2010)

Si le ratio dette-fonds propres excède $\frac{4}{1}$ et que le total de la dette envers des entreprises liées est supérieur à DKK 10 millions, les intérêts attachés à cette dette ne seront pas déductibles. Le montant de la dette utilisé pour calculer le ratio est la dette totale (Haufler, Runkel, 2009).

En 2007, deux nouvelles règles se sont ajoutées à celles-ci. Un plafond d'intérêt a été instauré. Les charges d'intérêts excédant 5% de la valeur des actifs de la société et dépassant un montant total de DKK 21,300,000 ne seront pas déductibles. (Ottosen, 2010)

Enfin, les charges d'intérêts excédant 80% du bénéfice avant intérêts et impôts (« EBIT ») ne seront pas déductibles si elles sont supérieures au montant de DKK 21,300,000. (Ottosen, 2010)

- Pologne

Le régime des règles de sous-capitalisation a été instauré en Pologne en 1999 et a été modifié le 1^{er} janvier 2015. (KPMG, 2014)

Le ratio dette/fonds propres est passé de $\frac{3}{1}$ à $\frac{1}{1}$ et il contient désormais la totalité des dettes et non uniquement les dettes envers des entreprises liées.

Si le ratio est dépassé, la part des intérêts excédants payés à certains actionnaires ne seront pas déductibles. Les actionnaires considérés sont des actionnaires détenant, seuls ou de manière groupée, 25% des actions de la société. Les intérêts payés à des sociétés sœurs (i.e. des sociétés détenues à 25% par le même actionnaire) ne sont également pas déductibles dans ce cas. (van Doorn-Olejnicka, 2015)

Les sociétés peuvent choisir entre l'application des règles de sous-capitalisation ou un autre régime. Celui-ci admet la déductibilité des charges d'intérêts si leur montant n'excède pas la valeur des actifs (excepté les actifs intangibles) multipliée par le taux de référence de la Banque Nationale de Pologne augmenté de 1.25%. Cependant, la totalité des intérêts déductibles ne peut être supérieure à 50% du résultat opérationnel. (van Doorn-Olejnicka, 2015)

	Mise en place du régime	Champ d'application	Ratio	Dettes prises en compte	Entreprises liées
France	1979 modifié en 2006	Dettes envers entreprises liées	1,5/1 ¹	Dettes entre entreprises liées	Détention du contrôle (50% ou contrôle de fait)
Royaume-Uni ²	1988 modifié en 2004	Dettes envers entreprises liées	-	-	Une société contrôle la deuxième ou les deux sont contrôlées par une troisième
Belgique	1992 modifié en 2012	Dettes envers entreprises liées	1/1 - 5/1 ³	Dettes entre entreprises liées	
République Tchèque	1993 modifié en 2008	Dettes envers entreprises liées	4/1	Dettes entre entreprises liées	
Hongrie	1993 modifié en 2001	Totalité de la dette ⁴	4/1	Totalité de la dette	
Danemark	1998 modifié en 2007	Dettes envers entreprises liées	4/1 ⁵	Dettes entre entreprises liées	Détention de 50% des actions ou droits de vote
Pologne ⁶	1999 modifié en 2015	Dettes envers entreprises liées	1/1	Totalité de la dette	Détention de 25% des actions ou deux sociétés détenues à 25% par le même actionnaire
Lettonie ⁷	2003	Dettes envers entreprises liées	4/1	Dettes entre entreprises liées	
Lituanie		Dettes envers entreprises liées	4/1	Totalité de la dette	50% de détention ou 10% de détention du prêteur et 50% conjointement avec d'autres actionnaires

¹ Il existe d'autres conditions pour limiter la déductibilité des intérêts

² Règles de prix de transfert

³ Voir section 1.1.3.1.2.

⁴ A l'exception des dettes contractées auprès d'institutions financières

⁵ Il existe un plafond d'intérêts déductibles

⁶ Choix possible entre les règles de sous-capitalisation et un autre régime

⁷ Les règles ne s'appliquent pas aux dettes octroyées par des établissements de crédit ou d'assurance résidents en Lettonie ou dans la zone économique européenne, ainsi que dans un pays ayant conclu une convention préventive de double imposition avec la Lettonie.

	Mise en place du régime	Champ d'application	Ratio	Dettes prises en compte	Entreprises liées
Croatie ¹	2005	Dettes envers entreprises liées	-	-	
Roumanie		Dettes envers entreprises liées	3/1	Dettes entre entreprises liées	
Slovénie ²	Modifications : 2014	Dettes envers entreprises liées	4/1	Dettes entre entreprises liées*	Détention de 25% des actions ou deux sociétés détenues à 25% par le même actionnaire

Tableau 1: Règles de sous-capitalisation dans l'Union Européenne

¹ Si le montant de la dette est supérieur à 400% de la valeur des actions détenues par l'actionnaire prêteur, les intérêts ne sont pas déductibles.

² Ne s'applique pas aux dettes envers un actionnaire dont la valeur est inférieure à quatre fois le capital détenu par cet actionnaire.

3.2 Earnings-stripping rules

3.2.1 Notions

Les règles contre le dépouillement des gains (earnings-stripping rules) ont le même objectif que les règles de sous-capitalisation. Elles tendent à éviter un endettement trop élevé des sociétés et à diminuer la planification fiscale des multinationales.

Dans ce cas, on compare l'endettement d'une société à son Profit avant déduction des Intérêts, Impôts, Dépréciations et Amortissements (« EBITDA ») afin de définir si l'entreprise est trop endettée. En général, toutes les dettes sont prises en compte, internes et externes. Les intérêts excédant le ratio dette/EBITDA ne sont pas déductibles si la dette dépasse un montant déterminé. Les intérêts non-déductibles peuvent généralement être reportés aux années suivantes. (Bachmann, Lahmann & Schuler, s.d.)

L'Allemagne fut le premier pays à mettre en place ce type de règles et a servi de modèle aux autres pays ayant introduit des règles contre le dépouillement des résultats. (Bachmann et al, s.d.)

3.2.2 Pays ayant intégré des règles contre le dépouillement du résultat

Selon la Commission Européenne (2014b), huit pays ont dans leur législation des règles contre le dépouillement des résultats.

Depuis 2014, la Grèce a mis à jour ses règles de sous-capitalisation et n'utilise plus le ratio dette/fonds propres mais un pourcentage de l'EBITDA (Leventis & Trakadi, 2014)

	Mise en place	Champ d'application	Limite	Conditions	Report des intérêts non déductibles	Report de la différence ¹
Allemagne	2008	Tous types d'intérêts	30% EBITDA	-Faire partie d'un groupe de sociétés - Ratio de fonds propres inférieur à celui du groupe minoré de 2% - Charges d'intérêts supérieures à EUR 3 millions	Indéfiniment	5 ans
Grèce	2009	Tous types d'intérêts	30% EBITDA ²	- Charges d'intérêts supérieures à EUR 3 millions (5 millions jusqu'au 31 décembre 2015)	-	-
Espagne	2012	Tous types d'intérêts	30% EBITDA	- Charges d'intérêts supérieures à EUR 1 million	18 ans	1 an
Bulgarie		Tous types d'intérêts	- ³	- Ratio dettes/fonds propres supérieur à 3/1	5 ans	-
France	- Voir section précédente (1.1.3.1 Thin-capitalization)					
Italie	2008	Tous types d'intérêts	30% EBITDA	-	Indéfiniment	1 an
Portugal	2013	Tous types d'intérêts	30% EBITDA ⁴	- Charges d'intérêts supérieures à EUR 1 million	5 ans	-
Finlande	2014	Tous types d'intérêts	25% EBITDA	- Charges d'intérêts supérieures à EUR 500,000	Indéfiniment	-

Tableau 2: Earnings-stripping rules dans l'Union Européenne

¹ Dans certains pays, si les charges d'intérêts d'une année sont inférieures à la limite, il est possible de reporter la différence entre les charges et la limite à l'année suivante. Cela permet d'avoir une limite plus haute l'année suivante.

² Pour les années 2014, 2015 et 2016, les pourcentages des intérêts déductibles sont respectivement de 60%, 50% et 40% de l'EBITDA.

³ Les charges d'intérêts sont déductibles si elles sont inférieures aux revenus d'intérêts auxquels ont ajouté 75% de l'EBIT de la société (AFA OOD, 2015)

⁴ Une exception est prévue pour les années 2015 et 2016. La limite sera de 50% et 40% de l'EBITDA. (Braga, 2015)

3.3 Impacts

A ce jour, il existe encore peu d'analyses empiriques étudiant l'impact des règles de sous-capitalisation.

Selon Buettner et al. (2006), Buettner et al. (2012) et Bloin et al. (2014), les règles de sous-capitalisation ont bien un impact sur l'endettement des sociétés. Ces mesures ont un effet négatif sur le taux d'endettement des entreprises.

Tout d'abord, l'étude de Buettner et al. (2012), souligne le fait que l'endettement des entreprises dans un pays est lié au taux d'intérêt après taxation. Plus le taux de taxation des sociétés est élevé dans le pays en question, plus le taux d'endettement des sociétés est élevé.

De plus, Buettner et al. (2006) ont relevé le fait que l'endettement des sociétés est en moyenne inférieur dans les pays ayant introduit des règles de sous-capitalisation.

Selon Buettner et al. (2012), la mise en place de ce type de réformes a tout d'abord un effet sur l'endettement interne (entre entreprises liées). L'endettement interne est réduit au profit d'un endettement externe.

Cependant, l'endettement externe ne se substituant pas parfaitement à l'endettement interne, l'introduction de règles de sous-capitalisation cause une diminution de l'endettement total.

Selon une étude sur le cas de l'Allemagne (Buslei & Simmler, 2012), l'introduction d'une limite à la déduction des intérêts réduit le ratio d'endettement. Buslei & Simmler démontrent également que la diminution de la dette interne est plus importante que la diminution de la dette externe suite à la mise en place d'« earnings stripping rules ».

Les conclusions sont donc semblables pour les règles de sous-capitalisation et les règles contre le dépouillement du résultat.

Chapitre 2. Réformes visant à promouvoir la recherche et le développement

1 Introduction

En 2010, l'Union Européenne a mis en place une stratégie de croissance et d'emploi connue sous le nom de « Europe 2020 ». Cette stratégie a pour objectif de mettre en place des mesures qui permettront à l'Europe de surmonter la crise économique. (Eurostat, 2015)

Europe 2020 a développé trois priorités principales essentielles à l'augmentation de la croissance et de l'emploi:

« It envisions the transition to smart growth through the development of an economy based on knowledge, research and innovation.

The sustainable growth objective relates to the promotion of more resource-efficient, greener and competitive markets.

The inclusive growth priority encompasses policies aimed at fostering job creation and poverty reduction. » (Eurostat, 2015)

Ensuite, l'Union Européenne a établi cinq cibles à atteindre d'ici 2020. Ces cibles concernent le climat, l'emploi, l'éducation, la diminution de la pauvreté et enfin le secteur de la recherche et du développement. Ce secteur fait partie des priorités de l'Union car afin de développer la croissance et l'innovation, la création de nouveaux produits et services est nécessaire.

En 2020, les dépenses en recherche et développement devront atteindre 3% du PIB. Ces derniers temps, on a assisté en Europe à une augmentation du nombre de diplômés en sciences et technologies, une augmentation de l'alphabétisation numérique, du nombre de chercheurs et de leur mobilité ainsi qu'une augmentation de l'export « high tech ». Cependant, en terme de dépenses R&D, l'Europe se situe toujours derrière l'Asie et l'Amérique du Nord. (Eurostat, 2015)

De plus, cet objectif de 3% est assez ambitieux car en 2012, le montant des dépenses R&D équivalait seulement à 2.1% du PIB. (European Commission, 2014d)

On tente ici de répondre à une autre question de l'OCDE (2007), « Comment créer un environnement fiscal favorable ? ».

Afin de créer un environnement attractif pour les firmes faisant de la recherche et pour les chercheurs et ainsi, d'augmenter le niveau des dépenses R&D en Europe, deux politiques sont possibles : les subsides ou les incitants fiscaux. (Megally, Nysten & Van Pottelserghe, 2003)

Selon Megally et al. (2003), les incitants fiscaux sont plus intéressants que les subsides car ils sont plus neutres, présentent généralement des coûts administratifs plus faibles, ne nécessitent pas un contrôle budgétaire strict et enfin, ils ont une portée plus large que les subsides.

La Commission Européenne (2014d) le confirme et ajoute que les subsides sont plus intéressants pour les produits dont la commercialisation ne revient pas exclusivement à la firme. Dans ce cas, sans subsides, il n'est pas attractif pour l'entreprise d'investir en recherche et développement.

Les incitants fiscaux peuvent cependant présenter des désavantages. Ils peuvent créer un effet d'aubaine ou une éviction des prix (i.e. hausse des dépenses mais pas de hausse réelle de R&D). Enfin, il y a un risque de distorsion. Certains projets supportés par le gouvernement pourraient être mis en place à la place d'autres plus intéressants mais non supportés par l'état. (Megally et al., 2003)

Aujourd'hui, on compte 26 pays européens ayant mis en place des incitants pour l'investissement en R&D. En Europe, seules l'Allemagne et l'Estonie ne comptent aucun incitants fiscaux R&D. (European Commission, 2014c)

Les différents incitants sont détaillés dans la section suivante.

2 Types d'incitants fiscaux

La commission européenne (2014c) dénombre quatre types d'incitants fiscaux : les crédits d'impôts qui sont les plus fréquents, les régimes de déductions majorées, la

dépréciation accélérée et les « patent boxes ». Ceux-ci sont cependant mis en place de manière différente dans chaque pays.

La plupart des pays ont mis en place plusieurs de ces incitants.

2.1 Amortissement spécial / Déduction majorée

Il existe deux types de dépenses R&D. Les dépenses de revenus et les dépenses de capital. Ces dépenses peuvent être déduites directement de la base imposable ou capitalisées. Dans le deuxième cas, les entreprises pourront alors amortir ces dépenses. Cela est cependant moins avantageux pour les firmes. (Ernst & Spengel, 2011)

En général, les pays permettent aux entreprises de déduire les dépenses R&D de revenu (les salaires, produits liés à la R&D,...). Ce n'est cependant pas un incitant très efficace pour les entreprises. Certains gouvernements ont donc mis en place des déductions majorées (également appelées amortissement spéciaux). Ce système permet de déduire les dépenses R&D admises à un taux supérieur à 100%. (Megally et al., 2003) Une déduction majorée de 50% permet donc de déduire 150% du montant des dépenses en recherche et développement.

2.2 Crédit d'impôt

Les crédits d'impôts sont les incitants les plus courants en Union Européenne. (European Commission, 2014d).

Les crédits, contrairement à la déduction majorée consistent à réduire le montant d'impôt dû et non la base imposable. « They offer a reduction to a firm's tax burden depending on the volume, or increase, of the expenditure the firm devoted to R&D. » (Köhler, Laredo, Rammer, 2012, p.2)

On distingue deux types de crédits, les crédits volumes et les crédits incrémentaux. (Köhler et al., 2012)

Dans le premier cas, on applique un taux sur la totalité des dépenses éligibles de l'année afin de déterminer le montant du crédit. Dans le second, on n'applique ce taux que sur la partie additionnelle des dépenses par rapport à un volume de base. Cette base peut être mobile (i.e. la moyenne des années précédentes) ou fixe (i.e. le montant des dépenses à un moment donné dans le temps). (Megally et al., 2003)

Chaque type présente des désavantages. Le crédit volume est très coûteux pour le gouvernement (Köhler et al., 2012)

La complexité du crédit incrémental a pour conséquence d'augmenter les coûts administratifs. De plus, le crédit incrémental à base mobile permet une planification fiscale. (European Commission, 2014d)

Dans le cas où le bénéfice imposable d'une société est insuffisant, certaines législations permettent un report du crédit (carry-back et/ou carry forward). Selon Megally et al., (2003) le report est essentiel pour assurer l'efficacité de l'instrument.

Selon la Commission Européenne (2014d), le report du crédit et le remboursement en cas d'insuffisance de bénéfice fait partie des bonnes pratiques, principalement lorsqu'il s'applique aux jeunes entreprises qui sont souvent en perte au début de leur activité.

Dans certains cas, il existe un seuil de dépenses maximal et/ou minimal afin de bénéficier du crédit. Le seuil maximal permet d'orienter la politique vers un groupe cible d'entreprises et le seuil minimal permet d'éviter des coûts administratifs trop élevés pour un montant de dépenses faible. (Megally et al., 2003)

Selon, Köhler et al. (2012), il est également possible de mettre en place un crédit maximal par entreprise.

Enfin, le crédit peut s'appliquer à l'impôt des sociétés ou aux dépenses salariales et aux contributions sociales. Le premier cas est le plus courant. Cependant, le deuxième présente un plus grand nombre d'avantages.

L'application aux contributions sociales et aux dépenses salariales permet aux entreprises de bénéficier du crédit plus rapidement car ces taxes sont en général mensuelles ou semestrielles. De plus, elles permettent à l'entreprise de bénéficier du crédit même si elles sont en pertes car ces taxes seront payées par la firme dans tous les cas. (Megally et al., 2003)

De plus, cela diminue les coûts administratifs et l'application du crédit aux salaires des chercheurs permet une plus grande diffusion des connaissances. En effet, ceux-ci sont assez mobiles. (European commission, 2014d)

2.3 Patent Box

Les revenus de propriété intellectuelle tels que les revenus de brevets sont des revenus très mobiles. Ils n'ont pas de localisation claire. (Evers, Miller et Spengel, 2013)

Les entreprises multinationales (« **MNEs** ») ont donc un incitant à relocaliser leurs revenus de brevets dans des pays où le taux de taxation est plus faible. On constate une localisation des actifs intangibles dans les paradis fiscaux. (Karkinsky et Riedel, 2012)

Pour les MNEs, la meilleure façon de localiser leurs droits de propriété intellectuelle est de différencier géographiquement la recherche et le développement et les brevets. Cela leur permet de bénéficier de marchés développés et de travailleurs qualifiés tout en ayant un taux de taxation faible pour les revenus de brevets. (Böhm, Karkinsky et Riedel, 2012)

Böhm et al. (2012) constatent une différenciation géographique entre le brevet et l'endroit de recherche dans 8% des cas.

De plus, ils remarquent que lorsque la qualité du brevet et le profit attendu augmentent, la relocalisation des revenus dans des paradis fiscaux augmente également.

Afin d'éviter cette relocalisation et d'attirer les revenus de brevets et de licences dans leur pays, certains gouvernements ont créés des « Patent boxes ».

De plus, la proximité géographique facilite la dispersion des connaissances. Il est donc bénéfique pour les pays d'avoir de l'innovation dans leurs frontières.

« Les patent boxes mettent en place un taux préférentiel pour le revenu des innovations déjà protégées par les droits de propriété intellectuelle. » (European Commission, 2014d, p.10)

Les premiers pays à avoir intégré ces patent boxes sont la France et l'Irlande. Aujourd'hui, onze pays européens ont mis en place des patent boxes. En moyenne, la réduction d'impôt permise par ces régimes est de 75% (Alstadsaeter, Barrio, Nicodeme, Skonieczna, vezzani, 2015)

Ces systèmes comportent différentes caractéristiques. Alstadsaeter et al. (2015) définissent cinq types de caractéristiques :

- le type de droits intellectuels qualifiant pour le régime ;
- le traitement des brevets existants ;

- le traitement des brevets acquis auprès d'autres entreprises ;
- le traitement des royalties ;
- les conditions de développement.

Les patent boxes s'appliquent toujours aux brevets (Evers et al., 2013) mais s'appliquent aussi dans certains cas, aux marques, designs, certificats et copyrights (Alstasaeter et al. 2015).

Les revenus concernés sont les royalties et les revenus de licence. Parfois les gains en capital sont également pris en compte.

Certaines patent boxes comprennent des conditions de développement internes alors que d'autres incluent également les brevets acquis.

Dans le premier cas, on crée une activité réelle dans le pays. Le deuxième cas n'est attractif que pour les revenus mobiles ; ce n'est pas un incitant à l'innovation.

Evers et al. (2013) distinguent deux types de patent boxes : une approche brute et une approche nette.

Dans le cas de l'approche brute, il est possible pour les entreprises de déduire les dépenses liées aux droits de propriété intellectuelle des revenus non liés à ces droits. Ce système est plus simple d'un point de vue administratif et plus avantageux pour les firmes. En effet, ce traitement asymétrique permet de déduire les dépenses à un taux plus élevé que le taux de taxation des revenus liés.

L'approche « nette » est la plus fréquente. Dans ce cas, on ne peut déduire les dépenses liées aux droits de propriété intellectuelle que des revenus liés à ces droits.

2.4 Dépréciation accélérée

La dépréciation accélérée est un système permettant d'amortir les actifs liés aux activités R&D de la société à un taux plus élevé les premières années. Dans plusieurs pays, il est possible d'amortir la totalité des actifs R&D l'année de leur acquisition.

3 Impacts

Ces réformes sont implantées dans le but d'augmenter l'innovation et ainsi la croissance à long terme des pays. Afin de les évaluer, on analyse généralement leur impact sur le

montant des dépenses en R&D. Ces dépenses sont des investissements dans des actifs R&D ou des augmentations de salaires des chercheurs et autres travailleurs R&D.

Il existe à ce jour un nombre restreint d'analyses sur l'impact des incitants fiscaux en matière de R&D. De plus, la plupart d'entre-elles étudient la période des années 90.

En effet, l'impact de ces réformes est difficile à évaluer à cause de la planification fiscale (European Commission, 2014d) et selon Magally et al., l'augmentation de R&D est difficilement mesurable.

Impacts sur les dépenses en recherche et développement

Dans la plupart des études réalisées, on constate un effet positif des incitants fiscaux sur les dépenses R&D.

Bloom et al. (2000), ont étudié l'impact de ces incitants dans différents pays de l'OCDE. Ils constatent que la fiscalité a un effet sur l'investissement en recherche et développement. Un changement dans le taux effectif de taxation induit un changement dans les dépenses R&D.

Selon Kohler et al. (2012), « R&D tax incentives are a useful tool to stimulate private R&D and raise the level of business R&D expenditure to a higher level ».

En 2013, Mulkay et Mairesse, constatent que la réforme française de 2008 en matière de R&D a un effet positif sur les dépenses en capital R&D.

Certaines analyses se basent sur le « user-cost » - coût de l'investissement en R&D – pour déterminer l'impact des incitants fiscaux sur les dépenses en recherche et développement.

Selon Caiumi (2011), le « user-cost » est un bon déterminant de la manière dont réagissent les firmes.

Lokshin et Mohnen (2007), concluent dans leur étude sur le WBSO¹ néerlandais que les incitants diminuent le « user-cost » et que cela mène à une augmentation de

¹ Crédit d'impôt pour la recherche et le développement néerlandais.

l'investissement en recherche et développement. Une diminution de 10% du « user-cost » mènerait à une augmentation de capital R&D de 4%.

Une étude sur le cas italien a été faite par Caiumi en 2011. Une diminution du « user-cost » de 10% conduit à une augmentation des investissements R&D de 8,6%.

Corchuelo et Martinez-Ros (2009) constatent également un effet positif des incitants sur les dépenses en R&D.

Enfin, Ernst et Spengel (2011) étudient l'impact des incitants fiscaux sur le nombre de brevets. Ils constatent que la fiscalité est un frein à la recherche car elle en diminue le rendement. Un haut niveau de taxation conduit à une diminution du nombre de brevets.

Ils constatent un effet négatif du B-index¹ sur le nombre de demandes de brevets. On peut donc en conclure un effet positif des incitants sur le nombre de brevets et sur l'investissement en R&D.

Les différents papiers montrent tous un impact positif des réformes en matière de R&D sur les dépenses en R&D. Cependant, leurs conclusions divergent sur certains points.

Tout d'abord, on constate, en particulier, des divergences dans le type de sociétés réagissant le mieux à ces incitants.

En général, ce sont les petites entreprises qui réagissent le mieux aux incitants. (European Commission, 2014d)

Selon Lester et Warda (2014), les PME sont les entreprises qui répondent le mieux aux incitants R&D. Lokshin et Mohnen (2007), font la même constatation pour les entreprises néerlandaises.

En Espagne, ce sont les grandes entreprises qui bénéficient le plus de ces incitants et en particuliers les firmes innovantes dans le secteur de la haute technologie. Il semble que les PME espagnoles n'aient pas une connaissance suffisante de ces incitants et de leurs avantages. (Corchuelo et Martinez-Ros, 2009)

Ensuite, l'impact dépend également du type d'incitant utilisé. Le plus populaire est le crédit d'impôt.

¹ The B-index is a measure of the level of pre-tax profit a "representative" company needs to generate to break even on a marginal, unitary outlay on R&D (Warda, 2001, cité dans OECD, 2013)

Selon Kohler et al. (2012) et la Commission Européenne (2014d), le crédit d'impôt est un instrument très efficace pour stimuler l'investissement en recherche et développement

Bien qu'ayant des effets positifs, l'implantation de réformes visant à promouvoir la recherche et le développement présente des désavantages.

Tout d'abord, cela représente un certain coût pour le gouvernement. Le crédit d'impôt incrémental permet de minimiser ce coût. (European Commission, 2014d)

De plus, incitants fiscaux ajoutent de la complexité au système fiscal. Cela peut décourager les PME. (Caiumi, 2011)

Ensuite, les incitants fiscaux bénéficient le plus souvent aux plus riches. Les économies d'impôt augmentent avec la base taxable. De plus, une entreprise en perte ne peut généralement pas en profiter car les crédits d'impôts sont généralement non-remboursables. Les entreprises ayant le plus besoin de ces aides en sont donc exclues. (Caiumi, 2011)

Les incitants fiscaux peuvent également créer des distorsions car ils permettent une planification fiscale. Le timing des investissements peut être modifié en fonction des incitants. (Caiumi, 2011) Il se peut que des investissements bénéficiant d'une aide de l'état soient réalisés au détriment d'autres plus intéressants d'un point de vue social. (Magally et al., 2003)

Selon Corchuelo et Martinez-Ros (2009), les différentes externalités font que le niveau de R&D est inférieur au niveau optimal.

Enfin, on constate un effet positif des incitants sur les dépenses R&D. Il est cependant important de se demander si l'augmentation des dépenses est due à une augmentation des investissements ou simplement à une augmentation du prix des inputs. (European Commission, 2014d).

Selon Caiumi (2011), la mise en place d'une réforme visant à promouvoir la recherche et le développement pourrait créer une augmentation des prix des inputs.

Impact sur l'innovation et la croissance

L'augmentation des dépenses en recherche et développement mène-t-elle nécessairement à une augmentation de l'innovation et de la croissance à long terme ? L'augmentation de la croissance et de l'innovation est généralement l'objectif principal des réformes en matière de R&D. Nous allons maintenant tenter de voir si cet objectif est rempli par les différentes réformes.

Selon Kohler et al. (2012), les incitants fiscaux en matière de R&D augmentent la probabilité pour les firmes de développer des nouveaux produits. Cependant, ces nouveaux produits ont des degrés d'innovation différents.

Selon Ernst et al. (2014), les incitants ont un effet négatif sur la qualité des brevets.

D'après l'étude de Corchuelo et Martinez (2009), les incitants fiscaux espagnols en matière de R&D augmentent le taux d'innovation pour les grandes entreprises présentes dans le secteur de la haute technologie uniquement.

Les projets se concrétisant suite à la mise en place d'incitants fiscaux pour la R&D sont généralement des projets à faible rendement et ayant peu d'impacts sur la productivité. (Kohler et al., 2012)

Selon Kohler et al. (2012), les réformes visant à promouvoir la recherche et le développement améliorent la compétitivité et l'attractivité d'un pays tant que les autres états n'implémentent pas de mesures semblables.

En conclusion, on remarque un effet mitigé des réformes fiscales promouvant la R&D sur l'innovation et la croissance.

Impact des patent boxes

Le taux d'imposition des sociétés a un impact négatif sur le nombre de brevets (Karkinsky et Riedel, 2012)

Selon Alstadsaeter et al., (2015), une diminution du taux d'imposition induit une augmentation du nombre de brevets et d'actifs intangibles. Les patents boxes attirent donc fortement les brevets mais cet effet varie en fonction des secteurs d'activités et des caractéristiques des brevets.

Cependant, les patent boxes ne visent pas vraiment l'augmentation d'investissements R&D. Elles visent les projets réussis et non la recherche sous-jacente. (Evers et al., 2013)

Les patent boxes augmentent le rendement après taxes de l'investissement dans un brevet. (Evers et al., 2013)

Les brevets de haute qualité sont plus sensibles à l'attrait des patent boxes. (Alstadsaeter et al., 2015)

Les caractéristiques des patent boxes ont également un effet sur leur attractivité. Si les brevets acquis sont pris en compte, les firmes sont plus sensibles au régime.

Ensuite, les conditions de développement diminuent l'avantage fiscal mais encouragent les innovations locales. (Alstadsaeter et al., 2015)

On constate donc une augmentation du nombre de brevets suite à la mise en place d'une patent box.

On va maintenant s'intéresser à l'effet de ces régimes sur la qualité de brevets.

Selon Ernst et al. (2014) la taxation a un effet négatif sur la qualité des brevets. Pour une diminution du taux d'imposition de 10%, on constate une augmentation de la qualité des brevets de 1 à 5%.

Ils ajoutent que les patent boxes n'ont pas le même effet que les crédits ou les réduction d'impôts. Alors que les premières augmentent la qualité des brevets, les suivants la diminuent.

Malgré leur effet positif sur le nombre de brevets, les patent boxes sont contestées car « unlike expense-based tax incentives for R&D, such schemes do not reward firms for the social benefit that they cannot appropriate. Instead, they award additional tax benefits to a succesful innovation that already enjoy intellectual property protection. » (Alstadsaeter et al., 2015, p.5)

De plus, les patent boxes ont un effet positif sur la localisation des brevets mais pas sur la recherche réelle. (Alstadsaeter et al., 2015) Evers et al. (2013) confirment ce point de vue. Les patent boxes visent les revenus de projets à succès et non l'innovation.

4 Meilleures pratiques européennes

4.1 Introduction

Suite à ces études, on constate que certaines pratiques se révèlent plus efficaces que d'autres.

Selon Kohler et al. (2012), les crédits volumes sont les instruments les plus efficaces : «Volume-based incentives and tax credits tend to produce higher additionality » (Köhler et al., 2012, p.3)

Dans beaucoup de pays, les incitants visent en particulier les PME car celles-ci y répondent mieux. Cependant, elles diffusent moins les connaissances que les grandes entreprises.

Il serait donc plus judicieux de viser les jeunes entreprises. Cela permet d'aider des firmes ayant une perspective de croissance. La transition de ces jeunes PME à des grandes entreprises permet une diffusion des connaissances. (Lester & Warda, 2014) La Commission Européenne (2014d) ajoute que cela accroît la probabilité d'augmenter le nombre d'innovations.

Selon Lester et Warda (2014), le montant de l'incitant devrait dépendre du niveau de diffusion des connaissances de la firme afin d'améliorer le bien-être public.

Ensuite, dans certains cas, un carry-back ou un carry-forward de l'avantage est permis. Selon Van Pottelsberghe (2003), ces reports sont essentiels en particulier pour les PME.

Dans son étude, la Commission Européenne a établi une liste des meilleures pratiques européennes. Celles-ci sont décrites ci-dessous.

4.2 France

Les incitants fiscaux pour la recherche et le développement ont été modifiés par la réforme de 2008. La législation française comprend deux types d'incitants fiscaux visant à promouvoir la R&D. Ces systèmes sont le crédit d'impôt et les « patent boxes ». (European Commission, 2014c)

La législation française contient deux types de crédits d'impôts, le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt innovation instauré en 2013.

Le **crédit d'impôt recherche** (« CIR ») s'applique à toutes les sociétés soumises à l'impôt sur les bénéfices et encourant des dépenses de recherche et développement. (AFII, 2014) Ces dépenses sont, « des travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, ainsi que l'utilisation de ces connaissances pour de nouvelles applications.» (MESR, 2014)

Le crédit représente 30% des dépenses jusqu'à un plafond de EUR 100 millions. Ensuite, pour les dépenses en excédent, le pourcentage est de 5%.

Le **crédit d'impôt innovation** (« CII ») a été mis en place en 2013 et s'applique aux PME. Les dépenses prises en compte ici sont les dépenses liées à la conception de nouveaux produits. Le CII équivaut à 20% des dépenses éligibles jusqu'à un plafond de EUR 400,000. Le montant du crédit ne peut donc excéder EUR 80,000. (Leyton, s.d.)

En 2004, la France a instauré un régime de « patent box » connu sous le nom de « **jeunes entreprises innovantes** » (« J.E.I. »). Ce régime sera en place de 2004 à 2016.

Le système des jeunes entreprises innovantes ne s'applique qu'aux PME de moins de huit ans. Ces entreprises doivent être indépendantes (i.e. leur capital doit être détenu à au moins 50% par des personnes physiques). Elles doivent également encourir des dépenses en recherche et développement. Ces dépenses représentent au minimum 15% de la totalité des dépenses admises fiscalement. (MESR, 2014b)

Les entreprises répondant à ces conditions peuvent bénéficier des avantages suivants. Elles sont exonérées totalement de l'impôt sur les bénéfices la première année et à 50% la deuxième année de l'application du régime. Cette aide ne peut cependant dépasser EUR 200,000. Ces sociétés peuvent également être exonérées de cotisations sociales pour les salariés affectés aux travaux en recherche et développement pour une période de 8 ans. L'avantage ne peut cependant pas dépasser 4,5 fois le salaire minimum par salarié et ne peut être supérieur à 5 fois le plafond annuel de la sécurité sociale. (MESR, 2014b)

Selon Eynatten (2008) et la Commission Européenne (2014c), la France possède l'un des régimes les plus favorables en matière d'incitants R&D notamment grâce au système des jeunes entreprises innovantes.

4.3 Danemark

Le Danemark est également un pays très bien placé en matière d'incitants fiscaux pour la recherche et le développement grâce à deux systèmes, la dépréciation accélérée et le crédit d'impôt, « **Skattekreditordningen** ». (European Commission, 2014c)

Le système danois de crédit d'impôt pour la R&D est unique en Europe. Il consiste en un remboursement des pertes liées aux dépenses en recherche et développement. (Riis, 2014)

Cet avantage ne s'applique qu'aux entreprises en position de perte. On vise donc indirectement les start-up et les petites sociétés. (European Commission, 2014d)

Le crédit s'applique aux dépenses engagées dans le but de développer de nouveaux produits ou services. Ces dépenses ne peuvent excéder DKK 25 millions depuis 2014. Le taux d'imposition des sociétés au Danemark est de 23,5% en 2015. Le crédit sera donc de maximum DKK 5,875 millions (approx. EUR 787,000) en 2015.

Cette réforme est régulièrement évaluée par le gouvernement danois afin de rendre compte de l'efficacité de l'incitant fiscal.

Ensuite, les entreprises peuvent bénéficier de la **dépréciation accélérée** pour les machines et équipements utilisés pour la R&D. Ce système permet aux sociétés d'amortir ce type d'actifs en entier l'année de leur acquisition. (OECD, 2014)

Enfin, il existe également, au Danemark un **régime spécial pour les chercheurs étrangers** ou les employés étrangers travaillant dans le domaine de la R&D. Ils bénéficient d'un taux d'imposition sur le revenu inférieur (26%) au taux normal. (European Commission, 2014c)

4.4 Pays-Bas

Les Pays-Bas ont mis en place trois types d'incitants fiscaux pour l'investissement en recherche et développement.

Tout d'abord, un crédit d'impôt, appelé « **WBSO** ». Les entreprises néerlandaises ont droit à un crédit d'impôt sur les précomptes professionnels. Ce crédit équivaut, en 2014, à 35% des dépenses salariales pour le personnel R&D inférieures à EUR 250,000 et à 14% des dépenses excédant ce plafond. (European Commission, 2014c).

Ce système a été évalué à plusieurs reprises par le gouvernement néerlandais. Ces évaluations ont démontré un effet positif de l'incitant sur les dépenses en R&D.

Le WBSO est également reconnu par la Commission Européenne (2014c) comme l'un des incitants fiscaux pour la R&D les plus efficaces.

Ensuite, depuis 2012, une déduction majorée « **RDA** » s'ajoute au WBSO. Celle-ci s'applique aux dépenses en R&D. Le taux de cette déduction est de 160%. La déduction supplémentaire équivaut donc à 60% du total des dépenses en R&D.

Enfin, les Pays-Bas ont mis en place en 2007 un régime de « patent box » connu sous le nom de « **Innovatiebox** ». Ce régime consiste à taxer les revenus de brevet à un taux réduit (i.e. 5% au lieu de 25.5%). (Commission Européenne, 2014c)

Les brevets doivent être développés en interne aux Pays-Bas ou ailleurs. Cependant, les risques et le management liés à ces brevets doivent se trouver aux Pays-Bas. Les activités de recherche et développement ayant reçu un certificat R&D peuvent également bénéficier du taux réduit.

4.5 Irlande

La législation irlandaise contient un type d'incitant à l'investissement en R&D, le crédit d'impôt. Ce crédit équivaut à 25% des dépenses en recherche et développement.

Les activités de recherche et développement peuvent être situées dans l'Espace Economique Européen mais la société doit être soumise à l'impôt des sociétés en Irlande.

Si le bénéfice est insuffisant, le crédit peut être reporté à la période antérieure et indéfiniment aux années suivantes. Si le report à l'année précédente n'est pas possible, la société peut demander un remboursement. (European Commission, 2014d)

Le système irlandais est considéré comme une des meilleures pratiques car son application est simple et large. La procédure est simple car elle permet une demande de candidature en ligne. Une seule agence en est responsable et des guides sont disponibles. La définition des dépenses est assez large et le taux est unique. Cela permet de s'adresser à un grand nombre de sociétés. (European Commission, 2014d)

De plus, selon, les entreprises irlandaises, ce système incite à développer le domaine R&D dans les sociétés privées. (European Commission, 2014d)

4.6 Royaume-Uni : Déduction majorée

La déduction majorée pour les dépenses en recherche et développement du Royaume-Uni fait partie des meilleures pratiques européenne selon la Commission européenne (2014d).

Ce système comporte deux régimes différents.

Le premier s'applique aux PME. Celles-ci peuvent déduire de leur base imposable 230% de leurs dépenses en recherche et développement. Dans le cas où ces sociétés ayant encouru des dépenses en R&D sont en perte, elles peuvent bénéficier d'un remboursement équivalent à 14.5% de ces dépenses. (Obuoforibo, 2015)

Le deuxième régime s'applique aux grandes entreprises (« GE »). Elles bénéficient d'un avantage plus faible. Les GE peuvent déduire 130% des dépenses R&D de leur base imposable. (Obuoforibo, 2015)

4.7 Espagne

Les incitants fiscaux en matière de R&D en Espagne sont principalement des crédits d'impôt. Tout d'abord, il existe un crédit d'impôt sur les dépenses liées à la recherche et développement. Ce crédit équivaut à 25% des dépenses en question. (Hipola, 2015)

Ensuite, dans le cas où les dépenses en R&D d'une année sont supérieures à la moyenne de celles des deux années précédentes, on applique à la différence un taux de 42%. L'entreprise aura donc droit à un crédit d'impôt de 25% de la moyenne additionné à 42% de l'excès de dépenses. (Hipola, 2015)

Un troisième type de crédit existe, le crédit d'impôt pour l'innovation. Celui-ci équivaut à 12% des dépenses liées aux activités ayant résulté en innovations technologiques.

Ces crédits sont reportables durant 18 ans, en cas d'insuffisance de bénéfices. Ils ne peuvent dépasser 50% de l'impôt normalement dû (25% si les dépenses R&D sont inférieures à 10% de l'impôt normalement dû). L'entreprise peut décider de ne pas appliquer ces limites. Les dépenses éligibles seront alors réduites de 20% et le crédit ne pourra excéder EUR 3 millions. (Hipola, 2015)

Selon la Commission Européenne (2014d), ce système fait partie des 10 meilleurs car il est général (s'applique à tous types d'entreprises) et permet une application en ligne. De

plus, des réformes récentes ont amélioré la coordination entre les mesures nationales et régionales et mettent l'accent sur l'innovation et la coordination entre le public et le privé.

4.8 Croatie

La Croatie propose aux entreprises encourant des dépenses en R&D une déduction majorée (Lutitsky, 2015).

Le taux de déduction applicable dépend du type de dépenses. Il sera de 150% pour la recherche fondamentale, de 125% pour la recherche appliquée et de 100% pour la recherche et le développement.

Ce système est considéré comme l'un des meilleurs par la Commission Européenne (2014d) car le montant de l'avantage obtenu augmente avec le degré d'innovation du projet R&D. De plus il est l'un des rares projets à avoir été évalué dans une étude économétrique.

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Autriche	Forschungsprämie (Crédit d'impôt R&D)		- Crédit d'impôt: 10% des dépenses en R&D; - Crédit remboursable; - Pour les activités développées en externe les dépenses ne peuvent excéder EUR 1 million.
Belgique	Déduction pour investissement	- Brevets; - Investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement.	- 13% en une fois; ou - 20,5% de l'amortissement annuel (~~Brevets~~).
	Crédit d'impôt pour recherche et développement ¹	- Brevets; - Investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement.	-Crédit d'impôt: application du taux de 33,99% à la valeur de l'investissement multipliée par le montant de la déduction pour investissement (13%).
	Dispense partielle de versement du précompte professionnel pour les chercheurs	- Travailleurs faisant de la recherche scientifique.*	- Exonération de 80% du précompte professionnel.
	Dépréciation accélérée	- Machines et installations pour la recherche scientifique (sauf bâtiments).	- Amortissement en 3 ans
	Déduction pour revenus de brevets	- Sociétés belges; - Etablissement stables belges; - Brevet développé en interne (sauf pour PME).	- Déduction de 80% des revenus de brevets
Bulgarie (European Commission, 2014d)	Dépréciation accélérée	- Actifs tangibles R&D	- Dépréciation de 100% la première année.
	Remission of corporate tax	- "Scientific research Budgetary organizations, state higher schools, municipal schools"	- "Remission of 50% of the tax on the receipts of such organizations"
	Expenditure write-off	- Fixed intangibles assets formed as a result of R& D activities.	- Decrease of accounting fiscal result

¹ Les entreprises doivent choisir entre le crédit d'impôt et la déduction pour investissement.

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Chypre	Patent Box	- Revenus de propriétés intellectuelles; - Développées ou créées après le 1er janvier 2012.	- Déduction de 80%
Croatie	Déduction majorée	-Dépenses en recherche et développement ¹	- 150% des dépenses pour la recherche fondamentale; - 125% pour la recherche industrielle; - 100% pour le développement.
Danemark	Skattekreditordningen	-Société en perte	- Remboursement des pertes liées aux dépenses R&D (Maximum EUR 25 millions de dépenses).
	Dépréciation accélérée	-Machines et équipements utilisés pour la R&D	- Amortissement de la totalité de l'actif la première année.
	Régime spécial pour les chercheurs étrangers	- Travailleur étrangers dans le domaine de la R&D	- Taux d'imposition inférieur pour les travailleurs: 26%.
Espagne ²	Patent Box	- Savoir-faire, brevets, designs, formules, procédures secrètes.	- 60% des revenus de propriété intellectuelle exemptés
	Crédit d'impôt volume	- "Projet visant à découvrir de nouveaux savoirs et une meilleure compréhension des sciences et technologies." (European Commission 2014d)	- 25% des dépenses R&D.
	Crédit d'impôt incrémental	- Dépenses en R&D supérieures à la moyenne des dépenses des deux années précédentes	- 25% pour la moyenne des dépenses R&D; - 42% pour l'excédent.
	Crédit d'impôt innovation	- Dépenses en recherches ayant mené à une innovation technologique.	- 12% des dépenses
	Crédit d'impôt pour personnel R&D	- Chercheurs travaillant exclusivement sur des activités R&D	- Crédit de 17% sur les salaires.

¹ - Entreprises faisant des projets de recherches en exécution de conventions de partenariats conclues avec des universités ou des hautes écoles ou avec des institutions scientifiques agréées;

- Entreprises qui exécutent des programmes de recherche ou de développement avec des chercheurs qui ont un diplôme de docteur en sciences appliquées, en sciences exactes, ou en médecine.

² Crédits reportables durant 18 ans.

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Finlande (Ambagtsheer-Pakarinen, 2015)	Dépréciation accélérée	- Bâtiments dédiés uniquement à la R&D	- Dépréciation au taux de 20% au lieu de 7%
France	Crédit d'impôt recherche	- Société soumise à l'impôt sur les bénéfices	- 30% des dépenses R&D en dessous de EUR 100 millions; - 5% pour les excédents de dépenses.
	Crédit d'impôt innovation	-PME	- 20% des dépenses R&D; - Plafond de dépenses: EUR 400,00
	Jeunes entreprises innovantes	- PME; - Créée depuis moins de huit ans; - Dépenses R&D ≥ 15% dépenses admises fiscalement.	- Exonération de l'impôt sur les bénéfices la première année; - Exonération de 50% de l'impôt sur les bénéfices la deuxième année; - Exonération de cotisations sociales pour les travailleurs R&D durant 8 ans.
Grèce	Déduction majorée	- Dépenses R&D définie par décret.	- Déduction majorée de 30%.
Hongrie (Deloitte, 2014), (European Commission, 2014d)	Déduction majorée	- Dépenses R&D (coût de personnel, équipement, matériel...) pour les recherches contractées auprès d'universités ou de l'Académie des Sciences de Hongrie	- Déduction majorée de 100%.
	Dépréciation accélérée	- Actifs R&D	- Dépréciation de 100% la première année.
	Patent Box	- Revenus de l'exploitation de propriété intellectuelle résultant d'activités R&D.	- Déduction de 50%
	Précompte professionnel	- Chercheurs possédant un doctorat.	- Exemption de sécurité sociale.
Irlande	Crédit d'impôt R&D	- Activités situées en EEE; - Activités soumises à l'impôt des sociétés en Irlande.	- Crédit d'impôt 25% des dépenses R&D; - Carry back et carry forward permis.

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Italie (Gallo, 2015)	Crédit d'impôt	- Dépenses en R&D; min EUR 30,000 max EUR 5 millions.	- Crédit de 25% pour les dépenses excédant la moyenne des dépenses des trois années précédentes; - 50% pour les dépenses concernant les employés R&D hautement qualifiés; - 50% pour les activités R&D sous-traitées par des universités ou des centres de recherches.
Lettonie	Déduction majorée	- Rémunération du personnel scientifique; - Rémunération des services de recherche fournis par des institutions scientifiques; - Dépenses pour les tests, calibrage et certifications.	- Déduction de 300% des dépenses.
Lituanie	Déduction majorée	- Dépenses R&D (développement internes) - Acquisition d'actifs R&D dans l'EEE	- Déduction de 300% des dépenses.
	Dépréciation accélérée	- Capital R&D	- Dépréciation accélérée permise
Luxembourg (European Commission, 2014d)	IP Box	- Droits de propriété intellectuelle	- Exemption de 80% des revenus et gains en capital; - Déduction notionnelle de 80% pour les brevets développés en interne; - Exonération de l'impôt sur la fortune.
	Dépréciation accélérée	- Matériels et équipement utilisés exclusivement pour les activités de R&D.	- Dépréciation accélérée : maximum 4 fois le taux de la dépréciation linéaire et maximum 40%.
Malte (European Commission, 2014d) (Portelli & Zarb, 2015)	Crédit d'impôt	- Dépenses R&D: recherche industrielle, projets de développements expérimentaux de produits et services innovants.	- Crédit de 10.5% à 35% en fonction de la taille du projet R&D.
	Déduction	- Dépenses pour la recherche scientifique	- Déduction de plus de 100% (reportable).
	Patent Box	- Royalties (pour inventions et copyrights)	- Exemption

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Pays-Bas	WBSO		- Crédit d'impôt : 35% des dépenses salariales R&D en dessous de EUR 250,000; - 14% des dépenses en excédant.
	RDA		- Déduction majorée de 60% des dépenses R&D.
	InnovatieBox	- Brevets développés en interne; - Risque et management liés aux brevets se trouvent aux Pays-Bas; - Activité ayant reçu un certificat R&D.	- Revenus de brevets et d'activités R&D taxés à un taux réduit (5%).
Pologne (van Doorn-Olejnicka, 2015) (European Commission, 2014d)	Déduction pour investissement	- Investissement dans de nouvelles technologies R&D (intangibles, moins de 5 ans sur le marché)	- Déduction de 50% des dépenses.
	Déduction pour firmes avec un statut de Centre R&D	- Firmes ayant le statut de Centre R&D	- Déduction de 20% des revenus R&D.
Portugal (European Commission, 2014d)	Patent Box	- Revenus de brevets et droits de propriété intellectuelle	- Exonération de 50%.
	SIFIDE II ¹	- Dépenses R&D	- Crédit d'impôt de 32.5% (42.5% pour les jeunes PME); - 50% pour les dépenses excédant la moyenne des dépenses des deux années précédentes (crédit incrémental maximum : EUR 1.5 million).
	SIFIDE II	- Chercheurs et personnel auxiliaire liés à la R&D.	-Crédit d'impôt: 55% des salaires; - Doctorants: 20% supplémentaires (limite totale : EUR 1.8 million)
République tchèque (European Commission, 2014d)	Déduction majorée	- Dépenses R&D	- Déduction majorée de 100%; - 110% pour les dépenses excédant le montant des dépenses de la période précédente.
	Centres R&D	- Investisseurs investissant dans des nouveaux projets dans des Centres R&D.	- Exonération de l'impôt des sociétés (jusqu'à 10 ans).

¹ Tax incentive system in Research and Business Development

	Incitant	Conditions/Application	Avantages
Roumanie (European Commission, 2014d)	Déduction majorée	- Dépenses R&D.	- Déduction majorée de 50%.
	Dépréciation accélérée	- Actifs R&D.	- Amortissement de 50% de la valeur la première année.
Royaume-Uni	Déduction majorée	- Dépenses R&D.	- PMEs : 130% '- GE: 30% ¹
	Dépréciation accélérée	- Investissement en R&D.	- 100% la première année.
	Patent Box	- Revenus de brevets	- 10% de réduction. - Augmentation de 10% par an (2015: 80%)
Slovaquie (European Commission, 2014d) (Balogova, 2015)	Déduction majorée	- Dépenses R&D.	- Déduction majorée de 25%.
	Crédit d'impôt	- Montant de dépenses R&D minimum (Act No 595/2003)	- Crédit maximum de EUR 20 millions par projet.
Slovénie	Déduction majorée	- Dépenses R&D	- Déduction majorée de 100%.
	Dépréciation accélérée	- Equipement utilisé pour la R&D	- Taux d'amortissement de 33.3%.
	Déduction pour investissement	- Entrepreneurs indépendants	- Déduction pour les investissements en R&D.
	Patent Box	- Royalties	- Déduction de 10%
Suède	Réduction des contributions à la sécurité sociale	- Personnel R&D : travaillant 75% du temps en R&D et minimum 15 heures.	- Réduction: 10% des salaires du personnel R&D.

Tableau 3: Incitants Fiscaux R&D en Union Européenne

¹ Les GE peuvent choisir un crédit d'impôt de 11% à la place du régime de déduction

Partie 2: Impact des intérêts notionnels sur le financement de l'investissement

1 Données et méthodes

La deuxième partie de ce mémoire consiste en une étude empirique sur l'impact des intérêts notionnels sur le niveau de dette des entreprises belges et italiennes.

Afin de réaliser cette étude, 250 sociétés ont été sélectionnées au hasard dans 5 pays européens (50 sociétés belges, 50 italiennes, 50 sociétés allemandes, 50 sociétés françaises et 50 entreprises hollandaises).

Chaque échantillon d'entreprises est divisé en cinq sous-échantillons de dix entreprises, chacun comprenant dix sociétés.

Les échantillons sont divisés de la manière suivante :

- Sociétés dont le total du bilan est inférieur à EUR 10 millions ;
- Sociétés dont le total du bilan est compris entre EUR 10 millions et EUR 20 millions ;
- Sociétés dont le total du bilan est compris entre EUR 20 millions et EUR 43 millions ;
- Sociétés dont le total du bilan est compris entre EUR 43 millions et EUR 100 millions ;
- Sociétés dont le total du bilan est supérieur à EUR 100 millions.

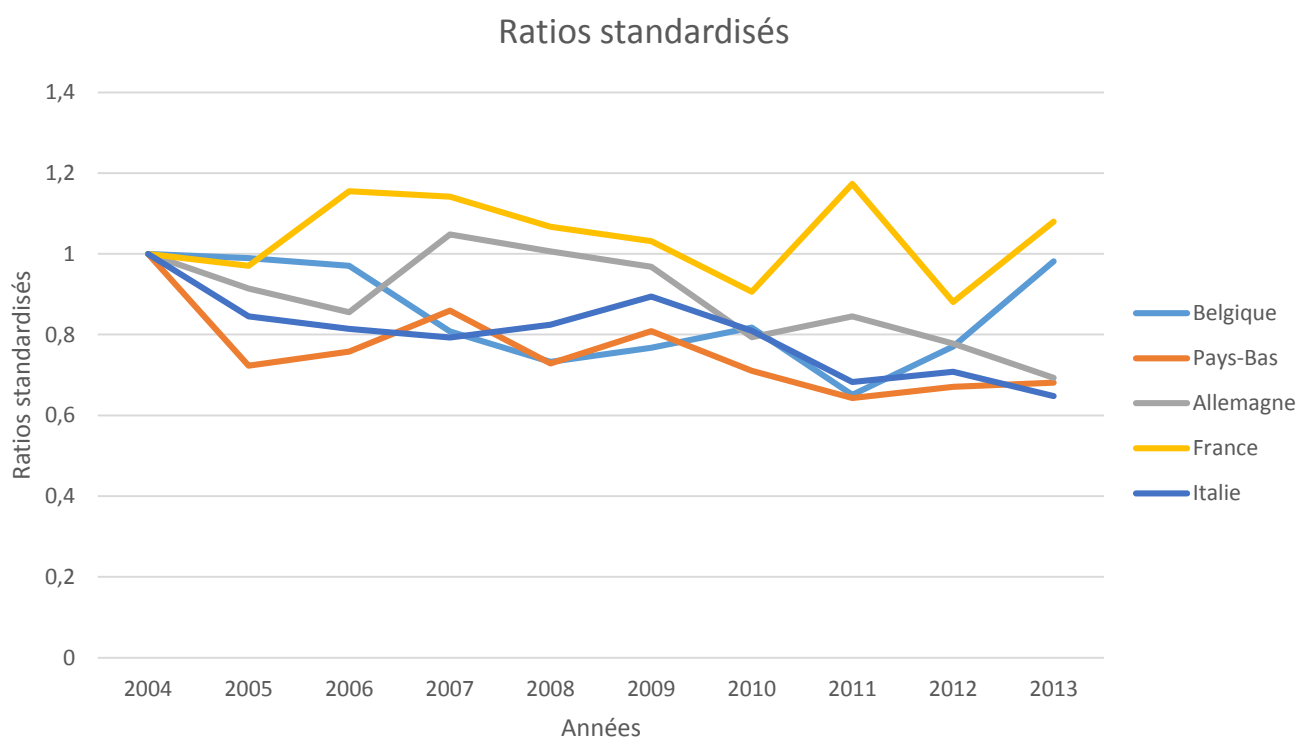
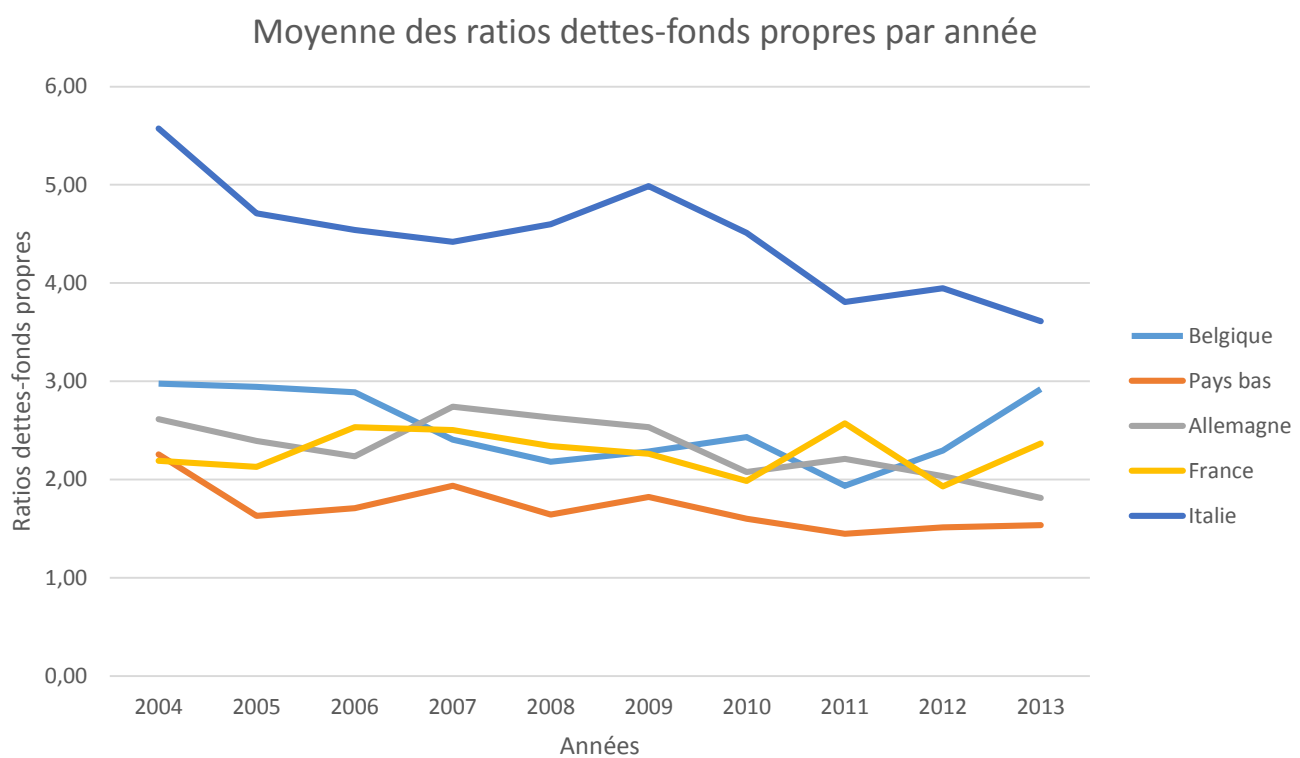
Une fois les échantillons réalisés et les bilans de chaque entreprise récoltés pour les années de 2004 à 2013, on calcule le ratio dettes-fonds propres de chaque entreprise pour chaque année.

On calcule ensuite la moyenne des ratios par pays par année en enlevant les valeurs extrêmes.

Enfin, on réalise des graphiques avec ces ratios afin de comparer l'évolution des ratios belges et italiens avec les évolutions françaises, allemandes et hollandaises.

2 Graphiques et résultats

2.1 Comparaison des entreprises belges, hollandaises, allemandes, françaises et italiennes



Les intérêts notionnels ont été mis en place en Belgique le 1^{er} janvier 2006. Si ceux-ci ont eu l'impact escompté, la moyenne des ratios dettes-fonds propres des entreprises belges devrait diminuer. On constate en effet sur le premier graphe que cette moyenne diminue dès 2006.

De plus, on remarque que la tendance est, au contraire, à la hausse en 2006 pour les autres pays étudiés. La diminution constatée en Belgique est donc très probablement due à la mise en place de la déduction pour capital à risque.

Cependant, à partir de 2008, on observe une remontée des ratios dettes-fonds propres en Belgique. Cela peut-être expliqué par le fait que la réforme n'a pas réellement été mise en place pour diminuer le niveau d'endettement des sociétés mais plutôt pour remplacer les centres de coordination.

Ensuite, dès 2011, on voit apparaître une augmentation importante des ratios dettes-fonds propres. En effet, en 2013, le niveau d'endettement atteint presque les niveaux observés avant la réforme.

En Belgique, le taux maximal des intérêts notionnels diminue à partir de 2011 et l'avantage à se financer par fonds propres est donc de plus en plus faible. Cela peut expliquer l'augmentation observée à partir de 2011.

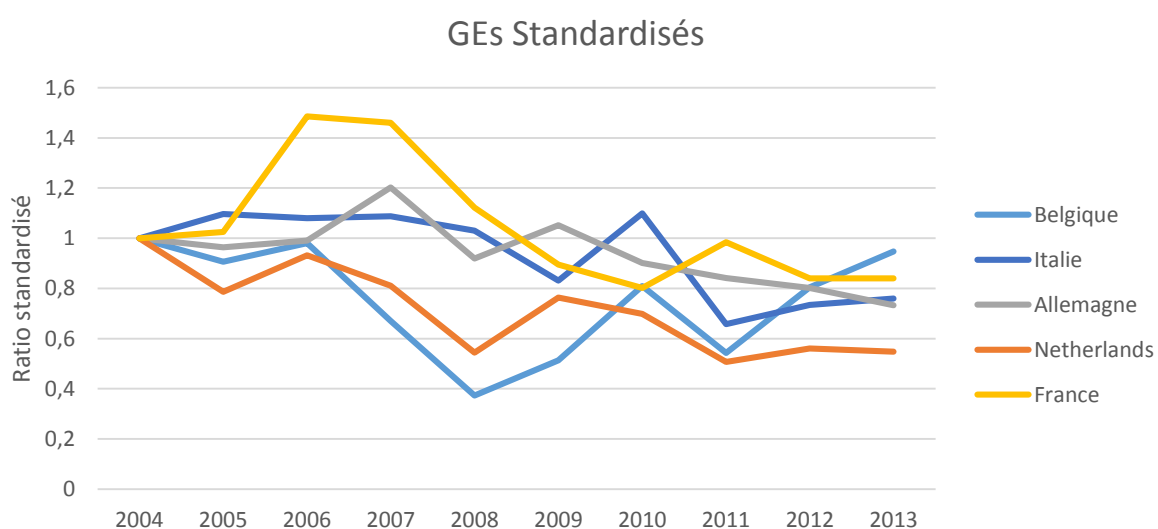
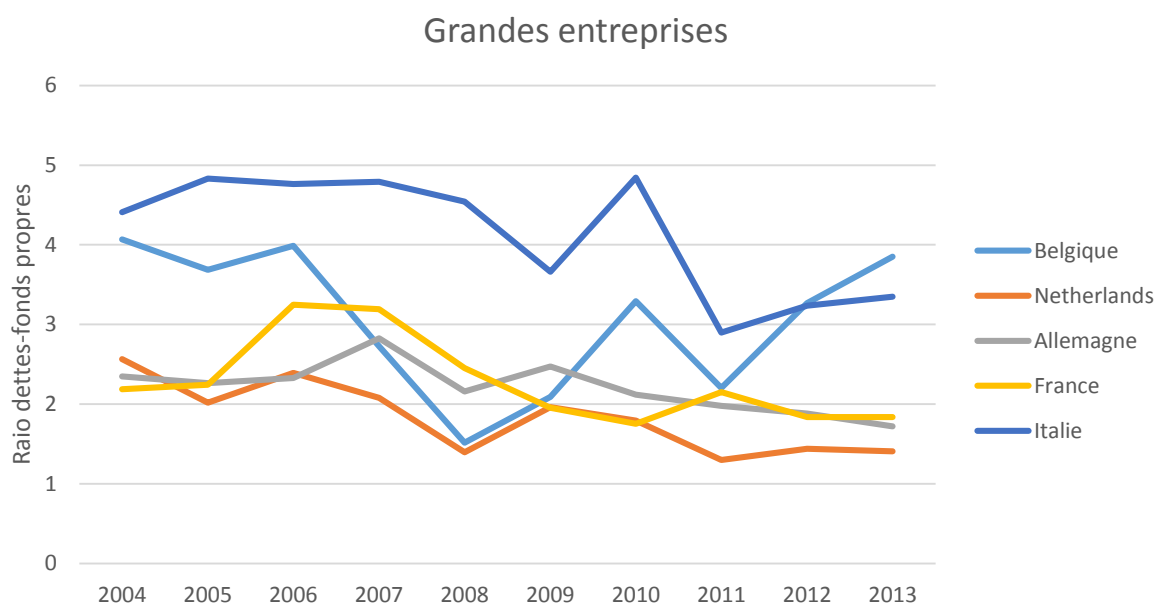
Nous allons désormais nous intéresser au cas de l'Italie. Tout d'abord, on constate, comme nous l'avons lu précédemment dans la littérature, que le niveau d'endettement des entreprises italiennes est bien plus élevé que les niveaux d'endettement observés dans les autres pays européens.

On remarque en Italie que le ratio dettes-fonds propres est bien plus faible en 2013 qu'au début de l'étude en 2004. Cependant cette diminution n'est pas entièrement due aux intérêts notionnels car on observe déjà une baisse de la moyenne des ratios en 2005 et en 2008. La diminution de 2008 peut être expliquée par la mise en place des earnings-stripping rules en Italie.

On observe tout de même une diminution des ratios en 2012 contrairement au cas des Pays-Bas, de la France et de la Belgique. On observe également une diminution en Allemagne. Cependant, la tendance est à la baisse en Allemagne depuis 2008. Cela peut être expliqué par la mise en place des « earnings-stripping rules » en 2008.

Le niveau d'endettement des entreprises italiennes reste tout de même plus élevé que celui des autres pays étudiés. Cela peut être expliqué par le fait que le taux des intérêts notionnels est trop faible et ne suffit pas à supprimer le biais existant entre le financement par dettes et le financement par fonds propres.

2.2 Comparaisons des entreprises dont le total du bilan est supérieur à EUR 43 millions



Nous comparons maintenant les moyennes des ratios dettes – fonds propres des entreprises belges, hollandaises, allemandes, françaises et italiennes dont le total du bilan est supérieur à EUR 43 millions.

Dans le cas de la Belgique, on remarque une diminution très importante des ratios en 2006 (plus importante que dans le cas précédent.) On constate également une remontée dès 2008 et une autre en 2011. A part pour la France, on peut voir une légère augmentation des ratios dans les autres pays en 2008. L'augmentation observée pour la Belgique pourrait donc être expliquée par le contexte économique de cette année.

On peut donc faire les mêmes hypothèses que dans le cas précédent. Durant les deux premières années, les intérêts notionnels ont provoqué une diminution de l'endettement des grandes entreprises belges. La diminution constatée est plus importante pour cette catégorie d'entreprises que dans le cas précédent. Cela confirme ce que l'on a pu voir dans la littérature ; la réforme a un effet plus important pour les grandes entreprises que pour les PME.

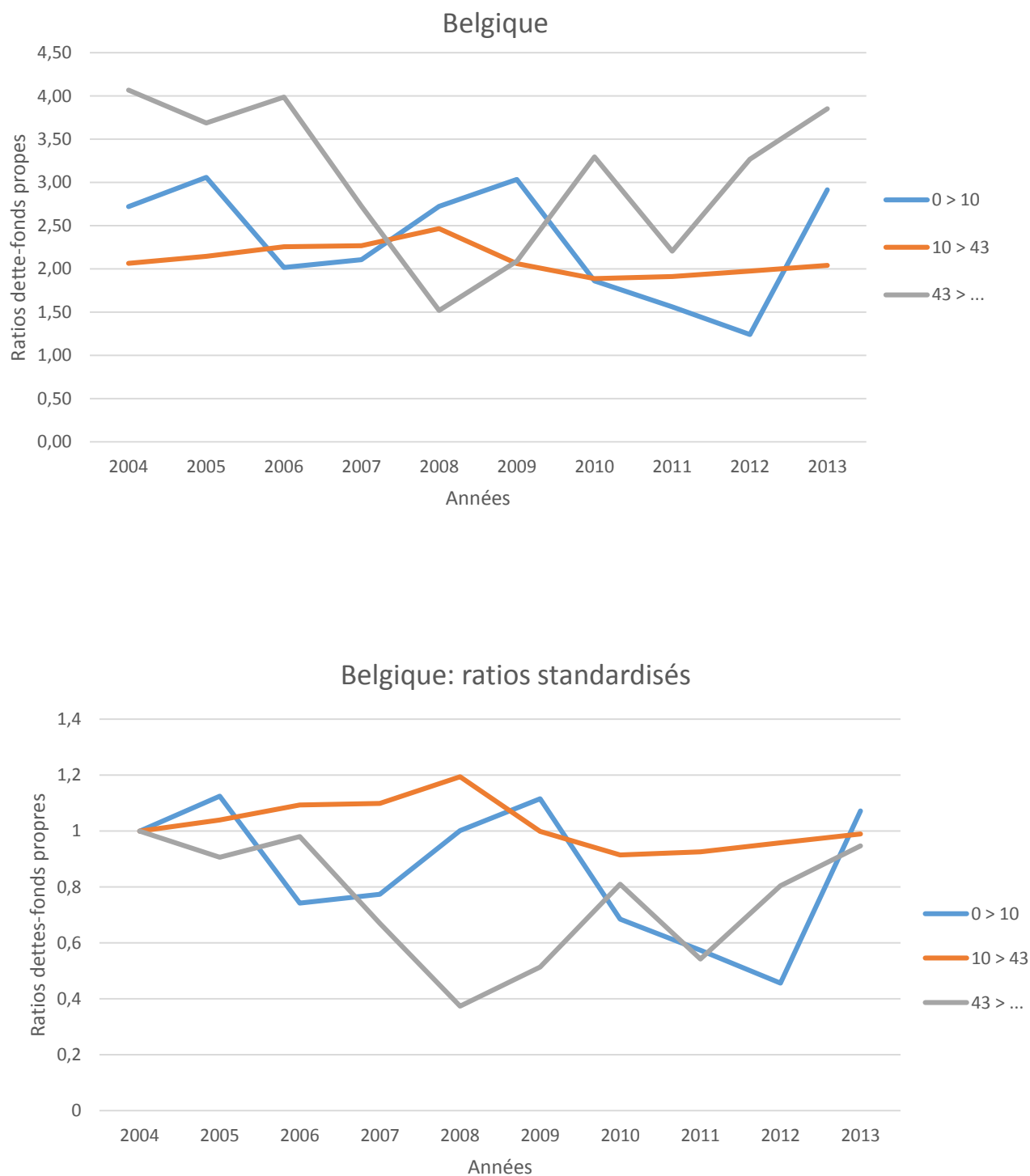
Ensuite, on suppose que ce niveau est remonté car la véritable raison de la mise en place des intérêts notionnels est le remplacement des centres de coordination et non la diminution du niveau d'endettement.

Enfin, en 2011 on constate une augmentation des ratios. Celle-ci est probablement due à la diminution du taux des intérêts notionnels.

En ce qui concerne l'Italie, on remarque que les ratios dettes-fonds propres sont toujours largement supérieurs à ceux des autres pays étudiés.

On constate en 2011 et 2012, une augmentation des ratios dettes-fonds propres contrairement à ce que l'on voit dans le cas précédent. L'impact de la réforme serait donc plus important pour les PME que pour les grandes entreprises.

2.3 Comparaison des entreprises belges



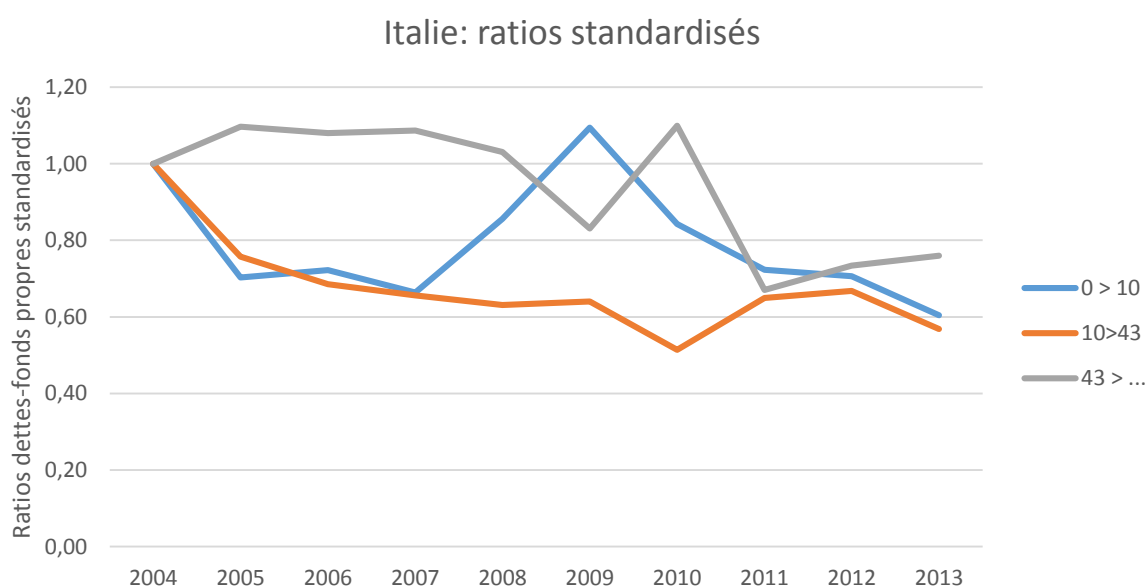
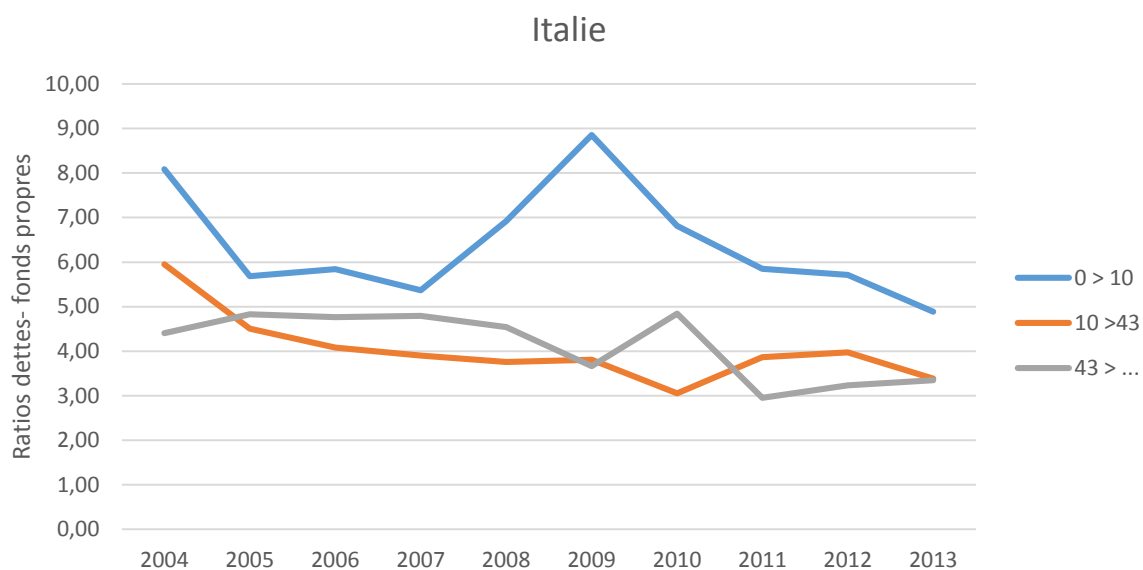
Dans ce cas, on compare les entreprises belges dont le total du bilan est inférieur à EUR 10 millions (« petites entreprises ») avec les entreprises dont le total du bilan est inférieur

à EUR 43 millions (« moyennes entreprises ») et celles dont le total du bilan est supérieur à EUR 43 millions (« grandes entreprises »).

Dans ce cas, on voit que la diminution du ratio dettes-fonds propres est plus importante pour les grandes entreprises que pour les autres. Pour les petites et moyennes entreprises on constate même une légère augmentation en 2006.

Les intérêts notionnels ont donc un impact sur le niveau d'endettement des grandes entreprises mais pas des petites et moyennes entreprises.

2.4 Comparaison des entreprises italiennes



On compare ici, les entreprises italiennes dont le total du bilan est inférieur à EUR 10 millions (« petites entreprises ») avec les entreprises dont le total du bilan est inférieur à EUR 43 millions (« moyennes entreprises ») et celles dont le total du bilan est supérieur à EUR 43 millions (« grandes entreprises »).

On constate une diminution de la moyenne des ratios dettes-fonds propres pour les petites entreprises dès la mise en place des intérêts notionnels en 2011. Pour les moyennes entreprises, on constate une diminution à partir de 2012.

Dans le cas des grandes entreprises, on voit, au contraire, une augmentation des ratios à partir de 2011. Cela suggérerait que les intérêts notionnels n'ont un impact que sur les petites et moyennes entreprises.

CONCLUSION

Les réformes fiscales se retrouvent aujourd'hui au cœur de l'actualité. Celles-ci sont-elles réellement efficaces ? Nous avons tenté de répondre à cette question tout au long de ce travail.

Tout d'abord, nous nous sommes intéressés aux réformes visant à diminuer le niveau d'endettement des sociétés européennes.

Nous avons constaté lors d'une revue de littérature que la déduction pour capital à risque a en effet contribué à réduire le biais existant entre la dette et les fonds propres. Cependant, on constate que la véritable raison de la mise en place de cette réforme est le remplacement des centres de coordination.

Cet objectif a été atteint en Belgique. Concernant la neutralité fiscale entre la dette et les fonds propres l'objectif est atteint également. Il faut cependant prendre en compte la planification fiscale qui empêche d'avoir une neutralité fiscale suffisante.

En Italie, on constate une diminution de la discrimination envers les fonds propres, cependant, elle n'a pas pu être éliminée complètement. On constate également que le bénéfice de la réforme est plus important pour les grandes entreprises que pour les PME.

D'autres systèmes existent pour éviter un niveau d'endettement des entreprises trop élevé. Nous avons parlé des règles de sous-capitalisation et des « earnings-stripping rules ». On remarque que l'endettement des sociétés est inférieur dans les pays ayant introduit ce type de règles.

Ensuite, nous nous sommes intéressés aux réformes visant à promouvoir la R&D. Dans la littérature, on remarque en général un effet positif de ce genre de réformes sur les dépenses en R&D. Cependant, cette augmentation des dépenses ne mène pas toujours à une augmentation de l'innovation et de la croissance.

On remarque également dans la littérature que les crédits d'impôts volumes sont les plus efficaces. Les patent boxes sont, quant à elles, très contestées bien qu'elles créent une augmentation du nombre de brevets. En effet, elles ont un impact sur la localisation des brevets mais n'augmentent pas réellement les activités de recherche.

Enfin, la dernière partie de ce travail consistait en une étude empirique sur les intérêts notionnels. Nous avons remarqué que la moyenne des ratios dettes-fonds propres des entreprises belges diminue après la mise en place des intérêts notionnels. Cependant, cette moyenne augmente à nouveau à partir de 2008 et plus fortement à partir de 2011. Cela peut s'expliquer par le fait que le but de cette réforme est en réalité le remplacement des centres de coordination et non la diminution de l'endettement.

Dans le cas de l'Italie, on remarque une diminution de la moyenne des ratios à partir de 2012. Cela peut s'expliquer par la mise en place des intérêts notionnels l'année précédente.

REFERENCES

- AFA OOD. (2015, February 1). Bulgaria - Corporate Taxation. *Country Surveys IBFD*.
- AFII. (2014). *Le crédit d'impôt recherche*. Récupéré sur [file:///C:/Users/portable/Downloads/fiche_cir_-_mai_2014_-_fra%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/portable/Downloads/fiche_cir_-_mai_2014_-_fra%20(2).pdf)
- Alstadsaeter, A., Barrios, S., Nicodeme, G., Skonieczna, A. M., & Vezzani, A. (2015). Patent Boxes Design, Patent Location and Local r&D. *Taxation Papers - European Commission*(57).
- Ambagtsheer-Pakarinen, L. (2015, March 10). Finland - Corporate Tax. *Country Surveys IBFD*. Amsterdam.
- Arachi, G., Bucci, V., Longobardi, E., Panteghini, P., Parisi, M., Pellegrino, S., & Zanardi, A. (2012). Fiscal Reforms during Fiscal Consolidation: The Case of Italy. *CESIFO Working Paper*, 3753.
- Aujean, M., Cierani, V., & Valenduc, C. (2014). Financement de l'investissement et neutralité fiscale: la déduction pour capital à risque en perspective. *Reflets et Perspectives, LIII*(1), pp. 49-62. doi:10.3917/rpve.531.0049
- Bachmann, C., Lahmann, A., & Schuler, C. (s.d.). *The Impact of Thin-Capitalization and Earnings Stripping Rules in the EU-15 on the Tax Shield*. Récupéré sur European Financial Management Association: http://www.efmaefm.org/0EFMAMEETINGS/EFMA%20ANNUAL%20MEETINGS/2015-Amsterdam/papers/EFMA2015_0089_fullpaper.pdf
- Blouin, J., Huizinga, H., Laeven, L., & Nicodème, G. (2014). Thin Capitalization Rules and Multinational Firm Capital Structure. *IMF Working Paper*.
- BOFIDI, G. (s.d.). *La nouvelle règle de "thin capitalisation"*. Consulté le Mai 21, 2015, sur Bofidi: <http://www.jurilex.be/fr/nieuws-2/les-messages-recents/119-la-nouvelle-regle-de-thin-capitalisation>
- Böhm, T., Karkinsky, T., & Riedel, N. (s.d.). The Impact of Corporate Taxes on R&D and Patent Holdings. 2012.
- Braga, T. O. (2015, February 1). Portugal - Corporate Taxation. *Country Surveys IBFD*. Amsterdam.

- Buettner, T., Overesch, M., Schreiber, U., & Wamser, G. (2012). The impact of thin-capitalization rules on the capital structure of multinational firms. *Journal of Public Economics*, 96, pp. 930-938.
- Buettner, T., Overesch, M., Schreiber, U., & Wamser, G. (2006). The Impact of Thin-Capitalization Rules on Multinationals' Financing and Investment Decisions. *CESIFO Working Paper*, 1817.
- Burg, P. (2015, February 1). France-corporate taxation. *Country Surveys IBFD*. Amsterdam.
- Busetto, D. (2012). *Italy Country Profile*. KPMG in Italy.
- Buslei, H., & Simmler, M. (2012). *The Impact of Introducing an Interest Barrier - Evidence from the German Corporation Tax Reform 2008*. DIW, Berlin.
- Caiumi, A. (2011). The Evaluation of the Effectiveness of Tax Expenditures - A Novel Approach. *OECD Working Papers*(5).
- Colmant, B., Minne, P., Reynders, D., & Vanwelkenhuyzen, T. (2006). *Les intérêts notionnels: Aspects juridiques, fiscaux et financiers de la déduction pour capital à risque*. Bruxelles: Larcier.
- Commission Européenne. (2011). *Politiques fiscales propices à la croissance dans les états membres et amélioration de la coordination fiscale*. Bruxelles.
- Conseil Supérieur des Finances. (2014). *Un Tax shifting en faveur du travail, et des bases imposables plus larges; Scénarios pour une réforme fiscale globale et significative*. SPF Finance, Bruxelles.
- Corchuelo, B., & Martinez-Ros, E. (2009). The effects of fiscal R&D incentives in Spain. *Universidad Carlos III De Madrid - Working Paper*(9-23).
- de Mooij, R., & Devereux, M. (2011). An applied analysis of ACE and CBIT reforms in the EU. *International Tax and Public Finance*, pp. 93-120. doi:10.1007/s10797-010-9138-8
- Deak, D. (2003). *Hungary in international Tax planning*. Amsterdam: IBFD Publications.
- Degesys, R. (2015, February 23). Corporate Tax - Lithuania. *Country Surveys IBFD*.

- Ernst, C., & Spengel, C. (2011). Taxation, R&D tax incentives and patent application in Europe. *ZEW Discussion Papers*, 11-024.
- Ernst, C., Richter, K., & Riedel, N. (2014). Corporate taxation and the quality of research and development. *International Tax Public Finance*, pp. 694-719. doi:10.1007/s10797-014-9315-2
- European Commission. (2012). *Tax reforms in EU Member States 2012*. doi:10.2765/190
- European Commission. (2014). *Assessment of the 2014 national reform programme and stability programme for BELGIUM*. Bruxelles.
- European Commission. (2014b). *Tax Reforms in EU Member States 2014*. doi:10.2765/76036
- European Commission. (2014c). *A Study on R&D Tax Incentives - Final Report*. The Hague. doi:10.2778/447538
- European Commission. (2014d). *A Study on R&D Tax Incentives*. The Hague: CPB Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis.
- Eurostat. (2015). *Smarter, greener, more inclusive? Indicators to support the Europe 2020 strategy*. Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2015.
- Evers, L., Miller, H., & Sengel, C. (2013). Intellectual Property Box Regimes: Effective Tax Rates and Tax policy Considerations . *ZEW Discussion papers*.
- Eynatten, W. (2008). European R&D and IP Tax Regimes: A Comparative study. *Intertax*, 36(11), pp. 502-519.
- Hadjidimov, K. (2012). *Bulgaria Country Profile*. KPMG.
- Haufler, A., & Runkel, M. (2009). Fim's Financial Choices and Thin Capitalization Rules under Corporate Tax Competition. *Competition Among Nation States*, (p. 2).
- Hernàn, V. (2012, Mai 14). *Tax Connect Flash - Spain introduces modifications in its Corporate Tax legislation*. Consulté le Mai 22, 2015, sur CMS Bureau Francis lefebvre: <http://www.cms-bfl.com/NewsMedia/PublicationDetail/Pages/default.aspx?PublicationGuid=6019a1ce-7b05-40e6-b8cf-39a90a8c3a85>

- Hipola, J. (2015, May 1). Spain - Corporate income Tax. *IBFD - Country Surveys*. Madrid.
- Karkinsky, T., & Riedel, N. (2012). Corporate taxation and the choice of patent location within multinational firms. *Journal of international Economics*, 88, pp. 176-185.
- Klemm, A. (2006). Allowance for Corporate equity in Practice. *IMF Working Paper*.
- Köhler, C., Laredo, P., & Rammer, C. (2012). The Impact and Effectiveness of Fiscal Incentives for R&D. *Nesta Working Paper*, 12(01).
- Köhler, C., Laredo, P., & Rammer, C. (2012). The Impact and Effectiveness of Fiscal Incentives for R&D. *Nesta Working Paper*, 12(01).
- KPMG. (2013). German Tax Card 2013. Récupéré sur http://kpmg.de/docs/German_Tax_Card_2013_engl.pdf
- KPMG. (2014). *Thin-capitalization - New regulations*. KPMG In Poland.
- Kronbergs, Z. G. (2015, February 1). Corporate Taxation - Latvia. *Country Surveys IBFD*. Bruxelles.
- Lester, J., & Warda, J. (2014). An international comparison of tax assistance for research and development: Estimates and policy implications. *The School of public policy SPP research papers*, 7(36).
- Leventis, T., & Trakadi, M. (2013). *Greece: Changes made to thin cap and withholding tax rules*. Deloitte.
- Leyton. (s.d.). *Crédit d'impôt innovation*. Consulté le Juin 1, 2015, sur Leyton: http://www.leyton.com/credit-impot-innovation_1189.html
- Lutitsky, I. (2015, February 1). Croatia - Corporate Taxation. *IBFD - Country Surveys*. Zagreb.
- Maher, A. (2015, February 15). Slovenia - Corporate Taxation. *IBFD - Country Surveys*. Ljubljana.
- Massimi, F., & Petroni, C. (2012). Real-World ACE Reforms and the Italian Experience. Towards a General Trend? *Intertax*, 40(11), 632-642.
- Megally, E., Nysten, S., & Van Pottelsberghe, B. (2003). *Evaluation des incitants fiscaux actuels*. Bruxelles: Solvay Business School, ULB.

- MESR. (2014). *Guide du Crédit d'impôt recherche*. Récupéré sur http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/CIR/58/6/CIR-03-12_vweb_212586.pdf
- MESR. (2014b). *Jeunes entreprises innovantes*. Consulté le Juin 1, 2015, sur Enseignement supérieur et recherche: <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid5738/le-statut-de-la-jeune-entreprise-innovante-jei.html>
- Michel, B., & Offermanns, R. (2015, February 1). Belgium - Corporate Taxation. *Country Surveys IBFD*. Amsterdam.
- Mulkay, B., & Mairesse, J. (2013). The R&D tax credit in France: assessment and ex ante evaluation of the 2008 reform. *Oxford Economic Papers*. doi:doi:10.1093/oep/gpt019
- Obuoforibo, B. (2015, March 31). United Kingdom - Corporate Taxation. *Country Surveys IBFD*. Amsterdam.
- Obuoforibo, B. (2015, March 31). United-Kingdom - Corporate Tax. *IBFD - Country Surveys*. Amsterdam.
- OECD. (2007). Fundamental Reform of Corporate Income Tax. *Tax Policy Studies*, 16.
- OECD. (2014). *Summary description of R&D tax incentive schemes for OECD countries and selected economies, 2013*. Récupéré sur http://www.oecd.org/sti/2013OECD-NESTI%20RDTaxIncentiveSummaryDescription_03Apr2014.pdf
- Ottosen, A. M. (2010, July 27). *Denmark: Guide to Business Taxation in Denmark*. Consulté le Mai 20, 2015, sur Mondaq: <http://www.mondaq.com/x/106386/Corporate+Tax/Guide+to+Business+Taxation+in+Denmark+PART+1>
- Panteghini, P., Parisi, M., & Pighetti, F. (2012). Italy's ACE Tax and its Effect on a Firm's Leverage. *CESIFO Working Paper*, 3869.
- Papademetriou, S., & Kerameus, G. (2015, February 23). Corporate Tax - Greece. *Country Surveys IBFD*. Athens.
- Princen, S. (2011). Taxes do Affect Corporate Financing Decisions: The Case of Belgian ACE. *CESIFO Working Paper*, 3713.

PWC. (2013). International transfer pricing.

Rataj, J. (2009, Avril 30). *Czech Republic: New Rules On Deductibility of Interest Expenses*.

Consulté le Mai 19, 2015, sur Mondaq:
<http://www.mondaq.com/x/78814/Income+Tax/New+Rules+On+Deductibility+Of+Interest+Expenses>

Riis, A. (2014, February 18). *Danish R&D Tax credit*. Consulté le June 1, 2015, sur Taxand:

<http://www.taxand.com/taxands-take/news/danish-rd-tax-credit>

SPF Finance. (2014). *La déduction d'intérêt notionnel: un incitant fiscal belge novateur*.

Valenduc, C. (2009). Les intérêts notionnels: une réforme fondamentale et controversée.

Courrier hebdomadaire du CRISP, 12(2018), 5-52. doi:10.3917/cris.2018.0005

Valenduc, C. (2011). Imposition des revenus du travail, du capital et de la consommation:

évolutions récentes. *SPF Finance, Bulletin de Documentation*, 3, pp. 15-62.

van Doorn-Olejnicka, M. (2015, Mai 1). Poland - Corporate Taxation. *IBFD Country Surveys*.

Amsterdam.

Zangari, E. (2014). Addressing the Debt Bias: A Comparison between the Belgian and the

Italian ACE Systems. *Taxation Papers*, 44.

Annexe 1 : Données Belgique

Total du bilan inférieur à 10 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	Agten	Fonds propres	131.761,00	136.382,00	130.683,00	121.029,00	112.445,00	115.856,00	93.484,00	95.547,00	73.837,00	57.695,00
		Dettes LT	53.122,00	62.928,00	72.301,00	89.328,00	103.051,00	28.258,00	42.646,00	60.879,00	13.381,00	18.316,00
		Dettes CT	30.593,00	27.098,00	22.320,00	29.470,00	31.253,00	37.561,00	33.059,00	39.969,00	24.361,00	27.455,00
		Total Dettes	83.715,00	90.026,00	94.621,00	118.798,00	134.304,00	65.819,00	75.705,00	100.848,00	37.742,00	45.771,00
		RATIO	0,64	0,66	0,72	0,98	1,19	0,57	0,81	1,06	0,51	0,79
2	Bondoline	Fonds propres	88.725,00	84.121,00	76.145,00	49.705,00	47.582,00	45.651,00	45.586,00	34.876,00	23.168,00	16.000,00
		Dettes LT	1.372,00	3.585,00	5.638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.502,00	0,00	0,00
		Dettes CT	62.257,00	83.345,00	79.267,00	74.421,00	90.601,00	93.286,00	79.457,00	76.739,00	75.707,00	78.000,00
		Total Dettes	63.629,00	86.930,00	84.905,00	74.421,00	90.601,00	93.286,00	79.457,00	84.241,00	75.707,00	78.000,00
		RATIO	0,72	1,03	1,12	1,50	1,90	2,04	1,74	2,42	3,27	4,88
3	Damkas	Fonds propres	173.933,00	171.171,00	169.957,00	171.253,00	158.684,00	150.074,00	143.922,00	139.712,00	136.114,00	135.754,00
		Dettes LT	19.000,00	19.000,00	30.000,00	30.000,00	36.196,00	98.248,00	127.208,00	160.475,00	191.573,00	222.309,00
		Dettes CT	131.916,00	127.704,00	146.875,00	151.417,00	169.141,00	155.487,00	142.314,00	131.643,00	129.647,00	117.354,00
		Total Dettes	150.916,00	146.704,00	176.875,00	181.417,00	205.337,00	253.735,00	269.522,00	292.118,00	321.220,00	339.663,00
		RATIO	0,87	0,86	1,04	1,06	1,29	1,69	1,87	2,09	2,36	2,50
4	Envelbag	Fonds propres	50.214,00	72.370,00	69.801,00	64.731,00	76.397,00	88.423,00	83.323,00	72.440,00	69.420,00	74.275,00
		Dettes LT	0,00	2.323,00	8.032,00	13.180,00	20.939,00	13.987,00	0,00	1.988,00	3.597,00	0,00
		Dettes CT	57.999,00	117.061,00	214.058,00	197.146,00	284.951,00	254.705,00	200.206,00	262.802,00	202.001,00	109.077,00
		Total Dettes	57.999,00	119.384,00	222.090,00	210.326,00	305.890,00	268.692,00	200.206,00	264.790,00	205.598,00	109.077,00
		RATIO	1,16	1,65	3,18	3,25	4,00	3,04	2,40	3,66	2,96	1,47
5	GYSEMANS JOZEF EN CO	Fonds propres	138.759,00	162.391,00	165.495,00	166.518,00	53.145,00	54.429,00	97.103,00	-8.198,00	69.202,00	114.245,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35.605,00	43.284,00	50.528,00
		Dettes CT	376.033,00	382.413,00	392.980,00	406.672,00	671.931,00	625.959,00	602.945,00	773.347,00	728.270,00	698.194,00
		Total Dettes	376.033,00	382.413,00	392.980,00	406.672,00	671.931,00	625.959,00	602.945,00	808.952,00	771.554,00	748.722,00
		RATIO	2,71	2,35	2,37	2,44	12,64	11,50	6,21	-98,68	11,15	6,55

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	JPS Tour	Fonds propres	68.652,00	56.376,00	54.202,00	35.062,00	33.196,00	30.233,00	38.522,00	27.862,00	-15.798,00	-26.086,00
		Dettes LT	6.295,00	4.451,00	13.679,00	13.679,00	23.155,00	17.052,00	5.990,00	0,00	0,00	15.766,00
		Dettes CT	66.552,00	62.903,00	96.288,00	122.088,00	87.017,00	63.571,00	54.776,00	47.072,00	105.972,00	101.822,00
		Total Dettes	72.847,00	67.354,00	109.967,00	135.767,00	110.172,00	80.623,00	60.766,00	47.072,00	105.972,00	117.588,00
		RATIO	1,06	1,19	2,03	3,87	3,32	2,67	1,58	1,69	-6,71	-4,51
7	Medius	Fonds propres	189.986,00	174.490,00	168.715,00	179.168,00	151.348,00	168.265,00	196.568,00	156.383,00	174.228,00	170.439,00
		Dettes LT	14.874,00	34.874,00	52.137,00	65.557,00	80.205,00	94.970,00	123.808,00	136.950,00	149.283,00	160.882,00
		Dettes CT	26.134,00	21.709,00	66.401,00	47.215,00	59.393,00	65.580,00	111.920,00	115.791,00	109.363,00	76.822,00
		Total Dettes	41.008,00	56.583,00	118.538,00	112.772,00	139.598,00	160.550,00	235.728,00	252.741,00	258.646,00	237.704,00
		RATIO	0,22	0,32	0,70	0,63	0,92	0,95	1,20	1,62	1,48	1,39
8	Provoost Roger	Fonds propres	1.931.653,00	1.848.252,00	1.782.312,00	1.705.272,00	1.316.033,00	1.711.337,00	1.710.450,00	1.664.051,00	1.567.000,00	2.046.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	612.675,00	971.701,00	2.230.114,00	2.533.340,00	2.191.559,00	1.994.237,00	1.811.026,00	1.517.040,00	1.925.000,00	2.407.000,00
		Total Dettes	612.675,00	971.701,00	2.230.114,00	2.533.340,00	2.191.559,00	1.994.237,00	1.811.026,00	1.517.040,00	1.925.000,00	2.407.000,00
		RATIO	0,32	0,53	1,25	1,49	1,67	1,17	1,06	0,91	1,23	1,18
9	TJD Construct	Fonds propres	70.978,00	72.485,00	63.009,00	71.240,00	53.851,00	50.776,00	40.261,00	39.515,00	38.029,00	30.460,00
		Dettes LT	70.277,00	77.097,00	37.556,00	39.599,00	34.023,00	8.181,00	26.371,00	54.323,00	49.250,00	63.459,00
		Dettes CT	41.066,00	46.883,00	48.030,00	54.078,00	63.489,00	75.342,00	52.569,00	60.720,00	42.362,00	46.322,00
		Total Dettes	111.343,00	123.980,00	85.586,00	93.677,00	97.512,00	83.523,00	78.940,00	115.043,00	91.612,00	109.781,00
		RATIO	1,57	1,71	1,36	1,31	1,81	1,64	1,96	2,91	2,41	3,60
10	Weynand Paul	Fonds propres	76.784,00	458.177,00	444.316,00	396.445,00	350.363,00	290.825,00	246.059,00	214.630,00	187.746,00	170.545,00
		Dettes LT	155.915,00	223.502,00	118.225,00	157.743,00	105.221,00	129.007,00	127.445,00	61.529,00	48.167,00	67.346,00
		Dettes CT	1.372.507,00	733.552,00	696.072,00	670.707,00	449.148,00	441.179,00	418.132,00	328.578,00	358.163,00	291.945,00
		Total Dettes	1.528.422,00	957.054,00	814.297,00	828.450,00	554.369,00	570.186,00	545.577,00	390.107,00	406.330,00	359.291,00
		RATIO	19,91	2,09	1,83	2,09	1,58	1,96	2,22	1,82	2,16	2,11

Total du bilan entre EUR 10 millions et 20 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	Will-Pharma	Fonds propres	4.622.837,00	5.092.654,00	4.967.819,00	4.714.807,00	4.423.630,00	4.183.926,00	4.254.147,00	4.228.845,00	1.530.000,00	1.527.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15.000,00	17.500,00	17.500,00	2.609.000,00	2.614.000,00
		Dettes CT	8.547.819,00	14.172.917,00	13.017.283,00	13.584.371,00	10.852.779,00	12.012.722,00	8.748.712,00	6.833.764,00	3.204.000,00	3.391.000,00
		Total Dettes	8.547.819,00	14.172.917,00	13.017.283,00	13.584.371,00	10.852.779,00	12.027.722,00	8.766.212,00	6.851.264,00	5.813.000,00	6.005.000,00
		RATIO	1,85	2,78	2,62	2,88	2,45	2,87	2,06	1,62	3,80	3,93
2	Man Diesel et Turbo Benelux	Fonds propres	8.671.610,00	8.458.728,00	8.230.488,00	7.310.138,00	6.725.229,00	7.140.882,00	5.250.938,00	3.626.000,00	2.198.000,00	955.000,00
		Dettes LT	152.994,00	140.682,00	86.004,00	77.380,00	166.990,00	45.000,00	45.000,00	133.000,00	187.000,00	137.000,00
		Dettes CT	3.617.255,00	4.910.124,00	5.442.108,00	4.065.069,00	4.288.102,00	5.195.669,00	3.735.180,00	4.167.000,00	3.658.000,00	2.529.000,00
		Total Dettes	3.770.249,00	5.050.806,00	5.528.112,00	4.142.449,00	4.455.092,00	5.240.669,00	3.780.180,00	4.300.000,00	3.845.000,00	2.666.000,00
		RATIO	0,43	0,60	0,67	0,57	0,66	0,73	0,72	1,19	1,75	2,79
3	Monument Hainaut	Fonds propres	3.943.216,00	2.244.537,00	2.195.523,00	2.203.019,00	2.222.274,00	696.190,00	595.420,00	477.696,00	429.000,00	413.000,00
		Dettes LT	3.096.508,00	3.202.677,00	3.114.300,00	3.528.223,00	3.914.153,00	4.119.704,00	250.393,00	0,00	70.000,00	82.000,00
		Dettes CT	8.205.275,00	6.748.365,00	5.334.203,00	3.055.045,00	3.227.675,00	2.615.883,00	2.208.398,00	2.259.377,00	1.831.000,00	1.656.000,00
		Total Dettes	11.301.783,00	9.951.042,00	8.448.503,00	6.583.268,00	7.141.828,00	6.735.587,00	2.458.791,00	2.259.377,00	1.901.000,00	1.738.000,00
		RATIO	2,87	4,43	3,85	2,99	3,21	9,67	4,13	4,73	4,43	4,21
4	Sonocord	Fonds propres	5.651.771,00	7.533.262,00	7.206.998,00	7.151.025,00	7.007.483,00	6.220.786,00	3.919.457,00	3.180.861,00	2.503.000,00	2.240.000,00
		Dettes LT	26.989,00	160.000,00	0,00	1.839,00	26.985,00	74.176,00	19.201,00	24.042,00	28.000,00	0,00
		Dettes CT	4.588.453,00	13.635.144,00	9.730.533,00	6.552.829,00	19.152.703,00	22.033.804,00	25.036.526,00	19.620.822,00	13.021.000,00	8.476.000,00
		Total Dettes	4.615.442,00	13.795.144,00	9.730.533,00	6.554.668,00	19.179.688,00	22.107.980,00	25.055.727,00	19.644.864,00	13.049.000,00	8.476.000,00
		RATIO	0,82	1,83	1,35	0,92	2,74	3,55	6,39	6,18	5,21	3,78
5	Buromac	Fonds propres	10.629.335,00	10.381.386,00	9.876.670,00	9.417.157,00	7.874.273,00	7.535.207,00	6.773.930,00	5.557.794,00	4.333.000,00	3.315.000,00
		Dettes LT	152.661,00	260.727,00	372.384,00	481.647,00	322.374,00	639.859,00	84.576,00	162.324,00	278.000,00	414.000,00
		Dettes CT	899.677,00	1.130.048,00	953.093,00	1.378.911,00	1.244.747,00	3.318.910,00	1.042.488,00	789.535,00	949.000,00	1.249.000,00
		Total Dettes	1.052.338,00	1.390.775,00	1.325.477,00	1.860.558,00	1.567.121,00	3.958.769,00	1.127.064,00	951.859,00	1.227.000,00	1.663.000,00
		RATIO	0,10	0,13	0,13	0,20	0,20	0,53	0,17	0,17	0,28	0,50

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	Mamax	Fonds propres	7.835.409,00	7.487.879,00	6.774.523,00	1.265.651,00	1.121.590,00	1.272.246,00	1.288.189,00	987.652,00	802.084,00	751.849,00
		Dettes LT	1.680.497,00	1.693.836,00	1.614.810,00	1.594.352,00	1.460.605,00	527.433,00	720.390,00	689.055,00	856.694,00	1.037.661,00
		Dettes CT	1.670.440,00	1.841.907,00	2.419.724,00	2.349.165,00	1.542.911,00	1.235.101,00	862.408,00	781.077,00	898.367,00	871.544,00
		Total Dettes	3.350.937,00	3.535.743,00	4.034.534,00	3.943.517,00	3.003.516,00	1.762.534,00	1.582.798,00	1.470.132,00	1.755.061,00	1.909.205,00
		RATIO	0,43	0,47	0,60	3,12	2,68	1,39	1,23	1,49	2,19	2,54
7	Ommerste in	Fonds propres	1.424.072,00	1.759.236,00	2.103.194,00	2.443.917,00	2.739.852,00	3.078.065,00	3.379.692,00	3.714.709,00	4.032.673,00	4.228.719,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	14.862.914,00	14.803.200,00	14.895.251,00	14.841.769,00	14.884.914,00	14.878.812,00	14.843.145,00	14.258.560,00	11.967.098,00	9.053.558,00
		Total Dettes	14.862.914,00	14.803.200,00	14.895.251,00	14.841.769,00	14.884.914,00	14.878.812,00	14.843.145,00	14.258.560,00	11.967.098,00	9.053.558,00
		RATIO	10,44	8,41	7,08	6,07	5,43	4,83	4,39	3,84	2,97	2,14
8	Domaine de Hoyoux	Fonds propres	10.034.868,00	8.894.942,00	9.065.147,00	6.617.533,00	4.750.930,00	4.924.623,00	5.188.319,00	1.688.998,00	1.894.129,00	2.106.568,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.785,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	192.508,00	1.288.804,00	617.690,00	196.828,00	167.394,00	149.318,00	452.671,00	2.510.509,00	2.273.167,00	1.617.608,00
		Total Dettes	192.508,00	1.288.804,00	617.690,00	196.828,00	167.394,00	151.103,00	452.671,00	2.510.509,00	2.273.167,00	1.617.608,00
		RATIO	0,02	0,14	0,07	0,03	0,04	0,03	0,09	1,49	1,20	0,77
9	M.P. Jewels	Fonds propres	67.264,00	-203.021,00	-201.657,00	-201.657,00	-198.329,00	-486.634,00	-445.358,00	-446.789,00	-460.396,00	-414.349,00
		Dettes LT	725.111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	16.227.863,00	203.488,00	203.488,00	203.488,00	200.652,00	1.189.543,00	1.177.720,00	1.475.196,00	1.524.003,00	1.605.204,00
		Total Dettes	16.952.974,00	203.488,00	203.488,00	203.488,00	200.652,00	1.189.543,00	1.177.720,00	1.475.196,00	1.524.003,00	1.605.204,00
		RATIO	252,04	-1,00	-1,01	-1,01	-1,01	-2,44	-2,64	-3,30	-3,31	-3,87
10	Vortan Belgium	Fonds propres	6.947.728,00	7.118.540,00	7.538.361,00	6.029.100,00	5.566.985,00	5.134.872,00	4.564.978,00	4.178.545,00	3.423.868,00	3.136.929,00
		Dettes LT	2.379.666,00	2.615.248,00	2.850.836,00	4.903.251,00	4.947.553,00	5.183.095,00	5.445.310,00	5.826.305,00	6.022.525,00	6.266.245,00
		Dettes CT	3.016.093,00	2.673.643,00	2.396.422,00	1.696.023,00	1.931.282,00	1.317.422,00	1.178.155,00	1.199.963,00	827.681,00	662.618,00
		Total Dettes	5.395.759,00	5.288.891,00	5.247.258,00	6.599.274,00	6.878.835,00	6.500.517,00	6.623.465,00	7.026.268,00	6.850.206,00	6.928.863,00
		RATIO	0,78	0,74	0,70	1,09	1,24	1,27	1,45	1,68	2,00	2,21

Total du bilan entre EUR 20 millions et EUR 43 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	Iris cleaning Services	Fonds propres	5.557.300,00	5.609.947,00	5.022.231,00	4.262.772,00	3.580.200,00	3.136.774,00	2.421.019,00	2.524.000,00	2.637.000,00	2.951.000,00
		Dettes LT	57.977,00	265.073,00	708.038,00	1.070.513,00	1.505.010,00	146.175,00	122.349,00	117.000,00	78.000,00	533.000,00
		Dettes CT	16.472.904,00	19.703.564,00	14.258.613,00	13.044.252,00	13.509.616,00	10.679.611,00	7.074.623,00	7.489.000,00	7.768.000,00	6.335.000,00
		Total Dettes	16.530.881,00	19.968.637,00	14.966.651,00	14.114.765,00	15.014.626,00	10.825.786,00	7.196.972,00	7.606.000,00	7.846.000,00	6.868.000,00
		RATIO	2,97	3,56	2,98	3,31	4,19	3,45	2,97	3,01	2,98	2,33
2	Houtimport (k)	Fonds propres	14.458,00	13.943,00	13.597,00	13.414,00	12.449,00	12.632,00	12.923,00	11.654,00	8.846,00	9.089,00
		Dettes LT	2.802,00	1.442,00	2.075,00	1.528,00	1.398,00	1.956,00	2.533,00	1.427,00	1.560,00	1.513,00
		Dettes CT	17.816,00	20.145,00	15.807,00	12.658,00	10.127,00	14.736,00	18.439,00	15.257,00	15.341,00	13.041,00
		Total Dettes	20.618,00	21.587,00	17.882,00	14.186,00	11.525,00	16.692,00	20.972,00	16.684,00	16.901,00	14.554,00
		RATIO	1,43	1,55	1,32	1,06	0,93	1,32	1,62	1,43	1,91	1,60
3	Faymonville	Fonds propres	8.537.326,00	8.296.270,00	7.944.630,00	7.636.462,00	7.449.456,00	7.015.349,00	7.015.916,00	6.566.053,00	6.090.000,00	5.963.000,00
		Dettes LT	4.850.391,00	4.239.131,00	3.852.280,00	3.205.946,00	3.482.549,00	6.355.182,00	1.532.480,00	1.188.344,00	1.391.000,00	1.269.000,00
		Dettes CT	9.645.150,00	7.055.331,00	5.128.611,00	3.414.887,00	4.673.634,00	8.458.962,00	8.555.541,00	6.865.900,00	6.492.000,00	4.489.000,00
		Total Dettes	14.495.541,00	11.294.462,00	8.980.891,00	6.620.833,00	8.156.183,00	14.814.144,00	10.088.021,00	8.054.244,00	7.883.000,00	5.758.000,00
		RATIO	1,70	1,36	1,13	0,87	1,09	2,11	1,44	1,23	1,29	0,97
4	Kolmont	Fonds propres	5.515.329,00	4.292.156,00	4.137.016,00	3.743.800,00	3.194.079,00	3.261.547,00	2.677.783,00	2.303.427,00	1.945.720,00	1.505.068,00
		Dettes LT	599,00	7.647,00	45.437,00	44.323,00	50.000,00	50.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	16.569.448,00	11.670.752,00	8.042.241,00	9.892.778,00	8.584.700,00	12.500.444,00	14.341.645,00	6.744.351,00	2.077.980,00	1.108.109,00
		Total Dettes	16.570.047,00	11.678.399,00	8.087.678,00	9.937.101,00	8.634.700,00	12.550.444,00	14.341.645,00	6.744.351,00	2.077.980,00	1.108.109,00
		RATIO	3,00	2,72	1,95	2,65	2,70	3,85	5,36	2,93	1,07	0,74
5	West Logistics	Fonds propres	6.044.128,00	9.654.523,00	13.814.504,00	-865.725,00	1.021.030,00	871.667,00	-1.054.209,00	1.232.941,00	-593.000,00	0,00
		Dettes LT	31.224.830,00	32.608.204,00	34.158.515,00	74.983.013,00	37.051.813,00	32.048.073,00	32.263.073,00	4.500.000,00	4.500.000,00	0,00
		Dettes CT	3.695.426,00	2.957.901,00	3.521.733,00	4.042.998,00	3.750.698,00	2.866.109,00	3.609.388,00	1.781.845,00	1.668.000,00	2.201.000,00
		Total Dettes	34.920.256,00	35.566.105,00	37.680.248,00	79.026.011,00	40.802.511,00	34.914.182,00	35.872.461,00	6.281.845,00	6.168.000,00	2.201.000,00
		RATIO	5,78	3,68	2,73	-91,28	39,96	40,05	-34,03	5,10	-10,40	0,00

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	Jost Logistics	Fonds propres	5.600.542,00	5.675.383,00	5.577.714,00	5.197.987,00	4.121.958,00	4.449.732,00	4.774.014,00	3.942.459,00	3.018.000,00	2.162.000,00
		Dettes LT	14.283.642,00	9.629.885,00	10.039.189,00	9.330.912,00	11.733.554,00	10.540.817,00	9.733.219,00	4.628.056,00	5.428.000,00	6.271.000,00
		Dettes CT	6.732.540,00	3.498.103,00	3.762.199,00	4.864.715,00	4.002.986,00	4.171.013,00	2.493.964,00	1.552.616,00	1.599.000,00	1.857.000,00
		Total Dettes	21.016.182,00	13.127.988,00	13.801.388,00	14.195.627,00	15.736.540,00	14.711.830,00	12.227.183,00	6.180.672,00	7.027.000,00	8.128.000,00
		RATIO	3,75	2,31	2,47	2,73	3,82	3,31	2,56	1,57	2,33	3,76
7	Softimat (k)	Fonds propres	18.796,00	22.024,00	25.891,00	32.789,00	39.289,00	42.009,00	46.811,00	46.823,00	45.000,00	52.450,00
		Dettes LT	1.008,00	1.172,00	1.391,00	1.634,00	1.982,00	3.040,00	4.065,00	5.629,00	7.000,00	8.060,00
		Dettes CT	2.513,00	3.785,00	5.787,00	7.390,00	24.101,00	25.263,00	37.395,00	31.161,00	38.000,00	69.081,00
		Total Dettes	3.521,00	4.957,00	7.178,00	9.024,00	26.083,00	28.303,00	41.460,00	36.790,00	45.000,00	77.141,00
		RATIO	0,19	0,23	0,28	0,28	0,66	0,67	0,89	0,79	1,00	1,47
8	DE HBC	Fonds propres	25.833.277,00	16.151.336,00	27.095.982,00	23.906.957,00	22.995.544,00	21.217.677,00	19.828.746,00	19.293.000,00	20.525.000,00	19.691.000,00
		Dettes LT	0,00	512.847,00	638.248,00	433.264,00	658.584,00	962.799,00	1.894.305,00	3.304.000,00	479.000,00	549.000,00
		Dettes CT	180.022,00	1.078.470,00	5.094.427,00	8.628.609,00	8.788.608,00	9.760.859,00	8.927.350,00	7.786.000,00	9.790.000,00	11.801.000,00
		Total Dettes	180.022,00	1.591.317,00	5.732.675,00	9.061.873,00	9.447.192,00	10.723.658,00	10.821.655,00	11.090.000,00	10.269.000,00	12.350.000,00
		RATIO	0,01	0,10	0,21	0,38	0,41	0,51	0,55	0,57	0,50	0,63
9	Gavel	Fonds propres	21.392.608,00	20.879.965,00	32.447.466,00	33.455.836,00	34.481.958,00	39.611.945,00	22.526.493,00	16.414.408,00	15.733.488,00	15.129.280,00
		Dettes LT	18.750,00	150.000,00	225.000,00	300.000,00	375.000,00	0,00	1.239.468,00	1.239.468,00	1.239.468,00	1.983.148,00
		Dettes CT	1.089.623,00	11.687.987,00	18.941.377,00	21.761.827,00	21.305.025,00	22.690.234,00	30.026.673,00	16.378.675,00	14.130.269,00	12.687.113,00
		Total Dettes	1.108.373,00	11.837.987,00	19.166.377,00	22.061.827,00	21.680.025,00	22.690.234,00	31.266.141,00	17.618.143,00	15.369.737,00	14.670.261,00
		RATIO	0,05	0,57	0,59	0,66	0,63	0,57	1,39	1,07	0,98	0,97
10	Urbain Bultinck	Fonds propres	11.082.424,00	11.478.763,00	3.627.791,00	3.652.876,00	3.790.192,00	3.816.465,00	3.929.842,00	4.100.650,00	4.096.620,00	2.583.497,00
		Dettes LT	2.902.879,00	3.243.201,00	3.817.361,00	4.500.556,00	4.935.887,00	4.085.291,00	3.852.118,00	4.035.190,00	3.893.145,00	3.945.647,00
		Dettes CT	21.154.096,00	18.669.207,00	16.388.835,00	10.694.770,00	10.285.642,00	10.002.109,00	9.531.995,00	7.360.339,00	7.224.199,00	6.052.469,00
		Total Dettes	24.056.975,00	21.912.408,00	20.206.196,00	15.195.326,00	15.221.529,00	14.087.400,00	13.384.113,00	11.395.529,00	11.117.344,00	9.998.116,00
		RATIO	2,17	1,91	5,57	4,16	4,02	3,69	3,41	2,78	2,71	3,87

Total du bilan entre EUR 43 millions et EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	Graco	Fonds propres	14.738.045,00	16.816.246,00	17.542.080,00	14.742.705,00	16.762.851,00	16.702.349,00	14.881.086,00	21.608.423,00	5.699.000,00	2.913.000,00
		Dettes LT	6.935.739,00	7.164.262,00	209.670,00	195.744,00	183.654,00	200.038,00	213.116,00	233.555,00	20.234.000,00	20.216.000,00
		Dettes CT	41.395.461,00	35.881.146,00	34.093.332,00	35.495.978,00	24.372.729,00	35.414.862,00	39.062.616,00	31.060.066,00	21.413.000,00	17.957.000,00
		Total Dettes	48.331.200,00	43.045.408,00	34.303.002,00	35.691.722,00	24.556.383,00	35.614.900,00	39.275.732,00	31.293.621,00	41.647.000,00	38.173.000,00
		RATIO	3,28	2,56	1,96	2,42	1,46	2,13	2,64	1,45	7,31	13,10
2	HESBAYEFROST	Fonds propres	24.204.167,00	21.685.544,00	18.900.585,00	16.737.151,00	14.930.362,00	14.761.863,00	12.894.592,00	11.500.269,00	10.251.000,00	7.270.000,00
		Dettes LT	4.228.674,00	6.435.028,00	4.092.975,00	7.602.245,00	11.950.371,00	13.133.480,00	11.521.256,00	8.204.189,00	10.863.000,00	4.830.000,00
		Dettes CT	53.540.666,00	56.141.739,00	51.441.300,00	42.206.388,00	40.281.603,00	47.504.160,00	43.520.892,00	41.677.274,00	34.806.000,00	32.229.000,00
		Total Dettes	57.769.340,00	62.576.767,00	55.534.275,00	49.808.633,00	52.231.974,00	60.637.640,00	55.042.148,00	49.881.463,00	45.669.000,00	37.059.000,00
		RATIO	2,39	2,89	2,94	2,98	3,50	4,11	4,27	4,34	4,46	5,10
3	Meeroe (k)	Fonds propres	37.580,00	40.642,00	38.658,00	36.086,00	48.870,00	46.229,00	41.436,00	34.951,00	30.050,00	26.154,00
		Dettes LT	2.338,00	4.329,00	6.378,00	8.415,00	7.478,00	7.623,00	8.520,00	7.743,00	7.170,00	6.995,00
		Dettes CT	10.746,00	13.931,00	12.355,00	19.916,00	7.601,00	9.805,00	9.578,00	11.262,00	12.797,00	9.001,00
		Total Dettes	13.084,00	18.260,00	18.733,00	28.331,00	15.079,00	17.428,00	18.098,00	19.005,00	19.967,00	15.996,00
		RATIO	0,35	0,45	0,48	0,79	0,31	0,38	0,44	0,54	0,66	0,61
4	STANLEY BLACK & DECKER BELGIUM	Fonds propres	6.833.707,00	1.567.140,00	1.525.435,00	3.180.733,00	13.835.680,00	16.035.119,00	15.688.474,00	13.144.954,00	17.416.000,00	17.417.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	680.986,00	1.259.439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	52.135.088,00	55.686.125,00	50.531.979,00	43.934.803,00	34.141.857,00	30.845.983,00	30.848.546,00	28.977.259,00	28.091.000,00	26.356.000,00
		Total Dettes	52.135.088,00	55.686.125,00	51.212.965,00	45.194.242,00	34.141.857,00	30.845.983,00	30.848.546,00	28.977.259,00	28.091.000,00	26.356.000,00
		RATIO	7,63	35,53	33,57	14,21	2,47	1,92	1,97	2,20	1,61	1,51
5	DELA FUNERALS ASSISTANCE 1	Fonds propres	7.069.663,00	8.539.253,00	3.152.487,00	4.596.729,00	5.008.789,00	-896.438,00	144.132,00	1.155.000,00	1.431.000,00	1.504.000,00
		Dettes LT	37.310.559,00	37.260.499,00	35.488.487,00	897.403,00	862.980,00	288.316,00	395.054,00	388.000,00	362.000,00	440.000,00
		Dettes CT	11.974.935,00	12.028.531,00	4.322.749,00	56.241.548,00	34.289.624,00	32.972.123,00	35.024.015,00	30.927.000,00	21.292.000,00	18.108.000,00
		Total Dettes	49.285.494,00	49.289.030,00	39.811.236,00	57.138.951,00	35.152.604,00	33.260.439,00	35.419.069,00	31.315.000,00	21.654.000,00	18.548.000,00
		RATIO	6,97	5,77	12,63	12,43	7,02	-37,10	245,74	27,11	15,13	12,33

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	ANTWERP TERMINAL & PROCESSING COMPANY - REFINERY	Fonds propres	21.272.334,00	23.820.971,00	19.666.588,00	11.605.155,00	17.533.766,00	16.669.113,00	14.789.688,00	12.827.017,00	12.671.000,00	13.575.000,00
		Dettes LT	15.287.513,00	16.897.140,00	17.043.143,00	20.071.157,00	2.548.498,00	2.806.959,00	3.286.103,00	2.534.157,00	2.721.000,00	2.861.000,00
		Dettes CT	16.376.619,00	3.035.230,00	2.166.231,00	1.465.602,00	1.261.759,00	8.354.492,00	7.378.987,00	9.048.210,00	6.372.000,00	4.039.000,00
		Total Dettes	31.664.132,00	19.932.370,00	19.209.374,00	21.536.759,00	3.810.257,00	11.161.451,00	10.665.090,00	11.582.367,00	9.093.000,00	6.900.000,00
		RATIO	1,49	0,84	0,98	1,86	0,22	0,67	0,72	0,90	0,72	0,51
7	MACHIELS REAL ESTATE	Fonds propres	9.610.045,00	9.080.536,00	8.948.751,00	8.991.953,00	9.547.845,00	9.574.770,00	9.428.126,00	8.430.073,00	5.229.000,00	4.218.000,00
		Dettes LT	8.378.394,00	8.562.815,00	7.895.234,00	8.764.619,00	10.314.926,00	11.176.696,00	12.901.178,00	7.926.731,00	11.263.000,00	12.670.000,00
		Dettes CT	56.629.675,00	4.580.137,00	6.045.399,00	3.941.974,00	3.758.810,00	4.120.459,00	3.195.760,00	4.617.992,00	3.518.000,00	4.000.000,00
		Total Dettes	65.008.069,00	13.142.952,00	13.940.633,00	12.706.593,00	14.073.736,00	15.297.155,00	16.096.938,00	12.544.723,00	14.781.000,00	16.670.000,00
		RATIO	6,76	1,45	1,56	1,41	1,47	1,60	1,71	1,49	2,83	3,95
8	DE NIEUWE HAARD	Fonds propres	12.859.665,00	13.231.962,00	13.342.033,00	13.260.274,00	8.808.844,00	8.294.830,00	8.302.153,00	7.909.584,00	6.963.000,00	7.011.000,00
		Dettes LT	28.079.293,00	26.683.006,00	24.331.210,00	21.880.329,00	20.906.851,00	21.310.757,00	20.308.562,00	20.188.280,00	20.587.000,00	20.496.000,00
		Dettes CT	4.121.192,00	3.670.299,00	3.267.550,00	2.360.290,00	2.502.033,00	2.283.681,00	3.424.955,00	3.902.419,00	3.623.000,00	3.097.000,00
		Total Dettes	32.200.485,00	30.353.305,00	27.598.760,00	24.240.619,00	23.408.884,00	23.594.438,00	23.733.517,00	24.090.699,00	24.210.000,00	23.593.000,00
		RATIO	2,50	2,29	2,07	1,83	2,66	2,84	2,86	3,05	3,48	3,37
9	GESTION MOBILIERE, PATRIMONIA LE ET IMMOBILIER	Fonds propres	79.246.414,00	73.516.764,00	72.531.969,00	69.083.418,00	95.110.946,00	75.587.508,00	61.887.645,00	124.711.316,0 0	162.634.000,0 0	160.343.000,0 0
		Dettes LT	0,00	86.500.000,00	86.500.000,00	146.500.000,0 0	232.625.295,0 0	365.265.503,0 0	194.368.491,0 0	206.284.271,0 0	208.866.000,0 0	38.504.000,00
		Dettes CT	129.693.108,0 0	53.570.428,00	98.104.258,00	31.123.514,00	26.701.275,00	26.969.570,00	87.137.912,00	135.690.907,0 0	138.481.000,0 0	245.880.000,0 0
		Total Dettes	129.693.108,0 0	140.070.428,0 0	184.604.258,0 0	177.623.514,0 0	259.326.570,0 0	392.235.073,0 0	281.506.403,0 0	341.975.178,0 0	347.347.000,0 0	284.384.000,0 0
		RATIO	-1,64	-1,91	-2,55	-2,57	-2,73	-5,19	-4,55	-2,74	-2,14	-1,77
10	SOBRADIS	Fonds propres	22.039.104,00	21.496.875,00	26.467.452,00	26.830.739,00	26.595.060,00	27.265.595,00	10.548.031,00	10.475.221,00	10.100.339,00	9.390.666,00
		Dettes LT	12.796.739,00	9.450.111,00	7.175.633,00	4.699.508,00	5.335.672,00	5.957.213,00	6.568.696,00	7.174.228,00	4.630.001,00	5.036.973,00
		Dettes CT	13.236.931,00	9.645.213,00	7.714.734,00	6.750.596,00	7.457.334,00	7.183.450,00	13.509.667,00	11.507.321,00	9.430.967,00	9.296.502,00
		Total Dettes	26.033.670,00	19.095.324,00	14.890.367,00	11.450.104,00	12.793.006,00	13.140.663,00	20.078.363,00	18.681.549,00	14.060.968,00	14.333.475,00
		RATIO	1,18	0,89	0,56	0,43	0,48	0,48	1,90	1,78	1,39	1,53

Total du bilan supérieur à EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES OF BELGIUM (k)	Fonds propres	176.668,00	168.329,00	138.735,00	159.702,00	159.412,00	156.751,00	136.741,00	118.330,00	142.377,00	105.450,00
		Dettes LT	33.494,00	29.506,00	34.760,00	31.095,00	58.542,00	82.455,00	112.038,00	118.014,00	137.646,00	154.178,00
		Dettes CT	404.431,00	446.756,00	405.537,00	493.752,00	446.386,00	404.019,00	429.429,00	572.175,00	495.837,00	719.966,00
		Total Dettes	437.925,00	476.262,00	440.297,00	524.847,00	504.928,00	486.474,00	541.467,00	690.189,00	633.483,00	874.144,00
		RATIO	2,48	2,83	3,17	3,29	3,17	3,10	3,96	5,83	4,45	8,29
2	BRABHOLD	Fonds propres	101.939,00	100.655,00	101.417,00	99.051,00	88.951,00	83.641,00	85.812,00	83.522,00	58.506,00	15.683,00
		Dettes LT	17.806,00	7.287,00	10.873,00	17.067,00	24.181,00	32.030,00	38.678,00	40.453,00	29.344,00	6.030,00
		Dettes CT	52.734,00	55.635,00	54.402,00	49.757,00	54.453,00	49.236,00	54.405,00	52.364,00	45.135,00	38.555,00
		Total Dettes	70.540,00	62.922,00	65.275,00	66.824,00	78.634,00	81.266,00	93.083,00	92.817,00	74.479,00	44.585,00
		RATIO	0,69	0,63	0,64	0,67	0,88	0,97	1,08	1,11	1,27	2,84
3	FLORIDIENNE (k)	Fonds propres	88.403,00	114.383,00	124.925,00	91.742,00	79.313,00	73.533,00	59.612,00	48.806,00	43.991,00	38.125,00
		Dettes LT	52.839,00	75.485,00	80.232,00	77.718,00	67.842,00	71.613,00	37.444,00	39.312,00	37.861,00	26.513,00
		Dettes CT	80.524,00	95.309,00	93.992,00	87.815,00	75.761,00	72.964,00	74.401,00	86.146,00	75.414,00	81.771,00
		Total Dettes	133.363,00	170.794,00	174.224,00	165.533,00	143.603,00	144.577,00	111.845,00	125.458,00	113.275,00	108.284,00
		RATIO	1,51	1,49	1,39	1,80	1,81	1,97	1,88	2,57	2,57	2,84
4	UNITED PARCEL SERVICE BELGIUM	Fonds propres	24.374.865,00	12.062.600,00	11.753.352,00	19.619.774,00	16.316.355,00	-1.518.629,00	1.120.510,00	-1.516.889,00	-753.000,00	-3.277.000,00
		Dettes LT	36.215.479,00	36.309.878,00	35.904.535,00	36.369.693,00	34.646.164,00	34.071.075,00	32.498.570,00	29.379.369,00	29.268.000,00	131.000,00
		Dettes CT	50.846.374,00	25.406.116,00	27.958.839,00	27.786.901,00	25.537.611,00	45.090.814,00	38.923.665,00	41.576.331,00	44.374.000,00	39.922.000,00
		Total Dettes	87.061.853,00	61.715.994,00	63.863.374,00	64.156.594,00	60.183.775,00	79.161.889,00	71.422.235,00	70.955.700,00	73.642.000,00	40.053.000,00
		RATIO	3,57	5,12	5,43	3,27	3,69	-52,13	63,74	-46,78	-97,80	-12,22
5	TRUVO BELGIUM	Fonds propres	110.910.683,00	56.220.795,00	68.957.073,00	16.000.000,00	-971.587.000,00	1.304.170.000,00	87.139.000,00	106.651.000,00	118.517.000,00	130.695.000,00
		Dettes LT	207.723.158,00	6.353.242,00	321.858.252,00	322.306.000,00	1.173.056.000,00	1.619.520.000,00	1.570.899.000,00	1.479.065.000,00	1.492.987.000,00	1.321.779.000,00
		Dettes CT	36.435.536,00	249.986.158,00	50.078.302,00	254.480.000,00	164.777.000,00	74.292.000,00	89.957.000,00	138.433.000,00	143.412.000,00	108.874.000,00
		Total Dettes	244.158.694,00	256.339.400,00	371.936.554,00	576.786.000,00	1.337.833.000,00	1.693.812.000,00	1.660.856.000,00	1.617.498.000,00	1.636.399.000,00	1.430.653.000,00
		RATIO	-2,20	-4,56	-5,39	-36,05	-1,38	-1,30	19,06	15,17	13,81	10,95

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	DOW BELGIUM	Fonds propres	75.416.424,00	65.940.170,00	60.971.579,00	59.013.508,00	55.989.702,00	38.097.584,00	48.036.000,00	39.339.190,00	35.168.000,00	31.501.000,00
		Dettes LT	54.556,00	1.070.729,00	9.178,00	9.410,00	756.077,00	2.371.809,00	270.000,00	2.283.710,00	56.000,00	140.000,00
		Dettes CT	36.614.409,00	60.628.644,00	15.954.498,00	17.699.348,00	16.557.243,00	25.972.739,00	15.338.000,00	16.900.806,00	18.181.000,00	25.139.000,00
		Total Dettes	112.030.833,00	126.568.814,00	76.926.077,00	76.712.856,00	72.546.945,00	64.070.323,00	63.374.000,00	56.239.996,00	53.349.000,00	56.640.000,00
		RATIO	1,49	1,92	1,26	1,30	1,30	1,68	1,32	1,43	1,52	1,80
7	THE REZIDOR HOTEL GROUP	Fonds propres	9.893.298,00	8.019.429,00	5.734.326,00	13.749.974,00	11.555.715,00	9.673.563,00	7.981.653,00	6.039.382,00	4.338.000,00	2.994.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	201.477.613,00	209.453.781,00	183.702.711,00	142.803.052,00	81.026.756,00	21.625.577,00	14.116.246,00	8.589.634,00	8.258.000,00	8.183.000,00
		Total Dettes	201.477.613,00	209.453.781,00	183.702.711,00	142.803.052,00	81.026.756,00	21.625.577,00	14.116.246,00	8.589.634,00	8.258.000,00	8.183.000,00
		RATIO	20,37	26,12	32,04	10,39	7,01	2,24	1,77	1,42	1,90	2,73
8	COMPAGNIE BELGE D'AFFRETEMENTS	Fonds propres	47.637.249,00	296.876.685,00	440.633.075,00	425.346.776,00	417.542.081,00	404.349.211,00	315.843.188,00	306.700.840,00	300.604.000,00	53.325.000,00
		Dettes LT	1.128.888,00	1.418.662,00	1.687.941,00	5.416.666,00	5.982.918,00	6.537.903,00	14.430.692,00	15.542.799,00	17.471.000,00	19.264.000,00
		Dettes CT	306.471.473,00	28.641.263,00	36.262.717,00	27.084.729,00	25.880.478,00	22.144.828,00	4.575.098,00	3.318.466,00	3.744.000,00	63.587.000,00
		Total Dettes	307.600.361,00	30.059.925,00	37.950.658,00	32.501.395,00	31.863.396,00	28.682.731,00	19.005.790,00	18.861.265,00	21.215.000,00	82.851.000,00
		RATIO	6,46	0,10	0,09	0,08	0,08	0,07	0,06	0,06	0,07	1,55
9	DELHAIZE THE LION COORDINATION CENTER (k)	Fonds propres	3.089.655,00	3.014.755,00	2.998.351,00	2.895.241,00	2.215.246,00	2.122.700,00	2.023.550,00	1.072.360,52	946.467,00	910.893,00
		Dettes LT	145.443,00	147.405,00	90.757,00	90.238,00	116.705,00	90.297,00	92.189,00	93.039,16	130.462,00	127.679,00
		Dettes CT	545.065,00	565.711,00	249.273,00	346.067,00	90.669,00	193.302,00	63.207,00	80.582,60	88.424,00	41.767,00
		Total Dettes	690.508,00	713.116,00	340.030,00	436.305,00	207.374,00	283.599,00	155.396,00	173.621,77	218.886,00	169.446,00
		RATIO	0,22	0,24	0,11	0,15	0,09	0,13	0,08	0,16	0,23	0,19
10	IVG EUROPEAN REAL ESTATE	Fonds propres	126.206.958,00	134.525.831,00	135.397.914,00	135.412.401,00	137.628.582,00	138.979.366,00	80.365.834,00	76.989.000,00	70.810.000,00	70.413.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	11.981,00	4.072,00	3.450,00	5.818,00	12.630,00	13.292,00	50.722.188,00	88.918.000,00	208.435.000,00	313.000,00
		Total Dettes	11.981,00	4.072,00	3.450,00	5.818,00	12.630,00	13.292,00	50.722.188,00	88.918.000,00	208.435.000,00	313.000,00
		RATIO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	1,15	2,94	0,00

Annexe 2 : Données Italie

Total du bilan inférieur à EUR 10 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	WINTech - SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA	Fonds propres	743.191,00	628.445,00	564.990,00	424.713,00	285.630,00	198.299,00	150.132,00	134.179,00	226.179,00	241.605,00
		Dettes LT	1.500.869,00	1.540.001,00	1.517.719,00	1.594.178,00	1.274.569,00	1.720.985,00	1.781.255,00	1.573.338,00	302.578,00	536.419,00
		Dettes CT	1.690.858,00	2.113.897,00	2.219.519,00	2.116.031,00	2.886.392,00	2.412.378,00	2.354.362,00	2.004.083,00	1.905.398,00	1.187.248,00
		Total Dettes	3.191.727,00	3.653.898,00	3.737.238,00	3.710.209,00	4.160.961,00	4.133.363,00	4.135.617,00	3.577.421,00	2.207.976,00	1.723.667,00
		RATIO	4,29	5,81	6,61	8,74	14,57	20,84	27,55	26,66	9,76	7,13
2	CONSORZIO ARTIGIANO - L.V.G. - S.R.L.	Fonds propres	134.731,00	123.709,00	121.282,00	106.673,00	124.805,00	118.662,00	111.207,00	114.253,00	109.408,00	109.978,00
		Dettes LT	558.143,00	630.445,00	697.113,00	723.796,00	983.036,00	825.404,00	847.714,00	1.041.217,00	65.280,00	53.556,00
		Dettes CT	447.948,00	451.532,00	552.666,00	683.812,00	499.840,00	406.104,00	465.689,00	473.754,00	1.409.049,00	1.600.569,00
		Total Dettes	1.006.091,00	1.081.977,00	1.249.779,00	1.407.608,00	1.482.876,00	1.231.508,00	1.313.403,00	1.514.971,00	1.474.329,00	1.654.125,00
		RATIO	7,47	8,75	10,30	13,20	11,88	10,38	11,81	13,26	13,48	15,04
3	UNIVERSO 3000 S.R.L.	Fonds propres	101.001,00	57.248,00	51.585,00	172.980,00	164.684,00	334.884,00	167.181,00	158.926,00	150.566,00	371.140,00
		Dettes LT	2.102.056,00	120.077,00	49.359,00	54.409,00	72.230,00	182.253,00	156.867,00	108.164,00	166.464,00	187.132,00
		Dettes CT	4.786.406,00	3.821.429,00	2.828.711,00	350.265,00	540.382,00	538.727,00	770.012,00	713.221,00	654.659,00	592.371,00
		Total Dettes	6.888.462,00	3.941.506,00	2.878.070,00	404.674,00	612.612,00	720.980,00	926.879,00	821.385,00	821.123,00	779.503,00
		RATIO	68,20	68,85	55,79	2,34	3,72	2,15	5,54	5,17	5,45	2,10
4	ASSISERVICE S.R.L.	Fonds propres	11.478,00	8.896,00	11.868,00	11.103,00	10.448,00	13.322,00	14.061,00	12.271,00	7.589,00	6.954,00
		Dettes LT	62.042,00	46.823,00	40.152,00	45.955,00	39.151,00	32.340,00	32.766,00	48.571,00	49.659,00	43.494,00
		Dettes CT	57.038,00	66.133,00	98.057,00	153.650,00	227.188,00	254.123,00	670.564,00	616.048,00	506.390,00	403.495,00
		Total Dettes	119.080,00	112.956,00	138.209,00	199.605,00	266.339,00	286.463,00	703.330,00	664.619,00	556.049,00	446.989,00
		RATIO	10,37	12,70	11,65	17,98	25,49	21,50	50,02	54,16	73,27	64,28
5	PLCHIOCCIOLANET SOLUZIONI	Fonds propres	17.994,00	22.165,00	24.167,00	27.573,00	55.331,00	55.036,00	17.422,00	17.153,00	-	16.205,00
		Dettes LT	0,00	0,00	884,00	11.247,00	21.521,00	31.339,00	39.571,00	48.161,00	-	64.177,00
		Dettes CT	151.909,00	206.131,00	211.218,00	211.148,00	169.464,00	158.085,00	117.191,00	144.589,00	-	72.352,00
		Total Dettes	151.909,00	206.131,00	212.102,00	222.395,00	190.985,00	189.424,00	156.762,00	192.750,00	-	136.529,00
		RATIO	8,44	9,30	8,78	8,07	3,45	3,44	9,00	11,24	-	8,43

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	ARTE DENTALE S.R.L.	Fonds propres	56.497,00	68.577,00	77.767,00	73.280,00	71.813,00	52.753,00	58.000,00	49.465,00	66.109,00	47.213,00
		Dettes LT	34.827,00	34.899,00	18.507,00	23.630,00	27.680,00	36.684,00	56.694,00	41.370,00	3.073,00	2.098,00
		Dettes CT	19.115,00	18.074,00	17.199,00	15.486,00	14.944,00	17.408,00	18.662,00	12.866,00	11.478,00	9.129,00
		Total Dettes	53.942,00	52.973,00	35.706,00	39.116,00	42.624,00	54.092,00	75.356,00	54.236,00	14.551,00	11.227,00
		RATIO	0,95	0,77	0,46	0,53	0,59	1,03	1,30	1,10	0,22	0,24
7	SIGMA SERVIZI S.R.L. DENOMINAZIONE ABBREVIATA: S.S. S.R.L.	Fonds propres	298.602,00	267.587,00	241.943,00	209.247,00	175.399,00	169.662,00	160.884,00	154.220,00	148.389,00	24.619,00
		Dettes LT	388.221,00	402.610,00	430.729,00	471.524,00	512.368,00	217.321,00	212.294,00	231.351,00	249.535,00	422.236,00
		Dettes CT	101.367,00	33.039,00	72.871,00	44.759,00	40.246,00	12.792,00	31.923,00	18.781,00	36.115,00	59.321,00
		Total Dettes	489.588,00	435.649,00	503.600,00	516.283,00	552.614,00	230.113,00	244.217,00	250.132,00	285.650,00	481.557,00
		RATIO	1,64	1,63	2,08	2,47	3,15	1,36	1,52	1,62	1,93	19,56
8	COOPERATIVA EDILIZIA SAN GIULIO	Fonds propres	39.044,00	56.844,00	76.873,00	91.150,00	11.291,00	7.726,00	25.198,00	29.833,00	21.444,00	29.501,00
		Dettes LT	4.496.836,00	8.077.244,00	9.050.107,00	9.502.284,00	10.456.176,00	5.719.667,00	5.411.564,00	15.658.097,00	10.708.342,00	6.811.372,00
		Dettes CT	60.678,00	53.938,00	1.306.418,00	96.125,00	328.125,00	4.526.455,00	3.292.317,00	778.960,00	1.128.681,00	381.106,00
		Total Dettes	4.557.514,00	8.131.182,00	10.356.525,00	9.598.409,00	10.784.301,00	10.246.122,00	8.703.881,00	16.437.057,00	11.837.023,00	7.192.478,00
		RATIO	116,73	143,04	134,72	105,30	955,12	1.326,19	345,42	550,97	552,00	243,80
9	VERDEAZZURRO S.R.L.	Fonds propres	44.361,00	52.378,00	55.574,00	-	51.471,00	41.415,00	19.218,00	15.048,00	21.791,00	11.073,00
		Dettes LT	1.324.948,00	1.326.562,00	1.324.948,00	-	1.868.370,00	1.804.470,00	1.769.028,00	516.457,00	516.457,00	516.457,00
		Dettes CT	1.045.011,00	1.037.891,00	1.311.154,00	-	243.126,00	198.381,00	188.970,00	1.831.847,00	1.367.452,00	1.282.090,00
		Total Dettes	2.369.959,00	2.364.453,00	2.636.102,00	-	2.111.496,00	2.002.851,00	1.957.998,00	2.348.304,00	1.883.909,00	1.798.547,00
		RATIO	53,42	45,14	47,43	-	41,02	48,36	101,88	156,05	86,45	162,43
10	TPS SRL	Fonds propres	35.224,00	38.356,00	43.724,00	50.813,00	88.399,00	58.548,00	198.977,00	209.543,00	193.878,00	187.401,00
		Dettes LT	660,00	600,00	1.277,00	5.202,00	150.482,00	142.735,00	161.927,00	139.303,00	197.756,00	275.846,00
		Dettes CT	35.884,00	38.956,00	45.001,00	56.116,00	552.403,00	398.132,00	442.278,00	416.317,00	437.792,00	492.543,00
		Total Dettes	36.544,00	39.556,00	46.278,00	61.318,00	702.885,00	540.867,00	604.205,00	555.620,00	635.548,00	768.389,00
		RATIO	1,04	1,03	1,06	1,21	7,95	9,24	3,04	2,65	3,28	4,10

Total du bilan entre EUR 10 millions et EUR 20 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	PHARDIS S.R.L.	Fonds propres	1.085.717,00	1.032.315,00	1.028.298,00	1.012.702,00	1.007.305,00	909.574,00	111.603,00	105.929,00	102.148,00	83.654,00
		Dettes LT	1.190.977,00	1.349.003,00	1.149.675,00	931.722,00	907.845,00	996.326,00	630.654,00	609.938,00	524.995,00	703.112,00
		Dettes CT	14.451.701,00	13.101.568,00	10.152.942,00	9.194.254,00	9.378.620,00	7.604.734,00	8.132.012,00	7.075.798,00	7.773.285,00	6.454.294,00
		Total Dettes	15.642.678,00	14.450.571,00	11.302.617,00	10.125.976,00	10.286.465,00	8.601.060,00	8.762.666,00	7.685.736,00	8.298.280,00	7.157.406,00
		RATIO	14,41	14,00	10,99	10,00	10,21	9,46	78,52	72,56	81,24	85,56
2	MICROTEC S.R.L.	Fonds propres	6.062.947,00	6.231.542,00	5.222.033,00	5.888.080,00	5.523.457,00	2.871.753,00	2.281.123,00	1.834.471,00	1.099.922,00	683.440,00
		Dettes LT	3.568.021,00	2.967.909,00	1.695.372,00	1.987.628,00	1.590.912,00	1.997.388,00	773.238,00	2.047.645,00	2.169.395,00	2.408.815,00
		Dettes CT	10.172.222,00	10.035.193,00	13.442.918,00	13.109.014,00	22.273.590,00	21.231.799,00	13.731.322,00	6.223.904,00	7.826.337,00	6.416.610,00
		Total Dettes	13.740.243,00	13.003.102,00	15.138.290,00	15.096.642,00	23.864.502,00	23.229.187,00	14.504.560,00	8.271.549,00	9.995.732,00	8.825.425,00
		RATIO	2,27	2,09	2,90	2,56	4,32	8,09	6,36	4,51	9,09	12,91
3	ISITEL S.P.A.	Fonds propres	3.470.436,00	3.264.225,00	2.770.865,00	2.743.349,00	4.052.119,00	4.011.267,00	2.643.196,00	2.493.660,00	2.422.935,00	2.001.289,00
		Dettes LT	205.027,00	97.483,00	63.570,00	44.222,00	1.410.453,00	1.603.544,00	1.032.892,00	1.016.693,00	831.932,00	653.476,00
		Dettes CT	16.237.860,00	19.034.273,00	21.839.043,00	17.692.803,00	26.330.784,00	27.673.881,00	24.015.019,00	15.753.369,00	14.016.421,00	12.282.605,00
		Total Dettes	16.442.887,00	19.131.756,00	21.902.613,00	17.737.025,00	27.741.237,00	29.277.425,00	25.047.911,00	16.770.062,00	14.848.353,00	12.936.081,00
		RATIO	4,74	5,86	7,90	6,47	6,85	7,30	9,48	6,73	6,13	6,46
4	F.P.E. FERRARI PUBBLICITA' ESTERNA S.P.A.	Fonds propres	934.446,00	923.307,00	3.243.077,00	3.528.670,00	4.102.632,00	4.622.059,00	3.388.125,00	-	2.269.274,00	383.783,00
		Dettes LT	409.237,00	454.813,00	553.902,00	587.479,00	688.261,00	867.472,00	669.460,00	-	819.553,00	709.509,00
		Dettes CT	8.811.451,00	8.906.417,00	9.117.907,00	7.279.337,00	7.512.660,00	10.010.158,00	9.320.226,00	-	6.199.664,00	7.246.729,00
		Total Dettes	9.220.688,00	9.361.230,00	9.671.809,00	7.866.816,00	8.200.921,00	10.877.630,00	9.989.686,00	-	7.019.217,00	7.956.238,00
		RATIO	9,87	10,14	2,98	2,23	2,00	2,35	2,95	-	3,09	20,73
5	PONTE GIULIO S.P.A.	Fonds propres	12.678.715,00	12.220.689,00	11.767.047,00	11.250.791,00	10.473.206,00	9.334.854,00	8.500.348,00	7.326.434,00	5.949.452,00	4.592.258,00
		Dettes LT	1.369.375,00	1.651.828,00	1.550.526,00	1.421.518,00	1.368.695,00	1.797.854,00	1.664.787,00	1.566.577,00	1.475.498,00	1.371.942,00
		Dettes CT	2.180.565,00	2.143.552,00	2.692.745,00	2.924.716,00	3.249.587,00	3.644.586,00	3.963.300,00	4.268.839,00	6.122.533,00	4.795.226,00
		Total Dettes	3.549.940,00	3.795.380,00	4.243.271,00	4.346.234,00	4.618.282,00	5.442.440,00	5.628.087,00	5.835.416,00	7.598.031,00	6.167.168,00
		RATIO	0,28	0,31	0,36	0,39	0,44	0,58	0,66	0,80	1,28	1,34

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	TELCO S.R.L.	Fonds propres	6.074.753,00	4.726.625,00	3.834.881,00	5.669.924,00	4.965.385,00	3.998.772,00	1.244.524,00	684.534,00	587.108,00	504.305,00
		Dettes LT	527.102,00	807.380,00	771.330,00	693.542,00	707.994,00	655.077,00	590.652,00	679.940,00	625.726,00	578.027,00
		Dettes CT	5.078.030,00	6.665.810,00	5.030.440,00	2.857.733,00	2.133.312,00	4.191.873,00	3.038.736,00	3.457.559,00	1.507.645,00	2.660.437,00
		Total Dettes	5.605.132,00	7.473.190,00	5.801.770,00	3.551.275,00	2.841.306,00	4.846.950,00	3.629.388,00	4.137.499,00	2.133.371,00	3.238.464,00
		RATIO	0,92	1,58	1,51	0,63	0,57	1,21	2,92	6,04	3,63	6,42
7	CENTRALE TELERISCALD AMENTO VALDAORA SPA % FERNHEIZWE RK OLANG AG	Fonds propres	3.572.019,00	3.258.317,00	2.943.106,00	2.862.203,00	2.592.493,00	2.256.082,00	2.310.854,00	2.352.199,00	2.341.075,00	2.318.853,00
		Dettes LT	3.631.268,00	3.280.429,00	4.116.286,00	3.174.877,00	4.062.414,00	5.036.321,00	1.086.436,00	71.689,00	2.378.517,00	2.211.920,00
		Dettes CT	4.842.422,00	5.307.252,00	4.792.901,00	5.488.951,00	5.033.659,00	3.957.325,00	7.707.531,00	5.827.177,00	2.706.754,00	3.181.431,00
		Total Dettes	8.473.690,00	8.587.681,00	8.909.187,00	8.663.828,00	9.096.073,00	8.993.646,00	8.793.967,00	5.898.866,00	5.085.271,00	5.393.351,00
		RATIO	2,37	2,64	3,03	3,03	3,51	3,99	3,81	2,51	2,17	2,33
8	CONSORZIO QUARTIERI DELLA SOLIDARIETA' - COOPERATIVA SOCIALE	Fonds propres	2.228.423,00	1.006.266,00	986.512,00	-	864.589,00	859.059,00	718.737,00	738.724,00	734.806,00	736.193,00
		Dettes LT	7.438.620,00	9.567.961,00	8.742.383,00	-	8.999.455,00	3.667.593,00	4.066.275,00	1.468.566,00	1.542.754,00	0,00
		Dettes CT	734.000,00	309.290,00	1.520.498,00	-	1.270.529,00	1.293.628,00	75.935,00	858.670,00	469.352,00	2.134.121,00
		Total Dettes	8.172.620,00	9.877.251,00	10.262.881,00	-	10.269.984,00	4.961.221,00	4.142.210,00	2.327.236,00	2.012.106,00	2.134.121,00
		RATIO	3,67	9,82	10,40	-	11,88	5,78	5,76	3,15	2,74	2,90
9	SOCIETA' INVEST IMMOBILIARE S.R.L.	Fonds propres	6.603.384,00	6.792.770,00	7.025.727,00	6.497.596,00	6.934.035,00	7.351.984,00	4.254.845,00	6.367.024,00	6.480.882,00	6.679.224,00
		Dettes LT	8.079.947,00	8.132.300,00	8.656.143,00	8.611.872,00	8.960.823,00	8.355.983,00	8.613.881,00	6.819.448,00	6.812.461,00	6.602.627,00
		Dettes CT	3.378.457,00	3.257.373,00	2.201.343,00	3.229.962,00	2.678.327,00	2.912.415,00	2.258.438,00	2.812.950,00	2.428.732,00	2.597.958,00
		Total Dettes	11.458.404,00	11.389.673,00	10.857.486,00	11.841.834,00	11.639.150,00	11.268.398,00	10.872.319,0 0	9.632.398,00	9.241.193,00	9.200.585,00
		RATIO	1,74	1,68	1,55	1,82	1,68	1,53	2,56	1,51	1,43	1,38
10	CARDUCCI S.R.L.	Fonds propres	129.561,00	526.522,00	-461.053,00	-229.577,00	-157.641,00	34.138,00	52.011,00	59.769,00	71.862,00	129.661,00
		Dettes LT	7.231.536,00	6.265.419,00	4.959.485,00	3.388.778,00	2.450.526,00	1.566.740,00	1.559.887,00	1.566.740,00	2.586.740,00	1.553.777,00
		Dettes CT	3.480.501,00	3.446.914,00	9.547.990,00	7.901.132,00	3.070.274,00	2.679.629,00	3.395.688,00	7.455.890,00	3.559.635,00	2.319.167,00
		Total Dettes	10.712.037,00	9.712.333,00	14.507.475,00	11.289.910,00	5.520.800,00	4.246.369,00	4.955.575,00	9.022.630,00	6.146.375,00	3.872.944,00
		RATIO	82,68	18,45	-31,47	-49,18	-35,02	124,39	95,28	150,96	85,53	29,87

Total du bilan entre EUR 20 millions et EUR 43 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	CEA ITALIA SRL % CEA ITALIEN GMBH	Fonds propres	3.102.927,00	2.104.749,00	1.412.131,00	1.748.051,00	1.302.094,00	1.331.348,00	1.204.647,00	1.191.466,00	1.274.255,00	900.189,00
		Dettes LT	548.682,00	462.093,00	408.443,00	377.633,00	315.085,00	264.839,00	148.831,00	107.054,00	66.908,00	45.564,00
		Dettes CT	16.829.507,00	18.852.950,00	17.855.893,00	14.506.049,00	11.665.322,00	10.698.983,00	10.203.349,00	7.687.648,00	7.737.792,00	6.448.169,00
		Total Dettes	17.378.189,00	19.315.043,00	18.264.336,00	14.883.682,00	11.980.407,00	10.963.822,00	10.352.180,00	7.794.702,00	7.804.700,00	6.493.733,00
		RATIO	5,60	9,18	12,93	8,51	9,20	8,24	8,59	6,54	6,12	7,21
2	FARESIN INDUSTRIES S.P.A.	Fonds propres	8.282.087,00	7.224.293,00	6.285.104,00	5.629.629,00	4.447.527,00	4.609.445,00	3.943.336,00	1.231.724,00	904.331,00	853.009,00
		Dettes LT	4.226.173,00	4.887.400,00	5.056.455,00	5.247.612,00	7.398.115,00	4.752.764,00	4.254.214,00	2.410.084,00	1.598.163,00	834.523,00
		Dettes CT	15.255.783,00	13.236.949,00	11.582.420,00	9.327.487,00	8.962.289,00	15.857.284,00	9.247.278,00	9.636.802,00	7.788.427,00	5.347.820,00
		Total Dettes	19.481.956,00	18.124.349,00	16.638.875,00	14.575.099,00	16.360.404,00	20.610.048,00	13.501.492,00	12.046.886,00	9.386.590,00	6.182.343,00
		RATIO	2,35	2,51	2,65	2,59	3,68	4,47	3,42	9,78	10,38	7,25
3	OMB SALERI SPA	Fonds propres	4.304.844,00	6.366.745,00	6.245.299,00	5.682.007,00	4.321.052,00	4.516.082,00	3.672.206,00	3.094.774,00	2.393.932,00	2.385.186,00
		Dettes LT	6.707.586,00	7.904.127,00	9.682.193,00	11.124.996,00	10.105.317,00	9.718.581,00	6.263.177,00	7.612.782,00	5.121.792,00	5.630.888,00
		Dettes CT	14.083.174,00	11.129.613,00	12.655.710,00	14.591.970,00	12.873.999,00	14.207.788,00	16.173.032,00	12.655.537,00	14.099.076,00	12.784.051,00
		Total Dettes	20.790.760,00	19.033.740,00	22.337.903,00	25.716.966,00	22.979.316,00	23.926.369,00	22.436.209,00	20.268.319,00	19.220.868,00	18.414.939,00
		RATIO	4,83	2,99	3,58	4,53	5,32	5,30	6,11	6,55	8,03	7,72
4	SELENE S.P.A.	Fonds propres	9.944.000,00	8.092.000,00	7.592.000,00	6.282.000,00	6.171.067,00	10.583.776,00	5.657.045,00	4.734.994,00	4.242.711,00	4.582.658,00
		Dettes LT	1.654.000,00	1.474.000,00	1.402.000,00	2.063.000,00	2.111.561,00	2.351.893,00	578.150,00	580.450,00	639.942,00	541.782,00
		Dettes CT	19.369.000,00	13.345.000,00	15.723.000,00	15.876.000,00	16.844.350,00	16.694.549,00	10.408.864,00	17.386.861,00	19.393.221,00	16.533.965,00
		Total Dettes	21.023.000,00	14.819.000,00	17.125.000,00	17.939.000,00	18.955.911,00	19.046.442,00	10.987.014,00	17.967.311,00	20.033.163,00	17.075.747,00
		RATIO	2,11	1,83	2,26	2,86	3,07	1,80	1,94	3,79	4,72	3,73
5	ROSSINI TRADING S.P.A.	Fonds propres	35.892.547,00	35.102.693,00	34.017.992,00	32.870.030,00	32.650.606,00	30.830.626,00	15.096.525,00	11.351.108,00	9.441.793,00	8.474.363,00
		Dettes LT	943.327,00	838.224,00	711.566,00	1.028.076,00	1.076.299,00	974.976,00	994.560,00	370.191,00	430.837,00	5.796.015,00
		Dettes CT	3.363.654,00	5.452.233,00	9.723.805,00	10.827.813,00	8.905.532,00	13.669.299,00	11.762.654,00	10.814.259,00	14.068.306,00	5.311.007,00
		Total Dettes	4.306.981,00	6.290.457,00	10.435.371,00	11.855.889,00	9.981.831,00	14.644.275,00	12.757.214,00	11.184.450,00	14.499.143,00	11.107.022,00
		RATIO	0,12	0,18	0,31	0,36	0,31	0,47	0,85	0,99	1,54	1,31

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	LYTO'S S.P.A.	Fonds propres	7.468.781,00	7.097.119,00	4.489.762,00	4.691.976,00	4.496.441,00	3.906.907,00	2.743.188,00	2.588.427,00	2.527.046,00	2.490.436,00
		Dettes LT	2.743.128,00	2.236.175,00	2.401.211,00	2.320.633,00	1.612.265,00	1.284.166,00	954.436,00	573.048,00	557.560,00	493.397,00
		Dettes CT	9.898.142,00	6.722.839,00	12.683.888,00	6.414.987,00	10.205.891,00	13.866.686,00	17.843.968,00	8.072.490,00	8.440.355,00	3.916.774,00
		Total Dettes	12.641.270,00	8.959.014,00	15.085.099,00	8.735.620,00	11.818.156,00	15.150.852,00	18.798.404,00	8.645.538,00	8.997.915,00	4.410.171,00
		RATIO	1,28	1,33	1,19	1,36	1,16	1,09	1,05	1,07	1,07	1,13
7	A.T.I. (ALTE TECNOLOGIE INGEGNERISTICHE) GROUP S.R.L.	Fonds propres	1.074.912,00	294.369,00	433.213,00	660.599,00	976.830,00	1.272.672,00	1.624.847,00	1.844.674,00	1.933.002,00	1.698.050,00
		Dettes LT	12.531.020,00	17.681.227,00	18.824.475,00	15.674.011,00	16.387.396,00	13.174.743,00	10.007.070,00	9.174.765,00	8.169.896,00	764.683,00
		Dettes CT	12.401.347,00	8.712.675,00	8.850.363,00	9.108.800,00	9.144.483,00	5.976.089,00	7.108.350,00	4.911.247,00	4.100.163,00	13.305.883,00
		Total Dettes	24.932.367,00	26.393.902,00	27.674.838,00	24.782.811,00	25.531.879,00	19.150.832,00	17.115.420,00	14.086.012,00	12.270.059,00	14.070.566,00
		RATIO	2,01	3,03	3,13	2,72	2,79	3,20	2,41	2,87	2,99	1,06
8	IMMOBILIARE SPADARI SRL	Fonds propres	32.132.182,00	31.833.528,00	31.642.589,00	31.558.919,00	31.716.172,00	31.836.684,00	1.296.731,00	1.178.686,00	860.995,00	581.772,00
		Dettes LT	5.491.146,00	5.491.146,00	5.491.146,00	5.547.099,00	3.550.000,00	3.143.289,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	786.469,00	1.631.790,00	601.471,00	552.763,00	4.102.908,00	3.257.532,00	6.410.073,00	6.589.666,00	7.431.734,00	7.950.321,00
		Total Dettes	6.277.615,00	7.122.936,00	6.092.617,00	6.099.862,00	7.652.908,00	6.400.821,00	6.410.073,00	6.589.666,00	7.431.734,00	7.950.321,00
		RATIO	0,20	0,22	0,19	0,19	0,24	0,20	4,94	5,59	8,63	13,67
9	SUMUS SPA	Fonds propres	21.181.076,00	18.226.464,00	16.241.544,00	15.093.765,00	14.361.423,00	13.171.149,00	10.006.729,00	8.744.916,00	8.020.866,00	7.062.397,00
		Dettes LT	5.825.521,00	30.570.881,00	19.135.130,00	19.005.995,00	10.922.008,00	16.952.280,00	15.502.879,00	18.865.297,00	20.613.921,00	21.240.096,00
		Dettes CT	5.275.821,00	26.851.848,00	27.125.610,00	27.056.133,00	29.950.219,00	11.020.266,00	10.216.715,00	10.368.810,00	8.117.837,00	8.187.451,00
		Total Dettes	11.101.342,00	57.422.729,00	46.260.740,00	46.062.128,00	40.872.227,00	27.972.546,00	25.719.594,00	29.234.107,00	28.731.758,00	29.427.547,00
		RATIO	2,10	2,14	1,71	1,70	1,36	2,54	2,52	2,82	3,54	3,59
10	IMMOBILIARE ROYAL ANIENE S.R.L.	Fonds propres	687.120,00	706.223,00	687.120,00	684.059,00	2.102.124,00	1.878.514,00	38.693.549,00	3.362.469,00	3.288.453,00	3.270.329,00
		Dettes LT	37.164.174,00	36.974.419,00	37.020.304,00	40.555.947,00	7.091.143,00	10.636.714,00	14.186.633,00	3.604,00	2.908,00	2.250,00
		Dettes CT	3.678,00	3.666,00	3.261.451,00	1.926.874,00	35.880.289,00	35.743.617,00	5.302.871,00	577.778,00	693.837,00	1.049.924,00
		Total Dettes	37.167.852,00	36.978.085,00	40.281.755,00	42.482.821,00	42.971.432,00	46.380.331,00	19.489.504,00	581.382,00	696.745,00	1.052.174,00
		RATIO	54,09	52,36	58,62	62,10	20,44	24,69	0,50	0,17	0,21	0,32

Total du bilan entre EUR 43 millions et EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	IN.AL.PI. S.P.A.	Fonds propres	12.371.664,00	11.539.411,00	11.183.373,00	10.797.455,00	9.984.688,00	9.684.267,00	7.229.775,00	7.184.392,00	7.564.110,00	8.299.093,00
		Dettes LT	12.498.442,00	16.719.691,00	19.225.187,00	16.697.833,00	18.164.675,00	7.345.417,00	8.590.022,00	9.008.139,00	10.615.378,00	8.391.486,00
		Dettes CT	64.040.180,00	57.423.056,00	55.344.701,00	43.715.039,00	24.782.438,00	21.427.602,00	16.699.190,00	16.901.267,00	13.784.538,00	13.477.737,00
		Total Dettes	76.538.622,00	74.142.747,00	74.569.888,00	60.412.872,00	42.947.113,00	28.773.019,00	25.289.212,00	25.909.406,00	24.399.916,00	21.869.223,00
		RATIO	6,12	4,43	3,88	3,62	2,36	3,92	2,94	2,88	2,30	2,61
2	TCI - TELECOMUNICAZIO NI ITALIA - S.R.L.	Fonds propres	7.926.759,00	6.044.833,00	4.767.912,00	4.184.812,00	3.843.824,00	3.586.873,00	3.402.332,00	3.211.832,00	2.487.172,00	1.160.323,00
		Dettes LT	6.595.809,00	7.336.094,00	6.059.130,00	4.220.961,00	4.303.127,00	4.982.344,00	5.677.606,00	5.899.985,00	1.762.004,00	1.477.028,00
		Dettes CT	47.635.655,00	45.767.571,00	46.044.823,00	37.213.985,00	32.511.801,00	37.577.397,00	31.928.535,00	26.773.135,00	29.827.288,00	26.722.898,00
		Total Dettes	54.231.464,00	53.103.665,00	52.103.953,00	41.434.946,00	36.814.928,00	42.559.741,00	37.606.141,00	32.673.120,00	31.589.292,00	28.199.926,00
		RATIO	6,84	8,78	10,93	9,90	9,58	11,87	11,05	10,17	12,70	24,30
3	TCI - TELECOMUNICAZIO NI ITALIA - S.R.L.	Fonds propres	7.926.759,00	6.044.833,00	4.767.912,00	4.184.812,00	3.843.824,00	3.586.873,00	3.402.332,00	3.211.832,00	2.487.172,00	1.160.323,00
		Dettes LT	6.595.809,00	7.336.094,00	6.059.130,00	4.220.961,00	4.303.127,00	4.982.344,00	5.677.606,00	5.899.985,00	1.762.004,00	1.477.028,00
		Dettes CT	47.635.655,00	45.767.571,00	46.044.823,00	37.213.985,00	32.511.801,00	37.577.397,00	31.928.535,00	26.773.135,00	29.827.288,00	26.722.898,00
		Total Dettes	54.231.464,00	53.103.665,00	52.103.953,00	41.434.946,00	36.814.928,00	42.559.741,00	37.606.141,00	32.673.120,00	31.589.292,00	28.199.926,00
		RATIO	6,84	8,78	10,93	9,90	9,58	11,87	11,05	10,17	12,70	24,30
4	MEURICE S.P.A.	Fonds propres	25.572.015,00	20.841.993,00	17.520.275,00	13.613.066,00	14.841.931,00	17.226.015,00	15.951.481,00	13.386.633,00	14.499.834,00	8.135.558,00
		Dettes LT	10.096.048,00	14.996.139,00	20.495.550,00	24.381.527,00	34.614.121,00	39.691.247,00	44.350.744,00	46.497.264,00	44.190.144,00	59.279.189,00
		Dettes CT	15.467.905,00	13.706.201,00	13.897.808,00	12.210.137,00	9.071.220,00	9.496.505,00	11.911.302,00	8.432.778,00	10.250.485,00	9.713.076,00
		Total Dettes	25.563.953,00	28.702.340,00	34.393.358,00	36.591.664,00	43.685.341,00	49.187.752,00	56.262.046,00	54.930.042,00	54.440.629,00	68.992.265,00
		RATIO	1,00	1,38	1,96	2,69	2,94	2,86	3,53	4,10	3,75	8,48
5	GOLDONI S.P.A.	Fonds propres	9.388.355,00	13.651.474,00	17.789.919,00	18.443.600,00	19.237.085,00	24.345.060,00	16.025.401,00	15.075.299,00	14.314.237,00	13.645.809,00
		Dettes LT	10.646.863,00	14.737.302,00	16.195.993,00	22.947.022,00	26.328.557,00	32.821.517,00	31.719.593,00	24.636.413,00	21.212.359,00	21.465.660,00
		Dettes CT	56.882.590,00	36.442.543,00	35.412.874,00	24.010.821,00	26.728.792,00	41.619.002,00	40.887.613,00	33.655.158,00	31.839.317,00	31.096.365,00
		Total Dettes	67.529.453,00	51.179.845,00	51.608.867,00	46.957.843,00	53.057.349,00	74.440.519,00	72.607.206,00	58.291.571,00	53.051.676,00	52.562.025,00
		RATIO	7,19	3,75	2,90	2,55	2,76	3,06	4,53	3,87	3,71	3,85

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	PARPAS S.P.A.	Fonds propres	18.256.508,00	17.983.951,00	17.554.327,00	16.918.691,00	16.826.598,00	14.165.380,00	7.266.338,00	7.188.577,00	7.155.632,00	7.124.475,00
		Dettes LT	9.882.191,00	10.982.333,00	8.798.592,00	9.649.744,00	8.031.527,00	4.656.978,00	1.835.523,00	1.760.965,00	1.519.445,00	1.646.894,00
		Dettes CT	29.127.256,00	25.761.947,00	28.005.698,00	22.670.081,00	22.240.308,00	23.102.430,00	31.855.274,00	23.846.497,00	24.660.313,00	24.415.268,00
		Total Dettes	39.009.447,00	36.744.280,00	36.804.290,00	32.319.825,00	30.271.835,00	27.759.408,00	33.690.797,00	25.607.462,00	26.179.758,00	26.062.162,00
		RATIO	2,14	2,04	2,10	1,91	1,80	1,96	4,64	3,56	3,66	3,66
7	MARGHERITA - SOCIETA' PER AZIONI	Fonds propres	25.447.628,00	25.246.482,00	25.331.318,00	25.466.301,00	23.212.972,00	17.698.333,00	17.478.523,00	17.512.073,00	17.182.649,00	18.810.876,00
		Dettes LT	2.483.213,00	2.040.709,00	2.175.863,00	2.311.810,00	2.137.366,00	544.964,00	579.710,00	374.671,00	831.604,00	2.272.206,00
		Dettes CT	32.232.868,00	30.973.965,00	25.805.563,00	21.929.380,00	17.303.445,00	4.582.515,00	5.370.574,00	9.161.145,00	12.515.994,00	12.455.794,00
		Total Dettes	34.716.081,00	33.014.674,00	27.981.426,00	24.241.190,00	19.440.811,00	5.127.479,00	5.950.284,00	9.535.816,00	13.347.598,00	14.728.000,00
		RATIO	1,36	1,31	1,10	0,95	0,84	0,29	0,34	0,54	0,78	0,78
8	QUI! SERVICES S.R.L.	Fonds propres	1.017.878,00	458.977,00	298.015,00	446.969,00	363.906,00	201.140,00	151.941,00	86.685,00	83.134,00	55.706,00
		Dettes LT	357.600,00	404.509,00	381.524,00	262.153,00	199.230,00	200.676,00	150.507,00	85.407,00	1.138.696,00	1.132.408,00
		Dettes CT	55.036.801,00	36.835.645,00	27.283.691,00	26.260.261,00	24.152.071,00	22.682.762,00	17.567.203,00	29.195.375,00	31.467.430,00	30.846.422,00
		Total Dettes	55.394.401,00	37.240.154,00	27.665.215,00	26.522.414,00	24.351.301,00	22.883.438,00	17.717.710,00	29.280.782,00	32.606.126,00	31.978.830,00
		RATIO	54,42	81,14	92,83	59,34	66,92	113,77	116,61	337,78	392,21	574,06
9	ASFALTI SINTEX SPA	Fonds propres	79.693.963,00	81.174.261,00	81.645.526,00	69.666.211,00	67.059.344,00	52.798.377,00	53.486.691,00	1.985.097,00	-1.640.972,00	6.147.757,00
		Dettes LT	1.513.400,00	1.466.711,00	1.417.270,00	1.418.112,00	1.503.245,00	52.248.198,00	3.551.065,00	1.544.174,00	1.883.261,00	2.786.703,00
		Dettes CT	17.959.081,00	15.502.055,00	19.000.393,00	11.499.312,00	45.828.645,00	16.637.510,00	65.974.111,00	64.202.388,00	81.342.263,00	67.164.919,00
		Total Dettes	19.472.481,00	16.968.766,00	20.417.663,00	12.917.424,00	47.331.890,00	68.885.708,00	69.525.176,00	65.746.562,00	83.225.524,00	69.951.622,00
		RATIO	0,24	0,21	0,25	0,19	0,71	1,30	1,30	33,12	-50,72	11,38
10	FINANZIARIA 2000 SOCIETA A RESPONSABILITA LIMITATA	Fonds propres	37.198.531,00	37.210.835,00	37.208.788,00	37.116.213,00	37.146.542,00	37.173.134,00	37.196.811,00	37.211.564,00	37.249.617,00	20.954,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	10.718.618,00	10.708.418,00	10.718.335,00	10.420.565,00	17.059.566,00	9.362.757,00	6.512.757,00	4.958.257,00	5.018.770,00	16.201.668,00
		Total Dettes	10.718.618,00	10.708.418,00	10.718.335,00	10.420.565,00	17.059.566,00	9.362.757,00	6.512.757,00	4.958.257,00	5.018.770,00	16.201.668,00
		RATIO	0,29	0,29	0,29	0,28	0,46	0,25	0,18	0,13	0,13	773,20

Total du bilan supérieur à EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	CONAD CENTRO NORD SOCIETA' COOPERATIVA	Fonds propres	175.527.587,00	159.924.261,00	145.874.309,00	136.139.937,00	129.171.485,00	119.759.854,00	97.098.302,00	89.042.974,00	82.971.270,00	74.867.213,00
		Dettes LT	93.320.726,00	95.071.608,00	52.845.307,00	50.851.873,00	39.622.909,00	46.181.888,00	78.915.063,00	56.155.602,00	37.219.171,00	41.841.310,00
		Dettes CT	294.864.885,00	292.128.601,00	268.367.659,00	247.439.777,00	222.148.897,00	198.976.377,00	166.346.530,00	167.549.327,00	166.388.841,00	138.964.631,00
		Total Dettes	388.185.611,00	387.200.209,00	321.212.966,00	298.291.650,00	261.771.806,00	245.158.265,00	245.261.593,00	223.704.929,00	203.608.012,00	180.805.941,00
		RATIO	2,21	2,42	2,20	2,19	2,03	2,05	2,53	2,51	2,45	2,42
2	COLUSSI S.P.A.	Fonds propres	70.516.000,00	73.320.000,00	77.221.000,00	80.766.000,00	52.831.000,00	46.447.000,00	39.928.000,00	34.031.000,00	31.121.000,00	26.407.000,00
		Dettes LT	57.944.000,00	69.278.000,00	79.700.000,00	75.697.000,00	82.655.000,00	65.586.000,00	52.653.000,00	68.038.000,00	48.745.000,00	57.317.000,00
		Dettes CT	204.876.000,00	232.716.000,00	229.929.000,00	214.344.000,00	168.574.000,00	160.484.000,00	144.102.000,00	125.549.000,00	140.267.000,00	124.748.000,00
		Total Dettes	262.820.000,00	301.994.000,00	309.629.000,00	290.041.000,00	251.229.000,00	226.070.000,00	196.755.000,00	193.587.000,00	189.012.000,00	182.065.000,00
		RATIO	2,91	3,17	2,98	2,65	3,19	3,46	3,61	3,69	4,51	4,72
3	PROMA S.P.A.	Fonds propres	71.713.364,00	69.761.349,00	60.687.418,00	57.141.233,00	54.241.209,00	32.848.723,00	34.013.305,00	34.762.574,00	35.102.988,00	30.989.647,00
		Dettes LT	51.886.312,00	53.824.182,00	52.712.545,00	48.272.033,00	46.971.081,00	56.452.923,00	69.388.660,00	59.793.389,00	48.535.299,00	54.738.784,00
		Dettes CT	137.097.601,00	113.570.667,00	121.819.958,00	101.917.079,00	122.375.213,00	150.510.944,00	154.082.248,00	155.535.074,00	133.151.095,00	137.457.449,00
		Total Dettes	188.983.913,00	167.394.849,00	174.532.503,00	150.189.112,00	169.346.294,00	206.963.867,00	223.470.908,00	215.328.463,00	181.686.394,00	192.196.233,00
		RATIO	2,64	2,40	2,88	2,63	3,12	6,30	6,57	6,19	5,18	6,20
4	SICES S.P.A.	Fonds propres	13.206.054,00	11.861.302,00	5.292.318,00	2.304.695,00	4.660.664,00	2.577.400,00	46.305,00	34.201,00	33.405,00	193.550,00
		Dettes LT	5.331.688,00	5.851.610,00	1.587.858,00	1.808.044,00	1.944.869,00	2.123.592,00	28.734,00	21.259,00	14.280,00	10.766,00
		Dettes CT	188.490.319,00	146.431.937,00	19.333.846,00	12.608.196,00	18.159.422,00	13.285.536,00	299.623,00	308.382,00	293.120,00	368.740,00
		Total Dettes	193.822.007,00	152.283.547,00	20.921.704,00	14.416.240,00	20.104.291,00	15.409.128,00	328.357,00	329.641,00	307.400,00	379.506,00
		RATIO	14,68	12,84	3,95	6,26	4,31	5,98	7,09	9,64	9,20	1,96
5	NUOVA OMPI S.R.L.	Fonds propres	67.513.529,00	53.959.942,00	44.654.306,00	34.837.870,00	30.979.010,00	27.836.205,00	27.563.920,00	23.640.024,00	22.257.612,00	18.054.119,00
		Dettes LT	24.555.761,00	24.542.892,00	30.700.086,00	9.871.134,00	21.458.764,00	16.622.858,00	17.624.174,00	11.858.782,00	10.846.402,00	9.654.759,00
		Dettes CT	54.357.327,00	58.096.063,00	32.677.460,00	43.160.129,00	32.029.398,00	31.952.537,00	23.030.325,00	21.166.353,00	20.954.927,00	17.042.700,00
		Total Dettes	78.913.088,00	82.638.955,00	63.377.546,00	53.031.263,00	53.488.162,00	48.575.395,00	40.654.499,00	33.025.135,00	31.801.329,00	26.697.459,00
		RATIO	1,17	1,53	1,42	1,52	1,73	1,75	1,47	1,40	1,43	1,48

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	LASERLINE S.P.A.	Fonds propres	40.583.186,00	39.667.000,00	38.577.098,00	36.455.550,00	35.099.903,00	48.474.410,00	48.232.248,00	49.363.929,00	49.231.817,00	46.152.210,00
		Dettes LT	14.465.666,00	12.825.000,00	16.942.087,00	28.354.085,00	34.611.922,00	42.691.603,00	35.200.541,00	21.008.768,00	37.415.668,00	44.151.902,00
		Dettes CT	79.859.592,00	77.513.000,00	82.805.503,00	74.517.969,00	60.884.126,00	72.313.529,00	82.969.017,00	86.268.418,00	87.131.768,00	77.117.146,00
		Total Dettes	94.325.258,00	90.338.000,00	99.747.590,00	102.872.054,00	95.496.048,00	115.005.132,00	118.169.558,00	107.277.186,00	124.547.436,00	121.269.048,00
		RATIO	2,32	2,28	2,59	2,82	2,72	2,37	2,45	2,17	2,53	2,63
7	AEROPORTO GUGLIELMO MARCONI DI BOLOGNA S.P.A.	Fonds propres	121.112.642,00	118.814.101,00	117.749.239,00	115.474.056,00	111.068.081,00	106.687.412,00	103.134.351,00	96.552.635,00	73.973.156,00	73.972.300,00
		Dettes LT	39.820.662,00	45.499.544,00	55.403.157,00	56.476.269,00	63.134.416,00	69.462.993,00	67.178.418,00	51.555.390,00	44.973.773,00	9.450.470,00
		Dettes CT	44.800.417,00	40.034.626,00	41.025.844,00	37.927.828,00	31.584.108,00	28.051.984,00	28.419.812,00	38.608.220,00	74.657.494,00	109.681.407,00
		Total Dettes	84.621.079,00	85.534.170,00	96.429.001,00	94.404.097,00	94.718.524,00	97.514.977,00	95.598.230,00	90.163.610,00	119.631.267,00	119.131.877,00
		RATIO	0,70	0,72	0,82	0,82	0,85	0,91	0,93	0,93	1,62	1,61
8	GENERALI PROPERTIES S.P.A. (k)	Fonds propres	1.960.023,00	1.865.030,00	1.995.701,00	2.271.181,00	2.256.421,00	2.987.985,00	3.042.968,00	3.080.264,00	2.907.923,00	2.006.916,00
		Dettes LT	34.457,00	46.303,00	408.187,00	501.001,00	512.788,00	523.140,00	552.145,00	799.725,00	787.471,00	1.293.350,00
		Dettes CT	46.510,00	398.594,00	45.896,00	42.517,00	54.750,00	185.316,00	504.069,00	282.273,00	941.278,00	282.992,00
		Total Dettes	80.967,00	444.897,00	454.083,00	543.518,00	567.538,00	708.456,00	1.056.214,00	1.081.998,00	1.728.749,00	1.576.342,00
		RATIO	0,04	0,24	0,23	0,24	0,25	0,24	0,35	0,35	0,59	0,79
9	HABITAT S.P.A. % HABITAT A.G.	Fonds propres	93.970.016,00	89.239.735,00	86.515.880,00	86.028.297,00	48.767.280,00	48.731.687,00	48.192.473,00	46.685.931,00	44.372.136,00	38.903.598,00
		Dettes LT	85.067.917,00	85.923.437,00	86.562.069,00	87.296.773,00	101.755.839,00	72.304.053,00	66.355.901,00	77.423.732,00	73.397.436,00	62.359.393,00
		Dettes CT	62.085.061,00	62.256.330,00	64.954.649,00	51.885.802,00	40.372.679,00	65.113.678,00	68.341.569,00	77.306.868,00	53.396.958,00	60.172.943,00
		Total Dettes	147.152.978,00	148.179.767,00	151.516.718,00	139.182.575,00	142.128.518,00	137.417.731,00	134.697.470,00	154.730.600,00	126.794.394,00	122.532.336,00
		RATIO	1,57	1,66	1,75	1,62	2,91	2,82	2,79	3,31	2,86	3,15
10	COSTRUZIONI FALCIONE GEOM. LUIGI - S.R.L.	Fonds propres	-25.718.661,00	-17.839.631,00	1.809.880,00	5.122.537,00	10.327.899,00	7.782.815,00	6.483.284,00	6.152.306,00	6.901.669,00	6.738.313,00
		Dettes LT	64.513.447,00	21.838.650,00	27.724.977,00	21.602.453,00	17.552.093,00	35.576.014,00	40.958.802,00	18.165.323,00	16.792.492,00	11.117.461,00
		Dettes CT	106.000.884,00	176.897.469,00	165.076.422,00	179.708.930,00	162.760.038,00	144.049.461,00	112.523.125,00	105.337.689,00	99.729.367,00	88.667.109,00
		Total Dettes	170.514.331,00	198.736.119,00	192.801.399,00	201.311.383,00	180.312.131,00	179.625.475,00	153.481.927,00	123.503.012,00	116.521.859,00	99.784.570,00
		RATIO	-6,63	-11,14	106,53	39,30	17,46	23,08	23,67	20,07	16,88	14,81

Annexe 3 : Données Pays-Bas

Total du bilan inférieur à EUR 10 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	B.L.C. HOLDING B.V.	Fonds propres	267.750,00	262.762,00	253.759,00	239.396,00	251.237,00	326.950,00	315.600,00	1.086.355,00	1.240.583,00	1.214.781,00
		Dettes LT	327.285,00	360.423,00	393.561,00	421.176,00	400.235,00	307.902,00	307.902,00	307.921,00	307.902,00	307.902,00
		Dettes CT	25.884,00	20.662,00	7.622,00	1.795,00	10.497,00	15.565,00	21.738,00	3.000,00	10.433,00	3.511,00
		Total Dettes	353.169,00	381.085,00	401.183,00	422.971,00	410.732,00	323.467,00	329.640,00	310.921,00	318.335,00	311.413,00
		RATIO	1,32	1,45	1,58	1,77	1,63	0,99	1,04	0,29	0,26	0,26
2	CANTHARUS B.V.	Fonds propres	192.065,00	214.337,00	177.712,00	131.717,00	99.945,00	91.319,00	19.080,00	124.147,00	150.433,00	129.924,00
		Dettes LT	51.075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28.617,00	32.367,00	37.367,00	42.367,00
		Dettes CT	252.675,00	258.274,00	265.645,00	347.342,00	335.682,00	346.688,00	260.138,00	214.200,00	222.901,00	167.122,00
		Total Dettes	303.750,00	258.274,00	265.645,00	347.342,00	335.682,00	346.688,00	288.755,00	246.567,00	260.268,00	209.489,00
		RATIO	1,58	1,20	1,49	2,64	3,36	3,80	15,13	1,99	1,73	1,61
3	EFWEE HOLDING B.V.	Fonds propres	1.295.889,00	1.251.550,00	1.109.613,00	1.142.437,00	1.178.050,00	1.303.298,00	1.231.263,00	1.237.696,00	1.151.972,00	1.130.891,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131.466,00
		Dettes CT	25.244,00	63.489,00	153.832,00	99.860,00	84.859,00	32.763,00	60.257,00	44.634,00	44.178,00	28.210,00
		Total Dettes	25.244,00	63.489,00	153.832,00	99.860,00	84.859,00	32.763,00	60.257,00	44.634,00	44.178,00	159.676,00
		RATIO	0,02	0,05	0,14	0,09	0,07	0,03	0,05	0,04	0,04	0,14
4	H. VAN VLASTUIN HOLDING B.V.	Fonds propres	759.977,00	525.120,00	408.773,00	273.069,00	58.637,00	95.269,00	283.213,00	487.191,00	679.803,00	443.728,00
		Dettes LT	227.684,00	191.950,00	191.950,00	191.950,00	165.319,00	150.144,00	139.391,00	139.045,00	139.045,00	430.712,00
		Dettes CT	2.496,00	3.997,00	3.996,00	15.673,00	15.592,00	19.912,00	18.514,00	19.430,00	17.677,00	40.349,00
		Total Dettes	230.180,00	195.947,00	195.946,00	207.623,00	180.911,00	170.056,00	157.905,00	158.475,00	156.722,00	471.061,00
		RATIO	0,30	0,37	0,48	0,76	3,09	1,79	0,56	0,33	0,23	1,06
5	J. BOS BEERTA BEHEER B.V.	Fonds propres	1.297.304,00	1.040.552,00	1.035.414,00	1.121.036,00	1.046.648,00	940.044,00	679.306,00	614.154,00	584.779,00	515.820,00
		Dettes LT	40.211,00	72.565,00	111.673,00	107.280,00	125.388,00	143.495,00	169.103,00	187.210,00	207.818,00	245.925,00
		Dettes CT	38.050,00	210.191,00	255.671,00	178.932,00	324.652,00	422.460,00	259.617,00	255.460,00	219.725,00	105.693,00
		Total Dettes	78.261,00	282.756,00	367.344,00	286.212,00	450.040,00	565.955,00	428.720,00	442.670,00	427.543,00	351.618,00
		RATIO	0,06	0,27	0,35	0,26	0,43	0,60	0,63	0,72	0,73	0,68

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	LELIVELD VERHUUR B.V.	Fonds propres	197.382,00	388.663,00	367.633,00	487.878,00	525.579,00	690.208,00	523.256,00	18.151,00	354.538,00	182.059,00
		Dettes LT	1.503.941,00	1.510.438,00	1.518.129,00	1.539.927,00	1.606.725,00	2.067.903,00	1.788.274,00	2.216.805,00	1.674.884,00	2.004.481,00
		Dettes CT	716.663,00	756.328,00	362.667,00	958.035,00	1.331.207,00	1.102.124,00	878.623,00	135.269,00	105.563,00	214.022,00
		Total Dettes	2.220.604,00	2.266.766,00	1.880.796,00	2.497.962,00	2.937.932,00	3.170.027,00	2.666.897,00	2.352.074,00	1.780.447,00	2.218.503,00
		RATIO	11,25	5,83	5,12	5,12	5,59	4,59	5,10	129,58	5,02	12,19
7	OENGA B.V.	Fonds propres	18.151,00	18.151,00	18.996,00	21.764,00	19.928,00	20.491,00	22.291,00	23.023,00	23.529,00	21.991,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	111.299,00	176.640,00	174.135,00	162.099,00	130.567,00	185.856,00	66.646,00	169.624,00	74.034,00	82.142,00
		Total Dettes	111.299,00	176.640,00	174.135,00	162.099,00	130.567,00	185.856,00	66.646,00	169.624,00	74.034,00	82.142,00
		RATIO	6,13	9,73	9,17	7,45	6,55	9,07	2,99	7,37	3,15	3,74
8	ROMÉDES ENGINEERING B.V.	Fonds propres	420.547,00	399.497,00	238.589,00	95.027,00	152.580,00	162.938,00	74.622,00	71.407,00	84.763,00	54.950,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	81.468,00	114.940,00	134.678,00	82.582,00	17.255,00	76.890,00	65.477,00	70.034,00	83.336,00	130.685,00
		Total Dettes	81.468,00	114.940,00	134.678,00	82.582,00	17.255,00	76.890,00	65.477,00	70.034,00	83.336,00	130.685,00
		RATIO	0,19	0,29	0,56	0,87	0,11	0,47	0,88	0,98	0,98	2,38
9	TIMMERMANS HOLDING B.V.	Fonds propres	3.011.460,00	3.226.379,00	2.721.790,00	2.324.976,00	2.509.839,00	2.385.763,00	1.653.385,00	819.267,00	513.215,00	441.000,00
		Dettes LT	437.009,00	541.803,00	515.688,00	494.274,00	455.768,00	422.034,00	397.620,00	309.124,00	272.450,00	269.475,00
		Dettes CT	116.741,00	522.533,00	315.189,00	7.116,00	42.262,00	18.714,00	6.591,00	2.589,00	38.015,00	19.754,00
		Total Dettes	553.750,00	1.064.336,00	830.877,00	501.390,00	498.030,00	440.748,00	404.211,00	311.713,00	310.465,00	289.229,00
		RATIO	0,18	0,33	0,31	0,22	0,20	0,18	0,24	0,38	0,60	0,66
10	W.F.M. HAARHUIS BEHEER B.V.	Fonds propres	439.435,00	753.901,00	752.503,00	744.094,00	754.891,00	392.364,00	419.226,00	280.512,00	249.200,00	228.424,00
		Dettes LT	92.463,00	88.216,00	83.595,00	80.179,00	77.660,00	64.135,00	64.135,00	62.321,00	49.249,00	42.753,00
		Dettes CT	29.313,00	10.718,00	2.021,00	2.751,00	3.263,00	89.409,00	73.278,00	45.629,00	7.211,00	10.946,00
		Total Dettes	121.776,00	98.934,00	85.616,00	82.930,00	80.923,00	153.544,00	137.413,00	107.950,00	56.460,00	53.699,00
		RATIO	0,28	0,13	0,11	0,11	0,11	0,39	0,33	0,38	0,23	0,24

Total du bilan entre EUR 10 millions et EUR 20 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	STICHTING BUREAU KREDIET REGISTRATIE (BKR) (k)	Fonds propres	13.071,00	12.894,00	13.227,00	13.145,00	12.970,00	11.949,00	11.661,00	10.405,00	8.770,00	7.277,00
		Dettes LT	812,00	815,00	1.105,00	964,00	1.118,00	2.425,00	2.458,00	2.378,00	2.271,00	1.544,00
		Dettes CT	2.270,00	3.370,00	3.166,00	3.550,00	3.666,00	4.990,00	5.126,00	6.078,00	4.338,00	4.352,00
		Total Dettes	3.082,00	4.185,00	4.271,00	4.514,00	4.784,00	7.415,00	7.584,00	8.456,00	6.609,00	5.896,00
		RATIO	0,24	0,32	0,32	0,34	0,37	0,62	0,65	0,81	0,75	0,81
2	B.V. ALGEMENE MAATSCHAPPIJ TOT BELEGGING IN ONROEREND GOED "	Fonds propres	1.649.688,00	2.066.010,00	2.364.173,00	2.458.215,00	2.454.390,00	2.531.461,00	2.557.865,00	2.704.872,00	2.684.105,00	2.705.061,00
		Dettes LT	11.889.620,00	10.237.202,00	10.368.045,00	11.770.122,00	12.214.436,00	12.407.927,00	6.007.276,00	5.807.201,00	6.083.831,00	4.031.427,00
		Dettes CT	3.283.362,00	4.454.951,00	3.984.347,00	3.500.002,00	3.233.807,00	2.841.176,00	505.822,00	431.063,00	509.439,00	806.833,00
		Total Dettes	15.172.982,00	14.692.153,00	14.352.392,00	15.270.124,00	15.448.243,00	15.249.103,00	6.513.098,00	6.238.264,00	6.593.270,00	4.838.260,00
		RATIO	9,20	7,11	6,07	6,21	6,29	6,02	2,55	2,31	2,46	1,79
3	CARBOSITE B.V.	Fonds propres	-3.034.878,00	-3.090.774,00	-2.762.305,00	-2.318.229,00	-1.910.651,00	-1.708.244,00	-603.071,00	6.743,00	4.406,00	18.151,00
		Dettes LT	14.664.100,00	14.664.100,00	14.664.100,00	14.664.100,00	14.664.100,00	14.664.100,00	14.664.100,00	14.100,00	14.100,00	0,00
		Dettes CT	3.499.878,00	1.476.848,00	2.411.042,00	2.481.953,00	2.540.067,00	2.531.522,00	752.348,00	248.325,00	250.662,00	0,00
		Total Dettes	18.163.978,00	16.140.948,00	17.075.142,00	17.146.053,00	17.204.167,00	17.195.622,00	15.416.448,00	262.425,00	264.762,00	0,00
		RATIO	-5,99	-5,22	-6,18	-7,40	-9,00	-10,07	-25,56	38,92	60,09	0,00
4	EUREGIO RECYCLING B.V.	Fonds propres	7.687.097,00	7.538.965,00	8.250.801,00	8.241.246,00	7.833.945,00	6.716.242,00	5.641.295,00	342.857,00	93.969,00	1.901.623,00
		Dettes LT	100.000,00	0,00	200.000,00	400.000,00	4.663.304,00	5.177.460,00	3.419.994,00	4.371.407,00	4.950.662,00	5.261.399,00
		Dettes CT	11.073.011,00	11.164.595,00	5.999.002,00	14.394.275,00	7.504.610,00	8.751.043,00	5.181.507,00	8.503.368,00	5.900.227,00	5.963.612,00
		Total Dettes	11.173.011,00	11.164.595,00	6.199.002,00	14.794.275,00	12.167.914,00	13.928.503,00	8.601.501,00	12.874.775,00	10.850.889,00	11.225.011,00
		RATIO	1,45	1,48	0,75	1,80	1,55	2,07	1,52	37,55	115,47	5,90
5	HENK DE CARPENTIER BEHEER B.V.	Fonds propres	7.605.759,00	8.708.110,00	8.431.669,00	8.314.307,00	8.211.855,00	6.287.836,00	5.688.545,00	5.526.004,00	5.305.961,00	4.988.256,00
		Dettes LT	1.466.726,00	1.300.510,00	278.605,00	258.032,00	255.252,00	255.252,00	255.252,00	255.252,00	255.252,00	255.252,00
		Dettes CT	1.153.143,00	1.740.002,00	776.850,00	465.473,00	407.422,00	358.039,00	136.975,00	94.907,00	49.688,00	84.624,00
		Total Dettes	2.619.869,00	3.040.512,00	1.055.455,00	723.505,00	662.674,00	613.291,00	392.227,00	350.159,00	304.940,00	339.876,00
		RATIO	0,34	0,35	0,13	0,09	0,08	0,10	0,07	0,06	0,06	0,07

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	KAAS-PACK ONROEREND GOED B.V.	Fonds propres	4.518.876,00	3.986.984,00	3.525.740,00	3.419.491,00	3.218.259,00	3.621.973,00	2.899.948,00	2.522.319,00	3.038.677,00	2.615.615,00
		Dettes LT	2.264.218,00	2.333.905,00	2.451.683,00	2.712.500,00	2.948.752,00	2.191.213,00	2.497.500,00	3.047.500,00	3.597.500,00	2.615.536,00
		Dettes CT	4.784.150,00	3.595.226,00	3.476.604,00	2.264.406,00	2.029.868,00	2.985.190,00	4.060.956,00	3.715.885,00	3.108.809,00	3.117.072,00
		Total Dettes	7.048.368,00	5.929.131,00	5.928.287,00	4.976.906,00	4.978.620,00	5.176.403,00	6.558.456,00	6.763.385,00	6.706.309,00	5.732.608,00
		RATIO	1,56	1,49	1,68	1,46	1,55	1,43	2,26	2,68	2,21	2,19
7	MOL AGROCOM B.V.	Fonds propres	3.219.701,00	2.792.407,00	2.790.372,00	2.622.531,00	3.023.527,00	2.330.809,00	1.687.511,00	976.072,00	743.676,00	600.235,00
		Dettes LT	4.323.406,00	4.593.357,00	4.850.523,00	5.071.782,00	5.169.143,00	2.813.024,00	1.789.053,00	2.031.671,00	2.309.843,00	2.588.943,00
		Dettes CT	3.853.361,00	5.671.815,00	4.625.479,00	5.950.594,00	5.044.077,00	3.365.169,00	3.282.305,00	2.032.413,00	1.773.283,00	1.829.563,00
		Total Dettes	8.176.767,00	10.265.172,00	9.476.002,00	11.022.376,00	10.213.220,00	6.178.193,00	5.071.358,00	4.064.084,00	4.083.126,00	4.418.506,00
		RATIO	2,54	3,68	3,40	4,20	3,38	2,65	3,01	4,16	5,49	7,36
8	RECREATIEPARK PORT GREVE B.V.	Fonds propres	-2.666.893,00	-2.218.107,00	-1.936.871,00	-1.489.272,00	1.705.984,00	1.748.851,00	1.854.437,00	11.529.241,00	11.332.845,00	6.440.444,00
		Dettes LT	0,00	0,00	409.862,00	390.344,00	371.756,00	354.008,00	13.361.093,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	16.678.020,00	16.296.673,00	15.920.784,00	15.434.480,00	14.465.160,00	13.908.221,00	2.031.308,00	5.284.636,00	5.074.204,00	21.365.828,00
		Total Dettes	16.678.020,00	16.296.673,00	16.330.646,00	15.824.824,00	14.836.916,00	14.262.229,00	15.392.401,00	5.284.636,00	5.074.204,00	21.365.828,00
		RATIO	-6,25	-7,35	-8,43	-10,63	8,70	8,16	8,30	0,46	0,45	3,32
9	THE MEDICAL EXPORT GROUP B.V.	Fonds propres	6.587.065,00	5.504.519,00	3.748.449,00	3.409.737,00	3.160.830,00	3.042.628,00	2.929.013,00	1.985.083,00	1.744.475,00	1.655.544,00
		Dettes LT	213.203,00	184.749,00	114.490,00	97.179,00	95.643,00	93.953,00	72.238,00	2.188.268,00	2.304.767,00	2.201.294,00
		Dettes CT	10.093.074,00	14.821.514,00	4.780.970,00	5.616.398,00	1.828.059,00	3.749.680,00	5.232.588,00	1.768.856,00	2.277.669,00	1.838.336,00
		Total Dettes	10.306.277,00	15.006.263,00	4.895.460,00	5.713.577,00	1.923.702,00	3.843.633,00	5.304.826,00	3.957.124,00	4.582.436,00	4.039.630,00
		RATIO	1,56	2,73	1,31	1,68	0,61	1,26	1,81	1,99	2,63	2,44
10	WARENHUIS VANDERVEEN B.V.	Fonds propres	7.602.249,00	7.573.024,00	7.565.634,00	7.515.587,00	8.567.465,00	8.434.804,00	8.091.373,00	7.743.426,00	7.297.884,00	6.669.679,00
		Dettes LT	4.623.372,00	4.737.783,00	4.048.012,00	1.264.342,00	1.583.431,00	1.637.586,00	1.633.073,00	1.629.858,00	1.758.502,00	1.724.541,00
		Dettes CT	1.435.388,00	1.375.855,00	904.376,00	619.316,00	544.982,00	651.660,00	746.700,00	694.085,00	646.411,00	589.125,00
		Total Dettes	6.058.760,00	6.113.638,00	4.952.388,00	1.883.658,00	2.128.413,00	2.289.246,00	2.379.773,00	2.323.943,00	2.404.913,00	2.313.666,00
		RATIO	0,80	0,81	0,65	0,25	0,25	0,27	0,29	0,30	0,33	0,35

Total du bilan entre EUR 20 millions et EUR 43 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	SHIN-ETSU SILICONES EUROPE B.V.	Fonds propres	26.980.726,00	26.653.322,00	25.864.185,00	24.125.000,00	23.071.296,00	23.586.000,00	21.667.719,00	19.303.413,00	17.576.000,00	16.429.000,00
		Dettes LT	763.431,00	243.299,00	213.286,00	184.000,00	111.083,00	-17.000,00	2.226,00	40.326,00	43.000,00	0,00
		Dettes CT	12.169.630,00	11.099.035,00	12.549.737,00	10.812.000,00	6.625.260,00	7.205.000,00	8.070.599,00	7.726.129,00	6.068.000,00	5.599.000,00
		Total Dettes	12.933.061,00	11.342.334,00	12.763.023,00	10.996.000,00	6.736.343,00	7.188.000,00	8.072.825,00	7.766.455,00	6.111.000,00	5.599.000,00
		RATIO	0,48	0,43	0,49	0,46	0,29	0,30	0,37	0,40	0,35	0,34
2	AVAYA NEDERLAND B.V.	Fonds propres	26.956.417,00	27.841.087,00	25.693.269,00	26.380.086,00	28.868.314,00	23.467.228,00	19.731.586,00	19.270.155,00	21.054.000,00	25.706.000,00
		Dettes LT	1.271.533,00	1.048.507,00	693.719,00	884.327,00	317.716,00	5.208.558,00	4.202.536,00	3.603.379,00	1.075.000,00	1.469.000,00
		Dettes CT	11.934.451,00	10.032.338,00	11.301.683,00	15.141.392,00	10.278.401,00	11.960.121,00	13.405.132,00	10.249.416,00	9.474.000,00	9.108.000,00
		Total Dettes	13.205.984,00	11.080.845,00	11.995.402,00	16.025.719,00	10.596.117,00	17.168.679,00	17.607.668,00	13.852.795,00	10.549.000,00	10.577.000,00
		RATIO	0,49	0,40	0,47	0,61	0,37	0,73	0,89	0,72	0,50	0,41
3	N.V. KONINKLIJKE DELFTSCH AARDEWERKFABRIEK "DE PORCELEYNE FLES ANNO 1653" VOORHEEN JOOST THOOF EN LABOUCHERE	Fonds propres	9.819,00	10.152,00	9.976,00	9.836,00	10.582,00	10.505,00	4.301,00	3.695,00	3.682,00	3.538,00
		Dettes LT	703,00	159,00	189,00	1.167,00	992,00	1.086,00	318,00	316,00	278,00	19,00
		Dettes CT	11.506,00	10.242,00	9.046,00	10.077,00	7.896,00	8.955,00	570,00	894,00	1.349,00	1.467,00
		Total Dettes	12.209,00	10.401,00	9.235,00	11.244,00	8.888,00	10.041,00	888,00	1.210,00	1.627,00	1.486,00
		RATIO	1,24	1,02	0,93	1,14	0,84	0,96	0,21	0,33	0,44	0,42
4	B.V. RECREATIEMAATSCHA PPIJ RIVIERENGEBIED	Fonds propres	26.544,00	25.148,00	24.765,00	20.390,00	20.663,00	20.551,00	23.536,00	25.824,00	26.001,00	25.820,00
		Dettes LT	5.449,00	5.543,00	5.361,00	5.603,00	6.018,00	6.049,00	6.139,00	3.442,00	3.359,00	3.401,00
		Dettes CT	523,00	482,00	784,00	409,00	924,00	958,00	559,00	616,00	507,00	362,00
		Total Dettes	5.972,00	6.025,00	6.145,00	6.012,00	6.942,00	7.007,00	6.698,00	4.058,00	3.866,00	3.763,00
		RATIO	0,22	0,24	0,25	0,29	0,34	0,34	0,28	0,16	0,15	0,15
5	DE HUNNENSCHANS BEHEER B.V.	Fonds propres	25.227.330,00	11.370.239,00	14.476.222,00	21.118.130,00	23.828.624,00	24.809.646,00	20.330.443,00	16.985.132,00	16.523.109,00	15.023.856,00
		Dettes LT	103.467,00	502.029,00	2.598.514,00	4.206.606,00	97.291,00	97.291,00	97.291,00	97.291,00	97.291,00	97.291,00
		Dettes CT	3.172.070,00	17.789.470,00	13.044.427,00	10.876.322,00	9.964.107,00	10.447.700,00	8.672.018,00	4.301.109,00	1.037.903,00	3.663.451,00
		Total Dettes	3.275.537,00	18.291.499,00	15.642.941,00	15.082.928,00	10.061.398,00	10.544.991,00	8.769.309,00	4.398.400,00	1.135.194,00	3.760.742,00
		RATIO	0,13	1,61	1,08	0,71	0,42	0,43	0,43	0,26	0,07	0,25

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	GRUNDFOS WATERDAM B.V.	Fonds propres	30.318,00	25.310,00	25.314,00	25.315,00	25.316,00	25.321,00	25.308,00	24.982,00	24.793,00	20.458,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	5,00	8,00	4,00	8,00	37,00	6,00	35,00	123,00	11,00	10,00
		Total Dettes	5,00	8,00	4,00	8,00	37,00	6,00	35,00	123,00	11,00	10,00
		RATIO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	KERCKHAERT BEHEER B.V.	Fonds propres	22.914.998,00	15.371.670,00	7.916.696,00	17.079.564,00	10.166.394,00	5.538.476,00	5.190.739,00	3.348.253,00	9.876.743,00	6.125.884,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218.754,00	319.466,00
		Dettes CT	3.567.669,00	5.417.579,00	29.878.612,00	13.097.391,00	12.903.020,00	12.642.383,00	7.891.506,00	14.455.019,00	7.396.129,00	8.428.117,00
		Total Dettes	3.567.669,00	5.417.579,00	29.878.612,00	13.097.391,00	12.903.020,00	12.642.383,00	7.891.506,00	14.455.019,00	7.614.883,00	8.747.583,00
		RATIO	0,16	0,35	3,77	0,77	1,27	2,28	1,52	4,32	0,77	1,43
8	OOMS BOUW & ONTWIKKELING B.V.	Fonds propres	11.474,00	24.849,00	34.629,00	48.023,00	47.007,00	46.213,00	44.997,00	45.106,00	12.412,00	11.746,00
		Dettes LT	16.660,00	11.572,00	8.290,00	14.555,00	21.556,00	22.183,00	24.818,00	18.409,00	49.470,00	77.431,00
		Dettes CT	12.659,00	13.731,00	47.605,00	47.939,00	52.825,00	54.087,00	52.841,00	51.035,00	47.802,00	48.804,00
		Total Dettes	29.319,00	25.303,00	55.895,00	62.494,00	74.381,00	76.270,00	77.659,00	69.444,00	97.272,00	126.235,00
		RATIO	2,56	1,02	1,61	1,30	1,58	1,65	1,73	1,54	7,84	10,75
9	SOILMEC INTERNATIONAL B.V.	Fonds propres	20.968.448,00	16.991.430,00	14.730.860,00	14.769.388,00	14.891.413,00	13.508.162,00	11.126.343,00	8.210.893,00	7.823.176,00	7.795.101,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	3.470.776,00	0,00		0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	7.176.016,00	4.162.336,00	6.737.613,00	7.022.372,00	10.442.960,00	607.050,00	569.975,00	571.000,00	1.045.674,00	1.110.900,00
		Total Dettes	7.176.016,00	4.162.336,00	6.737.613,00	7.022.372,00	13.913.736,00	607.050,00	569.975,00	571.000,00	1.045.674,00	1.110.900,00
		RATIO	0,34	0,24	0,46	0,48	0,93	0,04	0,05	0,07	0,13	0,14
10	WESSEM HOLDING B.V.	Fonds propres	12.469.178,00	11.711.563,00	11.457.164,00	11.185.174,00	10.697.907,00	10.002.621,00	9.401.976,00	8.492.319,00	7.831.658,00	7.057.829,00
		Dettes LT	3.681.393,00	4.067.918,00	739.000,00	715.724,00	360.830,00	1.536.049,00	2.022.056,00	2.289.398,00	2.626.348,00	3.265.658,00
		Dettes CT	4.253.570,00	4.012.901,00	5.576.046,00	3.481.721,00	4.208.891,00	4.507.091,00	4.449.115,00	4.109.321,00	5.549.274,00	3.440.921,00
		Total Dettes	7.934.963,00	8.080.819,00	6.315.046,00	4.197.445,00	4.569.721,00	6.043.140,00	6.471.171,00	6.398.719,00	8.175.622,00	6.706.579,00
		RATIO	0,64	0,69	0,55	0,38	0,43	0,60	0,69	0,75	1,04	0,95

Total du bilan entre EUR 43 millions et EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	GRENSLAND 80-85 HOLDING B.V.	Fonds propres	57.328.358,00	54.018.035,00	39.869.665,00	49.735.000,00	44.443.883,00	43.710.000,00	50.231.000,00	48.294.000,00	42.315.000,00	39.273.077,00
		Dettes LT	15.337.327,00	18.137.296,00	6.987.489,00	18.064.000,00	20.996.936,00	22.528.000,00	21.114.000,00	12.681.000,00	13.088.000,00	8.841.963,00
		Dettes CT	26.851.558,00	28.428.019,00	25.001.671,00	12.356.000,00	9.809.381,00	8.911.000,00	16.148.000,00	8.164.000,00	7.775.000,00	5.964.404,00
		Total Dettes	42.188.885,00	46.565.315,00	31.989.160,00	30.420.000,00	30.806.317,00	31.439.000,00	37.262.000,00	20.845.000,00	20.863.000,00	14.806.367,00
		RATIO	0,74	0,86	0,80	0,61	0,69	0,72	0,74	0,43	0,49	0,38
2	AVIO-DIEPEN HOLDING B.V.	Fonds propres	28.522.686,53	27.820.499,70	26.122.397,14	25.085.859,81	21.324.002,20	20.495.700,26	15.990.647,46	14.034.082,33	12.981.189,00	9.120.469,32
		Dettes LT	3.306.576,84	14.794.686,75	15.287.676,64	315.142,86	10.544.839,53	11.068.842,13	10.954.203,26	12.198.178,50	9.242.403,00	8.620.506,38
		Dettes CT	35.944.018,02	28.377.574,91	31.601.225,43	39.007.912,79	28.503.071,45	30.699.528,67	20.312.911,58	18.340.522,79	14.885.202,00	9.982.373,12
		Total Dettes	39.250.594,86	43.172.261,66	46.888.902,07	39.323.055,65	39.047.910,99	41.768.370,80	31.267.114,84	30.538.701,28	24.127.605,00	18.602.879,50
		RATIO	1,38	1,55	1,79	1,57	1,83	2,04	1,96	2,18	1,86	2,04
3	RAB BEHEER B.V.	Fonds propres	14.270.829,00	14.960.334,00	16.133.470,00	15.084.254,00	14.263.237,00	12.712.690,00	12.863.000,00	12.434.000,00	11.970.000,00	12.336.994,00
		Dettes LT	5.265.397,00	5.426.377,00	3.341.406,00	3.426.310,00	3.939.519,00	7.022.023,00	4.572.000,00	7.165.000,00	8.287.000,00	7.419.397,00
		Dettes CT	29.119.225,00	27.443.325,00	27.506.227,00	28.090.118,00	29.533.360,00	36.730.041,00	36.827.000,00	32.387.000,00	30.699.000,00	24.814.911,00
		Total Dettes	34.384.622,00	32.869.702,00	30.847.633,00	31.516.428,00	33.472.879,00	43.752.064,00	41.399.000,00	39.552.000,00	38.986.000,00	32.234.308,00
		RATIO	2,41	2,20	1,91	2,09	2,35	3,44	3,22	3,18	3,26	2,61
4	CE-REN BEHEER B.V.	Fonds propres	13.148.557,00	13.212.383,00	27.032.925,00	21.073.000,00	15.732.845,00	15.356.787,00	11.017.000,00	7.967.000,00	14.063.000,00	10.517.349,00
		Dettes LT	15.009.801,00	13.401.690,00	16.580.009,00	19.125.000,00	5.307.850,00	6.525.096,00	7.742.000,00	8.960.000,00	8.755.000,00	11.294.343,00
		Dettes CT	56.653.223,00	53.411.283,00	39.689.639,00	34.938.000,00	32.675.882,00	31.258.250,00	26.503.000,00	26.164.000,00	15.204.000,00	16.535.882,00
		Total Dettes	71.663.024,00	66.812.973,00	56.269.648,00	54.063.000,00	37.983.732,00	37.783.346,00	34.245.000,00	35.124.000,00	23.959.000,00	27.830.225,00
		RATIO	5,45	5,06	2,08	2,57	2,41	2,46	3,11	4,41	1,70	2,65
5	IAMS EUROPE, B.V.	Fonds propres	39.511,00	35.968,00	33.081,00	29.188,00	25.381,00	23.026,00	21.663,00	17.034,00	17.799,00	17.209,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	38.375,00	41.511,00	47.761,00	54.166,00	59.682,00	64.158,00	78.200,00	82.630,00	61.355,00	64.362,00
		Total Dettes	38.375,00	41.511,00	47.761,00	54.166,00	59.682,00	64.158,00	78.200,00	82.630,00	61.355,00	64.362,00
		RATIO	0,97	1,15	1,44	1,86	2,35	2,79	3,61	4,85	3,45	3,74

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	REVLON B.V.	Fonds propres	1.039.628,00	908.989,00	725.186,00	1.824.206,00	2.122.383,00	156.086,00	-145.604,00	-338.139,00	-428.251,00	-404.709,00
		Dettes LT	50.754.184,00	52.336.847,00	48.892.846,00	44.608.806,00	42.450.709,00	48.531.014,00	44.625.778,00	46.752.077,00	0,00	0,00
		Dettes CT	7.035.494,00	10.459.144,00	3.800.348,00	6.025.914,00	4.422.545,00	8.275.343,00	6.582.546,00	6.708.866,00	55.389.631,00	52.407.164,00
		Total Dettes	57.789.678,00	62.795.991,00	52.693.194,00	50.634.720,00	46.873.254,00	56.806.357,00	51.208.324,00	53.460.943,00	55.389.631,00	52.407.164,00
		RATIO	55,59	69,08	72,66	27,76	22,09	363,94	-351,70	-158,10	-129,34	-129,49
7	BELEGGINGS- EN FINANCIERINGS MAATSCHAPPIJ PESCH B.V.	Fonds propres	46.712.432,00	47.038.576,00	47.195.924,00	44.502.643,00	40.515.470,00	32.195.965,00	29.772.421,00	27.848.472,00	53.353.137,00	51.045.205,00
		Dettes LT	n.d.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	16.346.168,00	8.830.413,00	12.941.968,00	19.768.595,00	19.048.383,00	1.279.550,00	1.271.014,00	1.221.032,00	18.292,00	14.523,00
		Total Dettes	16.346.168,00	8.830.413,00	12.941.968,00	19.768.595,00	19.048.383,00	1.279.550,00	1.271.014,00	1.221.032,00	18.292,00	14.523,00
		RATIO	0,35	0,19	0,27	0,44	0,47	0,04	0,04	0,04	0,00	0,00
8	ESTON B.V.	Fonds propres	-2.748.609,00	-2.591.354,00	-1.847.438,00	-1.293.983,00	-1.465.655,00	-396.368,00	25.543.000,00	6.241.000,00	4.375.000,00	3.001.000,00
		Dettes LT	52.705.027,00	54.717.228,00	32.472.993,00	34.943.697,00	36.830.088,00	37.764.206,00	3.610.000,00	3.691.000,00	4.166.000,00	4.750.000,00
		Dettes CT	1.171.385,00	1.021.596,00	1.719.302,00	712.580,00	277.575,00	2.889.779,00	6.175.000,00	10.044.000,00	8.973.000,00	14.799.000,00
		Total Dettes	53.876.412,00	55.738.824,00	34.192.295,00	35.656.277,00	37.107.663,00	40.653.985,00	9.785.000,00	13.735.000,00	13.139.000,00	19.549.000,00
		RATIO	-19,60	-21,51	-18,51	-27,56	-25,32	-102,57	0,38	2,20	3,00	6,51
9	KEUNE BEHEER B.V.	Fonds propres	70.946.325,00	71.889.812,00	84.193.604,00	82.699.183,00	74.942.736,00	68.681.192,00	68.992.969,00	62.934.583,00	57.231.676,00	50.519.000,00
		Dettes LT	0,00	0,00	281.558,00	159.216,00	165.746,00	150.043,00	167.681,00	275.619,00	371.971,00	358.000,00
		Dettes CT	836.469,00	382.062,00	5.874.960,00	4.637.223,00	2.446.895,00	2.841.568,00	3.106.360,00	2.867.423,00	3.215.904,00	2.832.000,00
		Total Dettes	836.469,00	382.062,00	6.156.518,00	4.796.439,00	2.612.641,00	2.991.611,00	3.274.041,00	3.143.042,00	3.587.875,00	3.190.000,00
		RATIO	0,01	0,01	0,07	0,06	0,03	0,04	0,05	0,05	0,06	0,06
10	PELDAYNE HOLDINGS B.V.	Fonds propres	7.018.274,00	7.498.421,00	7.282.304,00	3.269.762,00	2.742.419,00	754.083,00	-1.036.806,00	-772.006,00	-587.505,00	-219.139,00
		Dettes LT	36.620.139,00	36.748.133,00	36.922.776,00	37.034.776,00	37.146.776,00	27.055.913,00	14.564.609,00	6.570.130,00	6.620.835,00	6.641.978,00
		Dettes CT	701.951,00	537.108,00	905.632,00	5.239.092,00	5.991.751,00	2.766.340,00	4.913.054,00	4.681.288,00	4.514.801,00	4.213.293,00
		Total Dettes	37.322.090,00	37.285.241,00	37.828.408,00	42.273.868,00	43.138.527,00	29.822.253,00	19.477.663,00	11.251.418,00	11.135.636,00	10.855.271,00
		RATIO	5,32	4,97	5,19	12,93	15,73	39,55	-18,79	-14,57	-18,95	-49,54

Total du bilan supérieur à EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	BOSAL NEDERLAND B.V.	Fonds propres	123.480,00	127.392,00	127.206,00	119.137,97	161.780,78	176.116,00	42.118,00	51.740,00	45.206,00	38.517,00
		Dettes LT	110.483,00	132.493,00	166.267,00	167.686,79	143.807,53	168.786,00	180.711,00	149.572,00	143.129,00	132.282,00
		Dettes CT	220.622,00	189.838,00	200.110,00	185.583,40	153.924,55	218.136,00	388.776,00	373.711,00	325.504,00	324.332,00
		Total Dettes	331.105,00	322.331,00	366.377,00	353.270,19	297.732,08	386.922,00	569.487,00	523.283,00	468.633,00	456.614,00
		RATIO	2,68	2,53	2,88	2,97	1,84	2,20	13,52	10,11	10,37	11,85
2	JANSSEN DE JONG GROEP B.V.	Fonds propres	61.041,00	61.308,00	76.440,00	82.338,00	77.917,00	68.717,00	56.486,00	56.056,00	71.535,00	71.127,00
		Dettes LT	38.038,00	33.798,00	50.455,00	56.695,00	65.996,00	73.761,00	73.973,00	78.830,00	52.931,00	55.002,00
		Dettes CT	88.757,00	117.598,00	109.091,00	99.504,00	105.962,00	136.114,00	124.329,00	94.062,00	97.389,00	79.580,00
		Total Dettes	126.795,00	151.396,00	159.546,00	156.199,00	171.958,00	209.875,00	198.302,00	172.892,00	150.320,00	134.582,00
		RATIO	2,08	2,47	2,09	1,90	2,21	3,05	3,51	3,08	2,10	1,89
3	NIJHOF-WASSINK BELEGGINGSMAAT SCHAPPIJ B.V.	Fonds propres	57.388,00	59.283,00	63.594,00	62.207,00	58.749,00	55.545,00	57.814,00	48.136,00	49.555,00	51.524,00
		Dettes LT	20.577,00	25.313,00	23.108,00	23.722,00	40.598,00	33.406,00	35.607,00	41.033,00	25.414,00	16.826,00
		Dettes CT	49.815,00	43.097,00	41.799,00	45.589,00	28.083,00	48.229,00	37.624,00	47.101,00	39.970,00	39.789,00
		Total Dettes	70.392,00	68.410,00	64.907,00	69.311,00	68.681,00	81.635,00	73.231,00	88.134,00	65.384,00	56.615,00
		RATIO	1,23	1,15	1,02	1,11	1,17	1,47	1,27	1,83	1,32	1,10
4	FLUKE EUROPE B.V.	Fonds propres	711.965,00	689.042,00	668.931,00	666.870,00	658.131,00	314.417,00	293.565,00	263.325,00	243.799,00	222.550,00
		Dettes LT	135.559,00	128.890,00	115.645,00	116.597,00	110.595,00	124.234,00	111.622,00	126.482,00	13.825,00	13.445,00
		Dettes CT	57.522,00	30.828,00	62.225,00	29.113,00	33.198,00	50.341,00	85.835,00	26.988,00	29.648,00	16.147,00
		Total Dettes	193.081,00	159.718,00	177.870,00	145.710,00	143.793,00	174.575,00	197.457,00	153.470,00	43.473,00	29.592,00
		RATIO	0,27	0,23	0,27	0,22	0,22	0,56	0,67	0,58	0,18	0,13
5	EASTMAN CHEMICAL EMEA B.V.	Fonds propres	1.678.254,00	143.716,71	38.071,70	38.028,21	37.189,95	12.021,48	10.043,10	10.414,59	10.786,50	201.267,54
		Dettes LT	807.652,00	776,73	0,00	0,00	0,00	11.000,00	11.000,00	11.000,00	11.000,00	50.697,10
		Dettes CT	156.142,00	1.776,38	1.489,10	1.025,35	1.282,37	3.856,53	2.620,56	2.289,06	1.908,27	402,43
		Total Dettes	963.794,00	2.553,11	1.489,10	1.025,35	1.282,37	14.856,53	13.620,56	13.289,06	12.908,27	51.099,53
		RATIO	0,57	0,02	0,04	0,03	0,03	1,24	1,36	1,28	1,20	0,25

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	BELDEN INTERNATIONAL HOLDINGS B.V.	Fonds propres	243.185,07	427.400,62	656.330,40	656.370,00	667.018,00	756.317,00	695.574,00	24.917,00	26.105,00	26.604,00
		Dettes LT	9.059,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47.099,00	43.623,00	36.261,00
		Dettes CT	0,00	513,15	513,30	474,00	45.906,00	7.224,00	9.888,00	0,00	0,00	0,00
		Total Dettes	9.059,75	513,15	513,30	474,00	45.906,00	7.224,00	9.888,00	47.099,00	43.623,00	36.261,00
		RATIO	0,04	0,00	0,00	0,00	0,07	0,01	0,01	1,89	1,67	1,36
7	EXEM ENERGY B.V.	Fonds propres	314.537.434,00	321.830.365,00	150.864.816,00	131.994.384,00	102.319.123,00	83.377.026,00	88.162.995,00	42.511.742,00	18.277,00	2.934.027,00
		Dettes LT	72.642.174,00	72.424.004,00	71.947.353,00	71.098.659,00	70.621.830,00	69.623.193,00	66.514.130,00	75.101.916,00	0,00	0,00
		Dettes CT	368.836,00	371.517,00	363.633,00	374.152,00	405.864,00	402.439,00	65.640,00	15.101,00	2.069,00	18.568,00
		Total Dettes	73.011.010,00	72.795.521,00	72.310.986,00	71.472.811,00	71.027.694,00	70.025.632,00	66.579.770,00	75.117.017,00	2.069,00	18.568,00
		RATIO	0,23	0,23	0,48	0,54	0,69	0,84	0,76	1,77	0,11	0,01
8	KNSF VASTGOED II B.V.	Fonds propres	111.918.958,00	86.463.840,00	89.199.792,00	93.366.126,00	97.885.049,00	105.250.440,00	109.645.024,00	112.988.211,00	113.321.095,00	31.383.254,00
		Dettes LT	10.269.590,00	14.371.438,00	14.371.438,00	14.371.438,00	14.482.611,00	12.486.995,00	20.641.303,00	21.399.311,00	30.059.442,00	79.682.590,00
		Dettes CT	32.314.482,00	171.469.335,00	168.691.267,00	162.448.851,00	155.701.628,00	148.534.071,00	133.663.178,00	127.709.886,00	90.807.027,00	3.959.743,00
		Total Dettes	42.584.072,00	185.840.773,00	183.062.705,00	176.820.289,00	170.184.239,00	161.021.066,00	154.304.481,00	149.109.197,00	120.866.469,00	83.642.333,00
		RATIO	0,38	2,15	2,05	1,89	1,74	1,53	1,41	1,32	1,07	2,67
9	REDEVCO HOLDING FRANCE II B.V.	Fonds propres	67.217,00	74.551,00	91.987,00	95.596,00	99.240,00	110.597,00	101.951,00	53.316,00	46.158,00	53.288,00
		Dettes LT	73.703,00	51.833,00	83.319,00	113.567,00	115.239,00	135.639,00	121.635,00	179.232,00	120.640,00	141.370,00
		Dettes CT	7.849,00	32.635,00	10.124,00	28.869,00	29.017,00	10.523,00	26.174,00	26.486,00	81.885,00	154.677,00
		Total Dettes	81.552,00	84.468,00	93.443,00	142.436,00	144.256,00	146.162,00	147.809,00	205.718,00	202.525,00	296.047,00
		RATIO	1,21	1,13	1,02	1,49	1,45	1,32	1,45	3,86	4,39	5,56
10	VODAFONE EUROPE B.V.	Fonds propres	36.101.903,00	46.547.592,00	51.575.235,00	51.033.932,00	55.229.337,00	53.288.888,00	16.413.036,00	13.315.862,00	6.401.526,00	1.463.923,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.469.735,00
		Dettes CT	639,00	7.530,00	8.286,00	10.401,00	6.588,00	679,00	6.155.128,00	167,00	626.714,00	479.703,00
		Total Dettes	639,00	7.530,00	8.286,00	10.401,00	6.588,00	679,00	6.155.128,00	167,00	626.714,00	4.949.438,00
		RATIO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,38	0,00	0,10	3,38

Annexe 4 : Données France

Total du bilan inférieur à EUR 10 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	TRIO	Fonds propres	578.639,00	419.218,00	402.988,00	460.129,00	411.961,00	445.929,00	323.753,00	295.924,00	294.872,00	378.345,00
		Dettes LT	447.702,00	747.839,00	1.077.972,00	793.092,00	129.578,00	208.716,00	290.019,00	265.393,00	31.164,00	0,00
		Dettes CT	656.299,00	713.865,00	1.288.305,00	1.116.726,00	397.679,00	455.549,00	387.219,00	517.400,00	261.699,00	353.002,00
		Total dettes	1.104.001,00	1.461.704,00	2.366.277,00	1.909.818,00	527.257,00	664.265,00	677.238,00	782.793,00	292.863,00	353.002,00
		Ratio	1,91	3,49	5,87	4,15	1,28	1,49	2,09	2,65	0,99	0,93
2	ETABLISSEMENTS BERNIZAN	Fonds propres	974.467,00	1.008.727,00	942.894,00	957.482,00	847.187,00	754.510,00	678.802,00	613.474,00	515.089,00	468.892,00
		Dettes LT	17.760,00	47.882,00	41.642,00	28.685,00	36.191,00	29.165,00	32.967,00	15.774,00	78.520,00	135.792,00
		Dettes CT	474.419,00	342.290,00	454.114,00	393.758,00	555.653,00	570.353,00	755.286,00	658.014,00	598.039,00	608.372,00
		Total dettes	492.179,00	390.172,00	495.756,00	422.443,00	591.844,00	599.518,00	788.253,00	673.788,00	676.559,00	744.164,00
		Ratio	0,51	0,39	0,53	0,44	0,70	0,79	1,16	1,10	1,31	1,59
3	SARL LABEO	Fonds propres	521.645,00	520.117,00	515.670,00	602.494,00	613.481,00	657.344,00	614.063,00	625.400,00	539.018,00	414.817,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	2.730,00
		Dettes CT	719.444,00	611.238,00	468.354,00	290.390,00	183.769,00	220.862,00	280.030,00	219.474,00	230.277,00	184.556,00
		Total dettes	719.444,00	611.238,00	468.354,00	290.390,00	183.769,00	220.862,00	280.031,00	219.474,00	230.277,00	187.286,00
		Ratio	1,38	1,18	0,91	0,48	0,30	0,34	0,46	0,35	0,43	0,45
4	SOCIETE D'ETUDES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	Fonds propres	164.028,00	124.101,00	122.174,00	239.984,00	267.766,00	235.150,00	201.181,00	138.210,00	317.001,00	305.129,00
		Dettes LT	9.330,00	3.442,00	0,00	2.536,00	12.396,00	21.814,00	3.332,00	8.790,00	0,00	0,00
		Dettes CT	224.899,00	196.867,00	109.782,00	116.977,00	117.610,00	129.346,00	137.707,00	103.092,00	132.976,00	131.479,00
		Total dettes	234.229,00	200.309,00	109.782,00	119.513,00	130.006,00	151.160,00	141.039,00	111.882,00	132.976,00	131.479,00
		Ratio	1,43	1,61	0,90	0,50	0,49	0,64	0,70	0,81	0,42	0,43
5	DAUPHI-MAREE	Fonds propres	13.397,00	45.050,00	54.667,00	59.778,00	70.761,00	84.357,00	130.593,00	117.492,00	119.171,00	118.426,00
		Dettes LT	31.166,00	4.335,00	8.904,00	13.311,00	17.563,00	527,00	0,00	7.732,00	11.370,00	14.865,00
		Dettes CT	52.454,00	69.939,00	63.607,00	66.080,00	69.682,00	77.430,00	115.552,00	121.428,00	102.180,00	103.532,00
		Total dettes	83.620,00	74.274,00	72.511,00	79.391,00	87.245,00	77.957,00	115.552,00	129.160,00	113.550,00	118.397,00
		Ratio	6,24	1,65	1,33	1,33	1,23	0,92	0,88	1,10	0,95	1,00

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	SOCIETE D'EXPLOITATION DU GARAGE SCHWEITZER	Fonds propres	-5.683,00	-10.788,00	25.485,00	72.356,00	78.571,00	125.331,00	116.497,00	112.147,00	79.070,00	59.232,00
		Dettes LT	137.257,00	164.884,00	1.117,00	135.248,00	148.980,00	205.914,00	122.290,00	136.389,00	149.486,00	142.797,00
		Dettes CT	85.718,00	69.918,00	212.170,00	86.704,00	137.788,00	122.230,00	214.789,00	177.458,00	137.897,00	126.252,00
		Total dettes	222.975,00	234.802,00	213.287,00	221.952,00	286.768,00	328.144,00	337.079,00	313.847,00	287.383,00	269.049,00
		Ratio	-39,24	-21,77	8,37	3,07	3,65	2,62	2,89	2,80	3,63	4,54
7	SARL EXPLOITATION DES ETS MARTIN	Fonds propres	40.718,00	39.157,00	8.919,00	12.686,00	14.775,00	31.897,00	56.444,00	54.529,00	51.916,00	43.992,00
		Dettes LT	4,00	13.503,00	23.895,00	0,00	12.210,00	4.669,00	1.452,00	0,00	0,00	4.127,00
		Dettes CT	53.902,00	42.058,00	49.879,00	63.210,00	54.963,00	52.674,00	45.992,00	59.112,00	53.791,00	42.713,00
		Total dettes	53.906,00	55.561,00	73.774,00	63.210,00	67.173,00	57.343,00	47.444,00	59.112,00	53.791,00	46.840,00
		Ratio	1,32	1,42	8,27	4,98	4,55	1,80	0,84	1,08	1,04	1,06
8	MEVER	Fonds propres	108.871,00	108.481,00	107.878,00	91.059,00	87.292,00	73.494,00	69.967,00	39.966,00	30.472,00	24.317,00
		Dettes LT	520,00	520,00	4.520,00	10.127,00	10.672,00	14.583,00	24.479,00	31.354,00	31.567,00	38.415,00
		Dettes CT	26.989,00	13.052,00	21.750,00	12.708,00	21.519,00	62.205,00	43.911,00	55.932,00	60.019,00	47.788,00
		Total dettes	27.509,00	13.572,00	26.270,00	22.835,00	32.191,00	76.788,00	68.390,00	87.286,00	91.586,00	86.203,00
		Ratio	0,25	0,13	0,24	0,25	0,37	1,04	0,98	2,18	3,01	3,54
9	EURL DES CHASEAUX	Fonds propres	3.812,00	n.d.	17.467,00	17.780,00	18.275,00	26.026,00	26.005,00	13.910,00	3.945,00	5.936,00
		Dettes LT	15.136,00	n.d.	24.703,00	25.594,00	30.832,00	21.287,00	19.810,00	24.539,00	23.353,00	28.230,00
		Dettes CT	18.038,00	n.d.	16.947,00	16.290,00	18.533,00	19.483,00	20.937,00	22.317,00	21.180,00	8.983,00
		Total dettes	33.174,00		41.650,00	41.884,00	49.365,00	40.770,00	40.747,00	46.856,00	44.533,00	37.213,00
		Ratio	8,70		2,38	2,36	2,70	1,57	1,57	3,37	11,29	6,27
10	SOCIETE FRANCAISE D'AUTOMATISME SARL	Fonds propres	108.839,00	113.070,00	104.933,00	98.210,00	91.107,00	86.140,00	82.016,00	77.528,00	74.008,00	68.918,00
		Dettes LT	0,00	1.761,00	1.760,00	1.760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	57.846,00	54.149,00	65.263,00	81.263,00	84.427,00	92.477,00	98.789,00	109.781,00	116.469,00	125.200,00
		Total dettes	57.846,00	55.910,00	67.023,00	83.023,00	84.427,00	92.477,00	98.789,00	109.781,00	116.469,00	125.200,00
		Ratio	0,53	0,49	0,64	0,85	0,93	1,07	1,20	1,42	1,57	1,82

Total du bilan entre EUR 10 millions et EUR 20 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	Berbiguier S A	Fonds propres	4.145.800,00	3.817.530,00	3.637.679,00	3.165.421,00	2.721.580,00	2.349.117,00	2.548.822,00	2.460.289,00	2.248.212,00	2.093.923,00
		Dettes LT	1.303.773,00	1.434.652,00	841.202,00	971.183,00	564.827,00	2.639.712,00	996.678,00	1.194.713,00	727.633,00	445.298,00
		Dettes CT	10.191.228,00	10.548.209,00	9.940.241,00	8.680.804,00	8.034.123,00	7.470.366,00	9.181.182,00	7.914.411,00	8.994.363,00	8.632.396,00
		Total dettes	11.495.001,00	11.982.861,00	10.781.443,00	9.651.987,00	8.598.950,00	10.110.078,00	10.177.860,00	9.109.124,00	9.721.996,00	9.077.694,00
		Ratio	2,77	3,14	2,96	3,05	3,16	4,30	3,99	3,70	4,32	4,34
2	Halton	Fonds propres	3.511.077,00	4.204.325,00	3.514.271,00	4.043.881,00	10.231.663,00	10.148.632,00	9.453.408,00	8.584.824,00	8.726.179,00	6.532.396,00
		Dettes LT	800.822,00	2.784.649,00	4.112.092,00	4.256.947,00	191.617,00	377.216,00	126.864,00	43.536,00	42.442,00	497.206,00
		Dettes CT	9.452.899,00	6.806.709,00	6.617.222,00	7.324.048,00	5.807.882,00	5.693.551,00	5.755.209,00	5.224.901,00	4.842.320,00	4.530.903,00
		Total dettes	10.253.721,00	9.591.358,00	10.729.314,00	11.580.995,00	5.999.499,00	6.070.767,00	5.882.073,00	5.268.437,00	4.884.762,00	5.028.109,00
		Ratio	2,92	2,28	3,05	2,86	0,59	0,60	0,62	0,61	0,56	0,77
3	SAUTER REGULATION	Fonds propres	3.157.647,00	2.708.779,00	2.440.545,00	2.509.216,00	1.333.606,00	1.446.407,00	1.639.498,00	1.713.110,00	1.681.562,00	1.677.915,00
		Dettes LT	2.513.644,00	2.645.773,00	3.245.167,00	2.899.594,00	3.033.515,00	2.820.756,00	2.895.415,00	2.715.955,00	2.706.709,00	2.621.091,00
		Dettes CT	5.724.471,00	6.339.755,00	7.376.620,00	7.482.165,00	7.452.534,00	6.664.903,00	7.020.843,00	5.732.434,00	5.434.595,00	3.818.959,00
		Total dettes	8.238.115,00	8.985.528,00	10.621.787,00	10.381.759,00	10.486.049,00	9.485.659,00	9.916.258,00	8.448.389,00	8.141.304,00	6.440.050,00
		Ratio	2,61	3,32	4,35	4,14	7,86	6,56	6,05	4,93	4,84	3,84
4	KUEHNE NAGEL DSIA	Fonds propres	3.450.896,00	3.841.214,00	5.475.191,00	6.635.661,00	6.880.845,00	7.226.037,00	12.172.042,00	6.483.212,00	9.392.291,00	10.092.730,00
		Dettes LT	1.515.682,00	1.668.502,00	1.626.404,00	1.332.784,00	1.210.547,00	1.227.289,00	648.892,00	655.658,00	696.593,00	10.282.018,00
		Dettes CT	5.551.291,00	6.273.660,00	7.674.108,00	8.691.106,00	12.834.939,00	6.915.255,00	8.300.616,00	9.642.991,00	17.591.219,00	7.701.294,00
		Total dettes	7.066.973,00	7.942.162,00	9.300.512,00	10.023.890,00	14.045.486,00	8.142.544,00	8.949.508,00	10.298.649,00	18.287.812,00	17.983.312,00
		Ratio	2,05	2,07	1,70	1,51	2,04	1,13	0,74	1,59	1,95	1,78
5	ACETEX INTERMEDIATES	Fonds propres	5.040.260,00	18.365.822,00	-9.313.374,00	-4.178.087,00	-543.838,00	3.616.792,00	18.654.025,00	18.105.114,00	35.261.187,00	32.926.059,00
		Dettes LT	4.988.195,00	1.206.289,00	10.046.207,00	4.708.626,00	4.397.252,00	540.577,00	1.275.755,00	2.693.185,00	5.732.637,00	8.098.106,00
		Dettes CT	6.722.675,00	3.213.389,00	3.258.374,00	2.694.727,00	3.895.983,00	1.707.052,00	9.477.231,00	5.205.467,00	3.608.211,00	2.888.098,00
		Total dettes	11.710.870,00	4.419.678,00	13.304.581,00	7.403.353,00	8.293.235,00	2.247.629,00	10.752.986,00	7.898.652,00	9.340.848,00	10.986.204,00
		Ratio	2,32	0,24	-1,43	-1,77	-15,25	0,62	0,58	0,44	0,26	0,33

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	SLH INGENIERIE	Fonds propres	1.030.417,00	994.446,00	497.928,00	263.657,00	574.475,00	664.213,00	1.497.820,00	1.206.918,00	719.803,00	630.419,00
		Dettes LT	514.739,00	466.093,00	84.663,00	178.166,00	252.214,00	241.617,00	80.020,00	4.300,00	4.300,00	27.300,00
		Dettes CT	12.609.911,00	11.507.753,00	7.557.661,00	10.389.044,00	9.165.537,00	8.789.611,00	6.871.959,00	7.386.007,00	3.825.174,00	3.225.950,00
		Total dettes	13.124.650,00	11.973.846,00	7.642.324,00	10.567.210,00	9.417.751,00	9.031.228,00	6.951.979,00	7.390.307,00	3.829.474,00	3.253.250,00
		Ratio	12,74	12,04	15,35	40,08	16,39	13,60	4,64	6,12	5,32	5,16
7	SOCIETE INDUSTRIELLE DES MEUBLES MODERNES BIAIS	Fonds propres	9.192.850,00	9.413.318,00	9.783.766,00	10.019.650,00	9.967.937,00	10.512.911,00	10.703.851,00	10.635.915,00	10.510.832,00	10.672.408,00
		Dettes LT	0,00	34.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15.050,00	28.495,00
		Dettes CT	1.017.066,00	953.704,00	1.003.909,00	1.043.399,00	1.010.363,00	906.704,00	1.720.832,00	1.791.788,00	1.336.576,00	1.186.056,00
		Total dettes	1.017.066,00	987.704,00	1.003.909,00	1.043.399,00	1.010.363,00	906.704,00	1.720.832,00	1.791.788,00	1.351.626,00	1.214.551,00
		Ratio	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10	0,09	0,16	0,17	0,13	0,11
8	EUROFINS HYDROLOGIE France	Fonds propres	6.703.820,00	1.344.647,00	-232.831,00	181.950,00	341.693,00	368.364,00	334.895,00	462.713,00	254.385,00	307.570,00
		Dettes LT	6.564,00	5.800,00	3.303,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28.728,00	2.700,00
		Dettes CT	7.105.100,00	4.829.744,00	1.151.678,00	1.280.621,00	80.923,00	66.022,00	113.171,00	333.976,00	697.625,00	783.649,00
		Total dettes	7.111.664,00	4.835.544,00	1.154.981,00	1.280.621,00	80.923,00	66.022,00	113.171,00	333.976,00	726.353,00	786.349,00
		Ratio	1,06	3,60	-4,96	7,04	0,24	0,18	0,34	0,72	2,86	2,56
9	HOTEL DU PANTHEON	Fonds propres	6.271.297,00	6.863.622,00	4.773.776,00	4.709.611,00	4.700.629,00	4.721.305,00	3.973.874,00	3.427.970,00	3.127.608,00	2.799.395,00
		Dettes LT	2.417.273,00	85.046,00	0,00	294.117,00	694.428,00	1.303.827,00	1.195.023,00	1.347.470,00	1.530.559,00	2.227.392,00
		Dettes CT	1.709.907,00	3.628.609,00	3.026.818,00	1.295.287,00	729.486,00	502.203,00	1.006.891,00	689.298,00	970.121,00	679.116,00
		Total dettes	4.127.180,00	3.713.655,00	3.026.818,00	1.589.404,00	1.423.914,00	1.806.030,00	2.201.914,00	2.036.768,00	2.500.680,00	2.906.508,00
		Ratio	0,66	0,54	0,63	0,34	0,30	0,38	0,55	0,59	0,80	1,04
10	VALOR	Fonds propres	-661.284,00	-549.317,00	-453.200,00	-448.013,00	-447.358,00	-446.760,00	-332.717,00	-325.531,00	-325.095,00	-316.302,00
		Dettes LT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dettes CT	10.821.408,00	6.709.372,00	6.613.203,00	448.014,00	447.357,00	446.792,00	446.324,00	445.574,00	447.073,00	446.689,00
		Total dettes	10.821.408,00	6.709.372,00	6.613.203,00	448.014,00	447.357,00	446.792,00	446.324,00	445.574,00	447.073,00	446.689,00
		Ratio	-16,36	-12,21	-14,59	-1,00	-1,00	-1,00	-1,34	-1,37	-1,38	-1,41

Total du bilan entre EUR 20 millions et EUR 43 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	ETABLISSEMENTS BERNARD	Fonds propres	3.559.074,00	3.920.681,00	5.484.102,00	5.705.614,00	5.366.584,00	7.742.655,00	7.957.529,00	8.569.827,00	8.328.465,00	7.430.493,00
		Dettes LT	654.573,00	1.459.158,00	1.444.094,00	2.652.168,00	3.761.652,00	3.570.592,00	5.010.176,00	6.068.011,00	5.620.262,00	4.817.355,00
		Dettes CT	28.889.969,00	23.577.343,00	25.914.960,00	25.865.307,00	25.535.324,00	26.932.709,00	32.058.003,00	24.134.136,00	28.581.858,00	24.384.661,00
		Total dettes	29.544.542,00	25.036.501,00	27.359.054,00	28.517.475,00	29.296.976,00	30.503.301,00	37.068.179,00	30.202.147,00	34.202.120,00	29.202.016,00
		Ratio	8,30	6,39	4,99	5,00	5,46	3,94	4,66	3,52	4,11	3,93
2	ETABLISSEMENTS PAYANT	Fonds propres	14.570.886,00	14.227.225,00	13.927.514,00	13.541.576,00	13.316.610,00	12.811.004,00	11.743.881,00	9.374.963,00	7.750.238,00	6.424.977,00
		Dettes LT	4.895.904,00	6.081.517,00	2.623.704,00	2.415.525,00	1.139.032,00	1.509.160,00	1.445.839,00	1.297.886,00	850.629,00	1.081.796,00
		Dettes CT	9.745.788,00	11.043.182,00	13.373.909,00	11.085.450,00	11.594.670,00	17.089.224,00	24.976.239,00	17.188.336,00	16.128.799,00	14.754.477,00
		Total dettes	14.641.692,00	17.124.699,00	15.997.613,00	13.500.975,00	12.733.702,00	18.598.384,00	26.422.078,00	18.486.222,00	16.979.428,00	15.836.273,00
		Ratio	1,00	1,20	1,15	1,00	0,96	1,45	2,25	1,97	2,19	2,46
3	MI-GSO	Fonds propres	13.883.997,00	16.038.144,00	15.479.030,00	13.385.984,00	11.743.592,00	15.700.998,00	13.998.900,00	10.961.035,00	3.656.996,00	3.206.807,00
		Dettes LT	1.163.603,00	838.245,00	1.096.474,00	594.003,00	499.486,00	318.390,00	208.956,00	284.410,00	13.737,00	21.957,00
		Dettes CT	11.890.916,00	11.800.534,00	8.899.196,00	8.590.586,00	6.744.078,00	9.066.163,00	6.254.016,00	8.510.442,00	2.650.948,00	1.058.446,00
		Total dettes	13.054.519,00	12.638.779,00	9.995.670,00	9.184.589,00	7.243.564,00	9.384.553,00	6.462.972,00	8.794.852,00	2.664.685,00	1.080.403,00
		Ratio	0,94	0,79	0,65	0,69	0,62	0,60	0,46	0,80	0,73	0,34
4	BLB CONSTRUCTIONS	Fonds propres	2.967.144,00	2.606.817,00	2.381.957,00	1.831.003,00	1.225.234,00	849.809,00	508.743,00	493.767,00	-170.740,00	277.364,00
		Dettes LT	2.154.448,00	1.586.486,00	1.735.844,00	1.636.250,00	1.013.257,00	581.166,00	39.826,00	39.551,00	31.719,00	47.764,00
		Dettes CT	25.537.135,00	12.116.913,00	10.720.267,00	9.282.305,00	9.419.049,00	10.007.271,00	7.344.981,00	6.148.640,00	4.204.990,00	2.798.258,00
		Total dettes	27.691.583,00	13.703.399,00	12.456.111,00	10.918.555,00	10.432.306,00	10.588.437,00	7.384.807,00	6.188.191,00	4.236.709,00	2.846.022,00
		Ratio	9,33	5,26	5,23	5,96	8,51	12,46	14,52	12,53	-24,81	10,26
5	W & CIE	Fonds propres	10.843.210,00	5.047.969,00	9.346.379,00	8.467.137,00	6.461.206,00	2.781.576,00	2.611.575,00	2.885.689,00	5.418.303,00	4.666.897,00
		Dettes LT	753.677,00	1.537.947,00	534.457,00	497.286,00	2.284.366,00	431.253,00	385.493,00	2.550.000,00	2.050.000,00	2.500.000,00
		Dettes CT	11.073.641,00	10.844.386,00	13.920.007,00	12.524.246,00	8.712.317,00	8.732.787,00	7.883.533,00	478.131,00	697.935,00	800.322,00
		Total dettes	11.827.318,00	12.382.333,00	14.454.464,00	13.021.532,00	10.996.683,00	9.164.040,00	8.269.026,00	3.028.131,00	2.747.935,00	3.300.322,00
		Ratio	1,09	2,45	1,55	1,54	1,70	3,29	3,17	1,05	0,51	0,71

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	AUBRON-MECHINEAU	Fonds propres	21.280.310,00	20.457.343,00	19.886.905,00	18.947.435,00	17.415.440,00	15.707.181,00	13.800.114,00	11.199.033,00	9.967.243,00	8.992.582,00
		Dettes LT	1.411.535,00	6.822.864,00	2.346.124,00	461.491,00	704.248,00	1.271.142,00	638.702,00	501.225,00	376.738,00	478.449,00
		Dettes CT	6.765.165,00	1.857.056,00	4.829.665,00	3.199.637,00	4.505.609,00	4.838.130,00	3.626.600,00	5.161.080,00	3.806.580,00	3.916.454,00
		Total dettes	8.176.700,00	8.679.920,00	7.175.789,00	3.661.128,00	5.209.857,00	6.109.272,00	4.265.302,00	5.662.305,00	4.183.318,00	4.394.903,00
		Ratio	0,38	0,42	0,36	0,19	0,30	0,39	0,31	0,51	0,42	0,49
7	MAISON ANTOINE BAUD (k)	Fonds propres	22.020,00	20.878,00	20.297,00	19.117,00	17.177,00	16.154,00	15.709,00	15.393,00	11.178,00	10.677,00
		Dettes LT	15.490,00	14.892,00	12.692,00	10.891,00	11.639,00	12.307,00	5.406,00	6.478,00	4.502,00	5.463,00
		Dettes CT	0,00	2.504,00	3.117,00	2.188,00	2.796,00	2.419,00	1.378,00	2.898,00	2.049,00	1.131,00
		Total dettes	15.490,00	17.396,00	15.809,00	13.079,00	14.435,00	14.726,00	6.784,00	9.376,00	6.551,00	6.594,00
		Ratio	0,70	0,83	0,78	0,68	0,84	0,91	0,43	0,61	0,59	0,62
8	CORPAFIM	Fonds propres	-14.589.450,00	-12.860.334,00	-11.057.623,00	-9.241.817,00	-7.532.364,00	-5.950.102,00	-4.523.279,00	-3.338.705,00	-2.293.999,00	-1.542.582,00
		Dettes LT	41.254.203,00	43.099.464,00	45.192.128,00	47.205.642,00	49.145.703,00	51.012.240,00	52.805.628,00	54.533.085,00	56.191.654,00	58.318.851,00
		Dettes CT	2.995.486,00	3.193.451,00	3.062.800,00	2.940.365,00	2.821.569,00	2.709.871,00	2.596.383,00	2.526.078,00	2.973.071,00	4.857.948,00
		Total dettes	44.249.689,00	46.292.915,00	48.254.928,00	50.146.007,00	51.967.272,00	53.722.111,00	55.402.011,00	57.059.163,00	59.164.725,00	63.176.799,00
		Ratio	-3,03	-3,60	-4,36	-5,43	-6,90	-9,03	-12,25	-17,09	-25,79	-40,96
9	CONSEIL STRATEGIE ET DEVELOPPEMENT	Fonds propres	16.794.459,00	16.248.468,00	16.363.606,00	18.452.919,00	18.515.353,00	20.302.700,00	7.106.211,00	9.859.943,00	9.482.744,00	8.971.565,00
		Dettes LT	1.000.000,00	1.000.000,00	1.000.000,00	0,00	0,00	1.275.948,00	225.420,00	412.069,00	716.881,00	856.199,00
		Dettes CT	4.805.047,00	7.363.687,00	6.430.122,00	7.778.445,00	2.047.833,00	357.785,00	2.036.210,00	1.105.055,00	1.056.423,00	591.544,00
		Total dettes	5.805.047,00	8.363.687,00	7.430.122,00	7.778.445,00	2.047.833,00	1.633.733,00	2.261.630,00	1.517.124,00	1.773.304,00	1.447.743,00
		Ratio	0,35	0,51	0,45	0,42	0,11	0,08	0,32	0,15	0,19	0,16
10	SOFIVAL	Fonds propres	-7.388.699,00	-7.528.387,00	633.018,00	8.819.132,00	10.599.728,00	10.391.752,00	13.102.781,00	12.934.690,00	5.665.698,00	5.878.481,00
		Dettes LT	33.600.000,00	33.600.000,00	31.500.000,00	28.000.000,00	16.000.000,00	5.500.000,00	5.500.000,00	5.500.000,00	5.500.000,00	5.500.000,00
		Dettes CT	8.406,00	5.113,00	19.922,00	4.273,00	16.164,00	5.006,00	71.996,00	69.927,00	54.151,00	54.639,00
		Total dettes	33.608.406,00	33.605.113,00	31.519.922,00	28.004.273,00	16.016.164,00	5.505.006,00	5.571.996,00	5.569.927,00	5.554.151,00	5.554.639,00
		Ratio	-4,55	-4,46	49,79	3,18	1,51	0,53	0,43	0,43	0,98	0,94

Total du bilan entre EUR 43 millions et EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	KNORR-BREMSE SYSTEMES POUR VEHICULES UTILITAIRES France	Fonds propres	48324569	44495838	40803197	34033527	26784093	31995687	26678635	23053096	19919523	18375842
		Dettes LT	8931525	6590043	6222235	6205014	4562347	3651847	3914268	4066940	4861817	6173160
		Dettes CT	35652004	28923391	29099275	30909823	23152462	30437879	40746164	35104197	36756384	34326009
		Total dettes	44583529	35513434	35321510	37114837	27714809	34089726	44660432	39171137	41618201	40499169
		Ratio	0,922585135	0,798129344	0,865655453	1,090537487	1,034748834	1,06544754	1,674014881	1,699170341	2,089317149	2,203935417
2	GENERALE DE ROBINET INDUSTRIEL SYSTEM SURE	Fonds propres	65804305	58008200	51984893	44487711	39540661	58861657	51834477	46560396	41672821	35807836
		Dettes LT	4392787	3662621	3191636	2643602	3164222	2531054	2621349	1838672	2871666	2617776
		Dettes CT	24629927	19591838	26567691	19460531	22304067	25721325	22590836	20239946	18753247	16221787
		Total dettes	29022714	23254459	29759327	22104133	25468289	28252379	25212185	22078618	21624913	18839563
		Ratio	0,441045825	0,400882272	0,572461061	0,496859301	0,644103775	0,479979335	0,486397982	0,474193089	0,518921265	0,526129616
3	SAFEGE	Fonds propres	10250847	9702375	14879805	14676603	13158091	14360004	12483535	7775331	6497285	4628087
		Dettes LT	23746359	22927679	18545510	12651641	5324158	5228263	7097526	8962367	7930723	6321040
		Dettes CT	53682223	55896374	50211090	51028808	56965801	45464286	44396616	26870396	21064967	22661669
		Total dettes	77428582	78824053	68756600	63680449	62289959	50692549	51494142	35832763	28995690	28982709
		Ratio	7,553383833	8,124201858	4,620799802	4,338909283	4,733966272	3,530120813	4,124964764	4,608519303	4,462739437	6,26235181
4	THERMO ELECTRON SAS	Fonds propres	32089751	34412870	37785303	37754864	38804910	38318433	34663742	33346882	-87829	-87517
		Dettes LT	5301273	594749	3543876	4446019	2437486	977331	1469675	1264614	0	349134
		Dettes CT	19770405	30458607	15196586	17051845	16503628	20859361	18818144	20368646	349134	0
		Total dettes	25071678	31053356	18740462	21497864	18941114	21836692	20287819	21633260	349134	349134
		Ratio	0,781298615	0,902376233	0,495972257	0,569406474	0,488111273	0,569874347	0,585274925	0,648734116	-3,97515627	-3,989327788
5	STEREAU	Fonds propres	-4584922	1411486	4692073	-903028	-179906	-265833	-598445	-11473473	-14834467	-15025449
		Dettes LT	8444773	7625350	8071488	9144495	8412540	8130282	7684894	6738551	8512645	6632345
		Dettes CT	45924442	48375136	57150993	64545170	68599093	80041048	67916775	67479335	64990024	44926766
		Total dettes	54369215	56000486	65222481	73689665	77011633	88171330	75601669	74217886	73502669	51559111
		Ratio	-11,85826389	39,67484339	13,90056826	-81,60285728	-428,0659511	-331,6794002	-126,3301874	-6,468650425	-4,954857428	-3,431452265

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	DEVEAUX SAS	Fonds propres	52105583	48870666	46607231	44923876	38127964	50026512	58503003	65487716	63086949	59999000
		Dettes LT	1356935	187715	4226375	7205585	340874	477984	607318	668987	761609	1057000
		Dettes CT	1982950	5010267	2584348	3247138	8652807	7483097	7268658	5924097	7875976	7721000
		Total dettes	3339885	5197982	6810723	10452723	8993681	7961081	7875976	6593084	8637585	8778000
		Ratio	0,06409841	0,106362005	0,146130179	0,232676339	0,235881491	0,159137239	0,134625158	0,100676652	0,136915561	0,146302438
7	CITADIS	Fonds propres	13170477	13135722	13554355	13235971	12692945	12846140	11754857	10796369	10066663	9450420
		Dettes LT	10867027	27720619	3316993	3519208	4597783	7634957	9419351	8563125	9465672	10228282
		Dettes CT	63206146	41362289	48992333	54829961	58185372	77991817	68290496	58261190	58453132	60230719
		Total dettes	74073173	69082908	52309326	58349169	62783155	85626774	77709847	66824315	67918804	70459001
		Ratio	5,624183012	5,259163371	3,8592265	4,408378426	4,946303242	6,665564442	6,610871319	6,189517513	6,746903517	7,45564758
8	ALTITUDE INFRASTRUCTURE HOLDING	Fonds propres	24383371	21802651	21353816	14084230	11285817	7420355	262977	177460	133415	256915
		Dettes LT	19331230	9599164	9453462	6061618	1500000	0	2416	14949	14187	17881
		Dettes CT	11291755	26780637	36304035	40620143	43527124	13504540	2271324	3295155	1227752	380890
		Total dettes	30622985	36379801	45757497	46681761	45027124	13504540	2273740	3310104	1241939	398771
		Ratio	1,255896283	1,668595301	2,142825292	3,314470227	3,989708853	1,819931796	8,646155367	18,65267666	9,308840835	1,55215149
9	DUBOIS MATERIAUX	Fonds propres	46427102	46607220	46161077	46776373	45662065	48046935	46052096	40665219	36593114	33693458
		Dettes LT	2266461	2266461	2603461	2647765	3765914	755726	593114	725502	1253955	3119769
		Dettes CT	14478	11423	51553	287099	1175934	194728	306265	1079891	2278563	70681768
		Total dettes	2280939	2277884	2655014	2934864	4941848	950454	899379	1805393	3532518	73801537
		Ratio	0,049129472	0,048874059	0,057516292	0,062742445	0,108226555	0,019781782	0,0195296	0,04439649	0,096535048	2,190381795
10	COMPAGNIE FONCIERE ELYSEES GEORGE V	Fonds propres	55316589	55361323	54658068	55415727	55402591	54507315	54372739	53871950	54596970	51070022
		Dettes LT	0	25558	0	0	0	0	0	0	0	1185000
		Dettes CT	49072	22217	809739	77634	52426	133844	81760	45296	22324	24110
		Total dettes	49072	47775	809739	77634	52426	133844	81760	45296	22324	1209110
		Ratio	0,000887112	0,000862967	0,014814629	0,001400938	0,000946273	0,002455524	0,001503695	0,000840809	0,000408887	0,023675533

Total du bilan supérieur à EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	DISTRIBUTION FRANPRIX	Fonds propres	284039398	286928313	252976840	210130898	175536577	126376437	88560947	59538868	59569407	57022042
		Dettes LT	9968141	11678014	10728490	14745018	8868105	10725837	11658652	12705587	6347807	5444995
		Dettes CT	206783716	238887359	242661555	207119831	204363037	192299741	159276766	147817301	137373547	137399067
		Total dettes	216751857	250565373	253390045	221864849	213231142	203025578	170935418	160522888	143721354	142844062
		Ratio	0,763104902	0,873268205	1,001633371	1,05584115	1,214739091	1,606514496	1,930144424	2,696102452	2,412670551	2,505067461
2	ACER COMPUTER FRANCE	Fonds propres	48367377	57301976	54392044	41414681	38013633	33807816	28823844	24488982	16966071	7567460
		Dettes LT	5344063	4929961	1408167	818273	403013	1849783	1719850	99728	124239	3843025
		Dettes CT	62035369	63586966	100509621	157979744	185465655	144582578	200647627	275714374	63815643	18098252
		Total dettes	67379432	68516927	101917788	158798017	185868668	146432361	202367477	275814102	63939882	21941277
		Ratio	1,393075998	1,195716654	1,873762788	3,834341184	4,889526555	4,331316788	7,02083584	11,26278348	3,768691172	2,899424245
3	NORBERT DENTRESSANGLE DISTRIBUTION	Fonds propres	54139852	46680438	46521584	48156485	43802677	41296697	34896246	29258904	31429413	25488681
		Dettes LT	1786775	2875501	3233133	3503509	2842299	1835192	2118727	4180033	1673050	1309843
		Dettes CT	59684558	51428891	54031600	49470856	42149913	46981557	48417907	51826610	53100200	47529182
		Total dettes	61471333	54304392	57264733	52974365	44992212	48816749	50536634	56006643	54773250	48839025
		Ratio	1,135417456	1,163322246	1,230928272	1,100046339	1,027156674	1,182098147	1,448196863	1,914174331	1,742738561	1,916106408
4	NOV-BLM	Fonds propres	98664736	82926391	77393702	107846077	88398311	49457486	41919281	28066432	19534112	14581954
		Dettes LT	14982541	15671868	14324371	13716268	16215345	15100396	8509042	5748102	3100535	4434852
		Dettes CT	165978707	85317621	77278840	34208563	59702836	120271673	98940136	72893658	46549338	30285934
		Total dettes	180961248	100989489	91603211	47924831	75918181	135372069	107449178	78641760	49649873	34720786
		Ratio	1,834102592	1,217820862	1,183600327	0,444381774	0,858819361	2,737140117	2,563240004	2,801986373	2,541701051	2,381079106
5	CHAMPAGNE LOUIS ROEDERER (CLR)	Fonds propres	441983382	410354965	377707469	345949350	323548764	310121450	283340563	268138681	250103721	233545407
		Dettes LT	34306349	146972418	79976749	83475320	105151725	128204513	146398519	156509326	568419	1208357
		Dettes CT	144975098	33191531	129001855	116581556	114474493	95120183	104213773	67142011	24610909	22770005
		Total dettes	179281447	180163949	208978604	200056876	219626218	223324696	250612292	223651337	25179328	23978362
		Ratio	0,405629384	0,439044155	0,55328163	0,578283717	0,67880407	0,720120121	0,884491403	0,834088301	0,100675543	0,102671092

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	M6 PUBLICITE	Fonds propres	30637400	32307580	33081953	31689905	27948437	29765962	27881183	27430554	26797386	26854431
		Dettes LT	23727150	32792217	2600608	2333099	2192820	934170	826528	684067	511303	606177
		Dettes CT	236237618	229651144	217236098	265758505	265137770	244383745	244928100	236491888	141302546	211557926
		Total dettes	259964768	262443361	219836706	268091604	267330590	245317915	245754628	237175955	141813849	212164103
		Ratio	8,485209842	8,123275126	6,645215474	8,459842464	9,56513561	8,241558428	8,814354398	8,646415052	5,292077705	7,900524982
7	ONET	Fonds propres	121061369	131242276	174332461	145580057	142852380	131217692	154566116	129283904	115922000	111200530
		Dettes LT	143265554	102203045	104483498	95504949	78817668	96704175	54658437	59127346	55942000	45567035
		Dettes CT	41558512	45620138	26721258	41260306	42113773	34586472	37896157	37603101	31772000	41200695
		Total dettes	184824066	147823183	131204756	136765255	120931441	131290647	92554594	96730447	87714000	86767730
		Ratio	1,526697307	1,126338155	0,752612309	0,939450484	0,846548311	1,000555984	0,598802612	0,748201779	0,756663964	0,780281623
8	LA GERANCE GENERALE FONCIERE	Fonds propres	228430850	213347717	182752427	377212746	375318227	387545535	399041872	456748306	472762436	443423926
		Dettes LT	21533671	21986095	26203581	29650109	34519753	39825371	46925347	57025025	68316855	90137567
		Dettes CT	7671844	33685792	5572804	8142315	8473106	9665690	11106113	13065483	27165961	21617796
		Total dettes	29205515	55671887	31776385	37792424	42992859	49491061	58031460	70090508	95482816	111755363
		Ratio	0,127852762	0,260944377	0,173876679	0,100188619	0,114550416	0,127703861	0,145426994	0,153455431	0,201967857	0,252028266
9	COGEDIM	Fonds propres	187267746	148527436	149473490	186132673	208233726	41145607	46221243	56797351	56099297	3389965
		Dettes LT	300347276	190170438	223915452	251480539	251770278	301994810	355000000	0	0	626884
		Dettes CT	167717571	279869065	207528604	166337934	115484262	204746236	334017866	9394241	6024586	4570
		Total dettes	468064847	470039503	431444056	417818473	367254540	506741046	689017866	9394241	6024586	631454
		Ratio	2,499441879	3,164664493	2,886425252	2,244734717	1,763665027	12,3157995	14,90695233	0,165399281	0,107391471	0,18627154
10	ROLLOY SAS	Fonds propres	170677671	161014627	154417573	144027003	133229694	122685637	105857217	59261009	53653366	48515978
		Dettes LT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dettes CT	4785749	5785749	5249320	4211479	2213471	1211078	3372697	4868981	4087156	3331321
		Total dettes	4785749	5785749	5249320	4211479	2213471	1211078	3372697	4868981	4087156	3331321
		Ratio	0,02803969	0,035933065	0,033994317	0,029240899	0,016613946	0,009871392	0,031860813	0,082161628	0,076177066	0,06866441

Annexe 5 : Données Allemagne

Total du bilan inférieur à EUR 10 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	MRH - MÜLSENER ROHSTOFF- UND HANDELSGESELLSCHAFT MBH	Fonds propres	4.311.845,92	4.011.402,56	4.039.221,00	4.067.433,00	4.097.751,00	2.492.882,00	2.512.274,00	2.450.660,00	2.450.660,16	2.521.703,13
		Dettes LT	959.723,03	1.640.834,83	2.051.500,00	2.032.118,00	1.993.039,00	2.865.065,00	3.406.167,00	2.448.025,00	2.448.025,03	2.938.775,70
		Dettes CT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total dettes	959.723,03	1.640.834,83	2.051.500,00	2.032.118,00	1.993.039,00	2.865.065,00	3.406.167,00	2.448.025,00	2.448.025,03	2.938.775,70
		Ratio	0,22	0,41	0,51	0,50	0,49	1,15	1,36	1,00	1,00	1,17
2	KAMOLZ GMBH REIFEN + FAHRZEUGTECHNIK	Fonds propres	99.787,76	141.790,97	153.005,50	96.570,54	77.373,54	104.056,78	145.227,94	138.544,20	43.262,11	10.009,45
		Dettes LT	707.766,56	741.851,42	772.429,48	728.003,26	723.779,59	765.782,24	419.234,38	470.630,16	4.000,00	4.000,00
		Dettes CT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518.452,31	467.773,61
		Total dettes	707.766,56	741.851,42	772.429,48	728.003,26	723.779,59	765.782,24	419.234,38	470.630,16	522.452,31	471.773,61
		Ratio	7,09	5,23	5,05	7,54	9,35	7,36	2,89	3,40	12,08	47,13
3	OMNITHEK RALF MÜLLER GMBH & CO. KG	Fonds propres	25.564,60	25.564,60	25.564,60	25.564,60	25.564,60	25.564,60	54.964,60	105.564,60	47.564,60	58.564,60
		Dettes LT	130.734,96	131.039,36	129.832,51	144.562,01	182.157,35	181.194,59	172.216,12	155.420,82	199.191,86	186.689,49
		Dettes CT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total dettes	130.734,96	131.039,36	129.832,51	144.562,01	182.157,35	181.194,59	172.216,12	155.420,82	199.191,86	186.689,49
		Ratio	5,11	5,13	5,08	5,65	7,13	7,09	3,13	1,47	4,19	3,19
4	AGRARGENOSSENSCHAFT "WESENITZTAL" DÜRRRÖHRSDORF EG	Fonds propres	2.708.673,48	2.674.514,67	2.698.752,38	2.985.273,85	2.786.722,43	2.837.617,72	2.740.673,26	2.777.327,60	2.925.880,93	3.238.991,33
		Dettes LT	1.579.456,06	2.366.381,70	1.280.767,59	1.398.864,65	1.475.930,01	1.219.171,82	1.069.198,50	1.345.001,50	1.393.106,34	2.301.872,30
		Dettes CT	740.883,46	219.160,00	1.285.533,57	1.131.854,62	1.278.108,44	1.205.473,84	1.236.520,69	932.517,48	1.118.671,69	23,50
		Total dettes	2.320.339,52	2.585.541,70	2.566.301,16	2.530.719,27	2.754.038,45	2.424.645,66	2.305.719,19	2.277.518,98	2.511.778,03	2.301.895,80
		Ratio	0,86	0,97	0,95	0,85	0,99	0,85	0,84	0,82	0,86	0,71
5	CK CHEMIE GMBH SERVICE FÜR ROH- UND KUNSTSTOFFE	Fonds propres	403.196,08	290.893,15	227.155,67	185.643,50	135.554,31	159.535,18	157.835,10	160.235,17	3.509,41	50.091,34
		Dettes LT	1.102.347,08	1.033.754,04	1.094.022,04	751.459,15	947.142,48	1.334.858,59	1.212.982,48	1.190.947,05	1.426.523,41	1.651.048,43
		Dettes CT	460.133,20	514.804,19	472.240,56	349.214,58	401.473,90	46.022,70	355.537,92	261.903,63	114.262,52	0,00
		Total dettes	1.562.480,28	1.548.558,23	1.566.262,60	1.100.673,73	1.348.616,38	1.380.881,29	1.568.520,40	1.452.850,68	1.540.785,93	1.651.048,43
		Ratio	3,88	5,32	6,90	5,93	9,95	8,66	9,94	9,07	439,04	32,96

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	GEBR. KNOTH GMBH & CO. KG	Fonds propres	102.258,38	102.258,38	102.258,38	102.258,38	102.258,38	102.258,38	195.129,53	132.258,38	102.258,38	127.300,00
		Dettes LT	31.984,00	373.590,20	331.845,43	412.535,09	11.351,00	16.531,00	30.210,00	20.050,00	92.136,59	56.400,00
		Dettes CT	378.920,65	125,91	2.050,86	4.491,97	501.630,72	585.007,97	468.332,72	470.995,32	322.164,02	417.900,00
		Total dettes	410.904,65	373.716,11	333.896,29	417.027,06	512.981,72	601.538,97	498.542,72	491.045,32	414.300,61	474.300,00
		Ratio	4,02	3,65	3,27	4,08	5,02	5,88	2,55	3,71	4,05	3,73
7	JOHANN FROHN ORTHOPÄDISCHE WERKSTÄTTEN GMBH & CO. KG	Fonds propres	231.205,00	-63.683,94	24.748,32	-76.346,08	-32.886,57	-214.957,61	-341.603,50	-316.173,73	-228.368,37	54.838,45
		Dettes LT	683.026,83	887.467,28	805.442,75	972.813,09	850.937,18	724.997,14	497.072,27	792.198,91	1.021.470,09	527.304,59
		Dettes CT	0,00	0,00	136.045,93	0,00	0,00	245.308,80	479.589,35	208.564,04	236,40	278.630,31
		Total dettes	683.026,83	887.467,28	941.488,68	972.813,09	850.937,18	970.305,94	976.661,62	1.000.762,95	1.021.706,49	805.934,90
		Ratio	2,95	-13,94	38,04	-12,74	-25,87	-4,51	-2,86	-3,17	-4,47	14,70
8	NELKE BEDACHUNGEN GMBH	Fonds propres	616.599,12	562.035,86	516.463,93	469.100,06	401.302,77	331.071,09	318.700,55	246.118,46	172.303,27	150.128,60
		Dettes LT	43.462,52	29.781,00	34.903,87	23.574,96	15.440,19	9.698,00	7.482,72	15.505,13	21.542,80	19.034,18
		Dettes CT	324.009,43	84.490,74	160.786,96	88.333,25	104.998,73	162.678,19	36.738,48	42.627,69	90.464,96	72.914,47
		Total dettes	367.471,95	114.271,74	195.690,83	111.908,21	120.438,92	172.376,19	44.221,20	58.132,82	112.007,76	91.948,65
		Ratio	0,60	0,20	0,38	0,24	0,30	0,52	0,14	0,24	0,65	0,61
9	SENIORENHEIM AM JUNGFERN- STIEG 24/24 A GESELLSCHAFT MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG	Fonds propres	74.854,27	90.251,83	9.602,21	41.894,54	55.942,62	71.422,94	62.631,81	95.542,83	81.883,10	63.961,77
		Dettes LT	45.119,74	42.141,74	35.323,00	29.650,00	32.595,48	37.951,48	35.464,61	29.575,61	18.499,00	10.044,00
		Dettes CT	75.080,28	88.605,37	74.434,91	62.073,15	48.844,85	54.393,04	51.813,06	38.292,34	50.144,96	48.337,69
		Total dettes	120.200,02	130.747,11	109.757,91	91.723,15	81.440,33	92.344,52	87.277,67	67.867,95	68.643,96	58.381,69
		Ratio	1,61	1,45	11,43	2,19	1,46	1,29	1,39	0,71	0,84	0,91
10	WSA WOHNUNGSWIRTSCHAFTLICHE TREUHAND SACHSEN-ANHALT GMBH	Fonds propres	2.404.840,78	2.012.726,56	1.757.199,23	1.392.737,14	1.134.248,76	934.772,05	827.682,70	772.402,91	651.175,45	628.074,45
		Dettes LT	484.180,23	586.175,89	247.601,67	227.862,44	274.721,43	162.694,00	204.267,87	205.391,34	105.887,48	89.295,13
		Dettes CT	37.014,02	37.599,14	35.666,07	41.249,69	30.015,29	25.418,14	28.850,98	0,00	38.364,36	41.328,63
		Total dettes	521.194,25	623.775,03	283.267,74	269.112,13	304.736,72	188.112,14	233.118,85	205.391,34	144.251,84	130.623,76
		Ratio	0,22	0,31	0,16	0,19	0,27	0,20	0,28	0,27	0,22	0,21

Total du bilan entre EUR 10 millions et EUR 20 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	SWEGON CLIMATE SYSTEMS GERMANY GMBH (k)	Fonds propres	4.014,57	2.504,99	2.504,99	2.504,99	2.504,99	2.504,99	2.504,99	2.504,99	2.504,99	4.379,21
		Dettes LT	6.309,42	2.903,66	3.203,97	3.242,98	3.014,29	3.439,37	3.404,47	2.616,24	7.070,10	4.835,67
		Dettes CT	2.869,68	23.159,13	9.747,23	6.889,66	6.259,04	7.424,16	7.122,88	5.952,74	0,00	0,00
		Total dettes	9.179,10	26.062,79	12.951,19	10.132,65	9.273,33	10.863,53	10.527,35	8.568,98	7.070,10	4.835,67
		Ratio	2,29	10,40	5,17	4,04	3,70	4,34	4,20	3,42	2,82	1,10
2	BEGRO R. KRUG GMBH (k)	Fonds propres	7.460,05	8.378,48	9.339,99	10.784,09	10.252,16	8.709,87	9.662,73	8.886,84	7.829,28	7.088,00
		Dettes LT	934,94	983,26	2.026,87	2.278,49	4.284,88	2.121,67	1.952,12	4.927,03	2.832,42	2.592,00
		Dettes CT	2.389,10	2.130,41	2.314,05	2.662,19	0,00	2.282,79	1.939,83	0,00	0,00	0,00
		Total dettes	3.324,03	3.113,67	4.340,92	4.940,68	4.284,88	4.404,46	3.891,95	4.927,03	2.832,42	2.592,00
		Ratio	0,45	0,37	0,46	0,46	0,42	0,51	0,40	0,55	0,36	0,37
3	SPRINT METAL EDEL- STAHLZIEHEREIEN GMBH (k)	Fonds propres	11.866,11	11.999,93	11.351,02	8.526,01	2.845,96	2.197,05	3.311,82	3.480,71	1.959,06	1.503,52
		Dettes LT	964,00	1.267,15	1.516,81	1.261,81	1.494,05	8.063,78	1.096,36	1.450,01	6.695,66	7.540,21
		Dettes CT	3.525,98	4.337,68	8.688,99	9.627,27	11.016,91	12.931,40	12.817,22	5.757,88	0,00	0,00
		Total dettes	4.489,98	5.604,84	10.205,79	10.889,08	12.510,97	20.995,19	13.913,58	7.207,89	6.695,66	7.540,21
		Ratio	0,38	0,47	0,90	1,28	4,40	9,56	4,20	2,07	3,42	5,02
4	SAALE- BETREUUNGSWERK DER LEBENSHILFE JENA, WERKSTÄTTEN FÜR BEHINDERTE ... GGMBH (k)	Fonds propres	13.372,43	13.294,49	13.419,45	13.221,64	12.807,85	12.595,48	12.585,45	12.400,20	12.521,68	10.919,07
		Dettes LT	1.973,55	1.272,66	1.081,12	1.184,75	2.036,96	2.488,13	2.113,17	1.967,19	2.212,03	3.728,64
		Dettes CT	813,26	418,18	453,71	357,22	372,68	3,09	314,62	353,24	0,00	0,00
		Total dettes	2.786,80	1.690,83	1.534,84	1.541,97	2.409,64	2.491,22	2.427,79	2.320,43	2.212,03	3.728,64
		Ratio	0,21	0,13	0,11	0,12	0,19	0,20	0,19	0,19	0,18	0,34
5	BÄDERGESELLSCHAFT LÜNEN MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG (k)	Fonds propres	2.277,41	2.277,41	2.277,41	3.859,41	3.859,00	2.277,41	2.277,41	2.277,41	2.372,14	2.456,68
		Dettes LT	9.745,45	10.409,95	11.204,07	6.306,42	2.175,00	1.933,54	1.718,67	1.470,61	1.579,47	1.388,67
		Dettes CT	1.171,97	824,43	538,60	589,61	123,00	231,71	67,38	59,66	90,28	0,00
		Total dettes	10.917,43	11.234,38	11.742,67	6.896,03	2.298,00	2.165,25	1.786,05	1.530,27	1.669,75	1.388,67
		Ratio	4,79	4,93	5,16	1,79	0,60	0,95	0,78	0,67	0,70	0,57

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	BELZ IMMOBILIEN GMBH (k)	Fonds propres	3.519,38	3.519,38	3.519,38	3.519,38	3.519,38	3.519,38	1.519,38	1.519,38	1.919,38	1.168,00
		Dettes LT	4.986,10	6.220,84	6.619,71	6.321,35	7.908,49	6.690,75	7.756,95	7.022,84	10.423,34	11.228,00
		Dettes CT	7.979,04	6.524,26	4.538,50	5.002,83	4.023,24	6.494,08	5.949,90	3.841,85	1,55	0,00
		Total dettes	12.965,14	12.745,10	11.158,20	11.324,18	11.931,73	13.184,82	13.706,85	10.864,69	10.424,89	11.228,00
		Ratio	3,68	3,62	3,17	3,22	3,39	3,75	9,02	7,15	5,43	9,61
7	GAMMA-SERVICE RECYCLING GMBH (k)	Fonds propres	6.321,70	5.446,43	4.596,76	3.891,76	3.516,84	1.683,13	1.301,15	1.065,15	889,08	741,50
		Dettes LT	8.652,91	8.909,86	8.375,34	8.037,14	10.030,92	10.786,69	8.181,72	7.499,14	7.174,35	5.998,60
		Dettes CT	464,54	1.609,94	1.035,79	1.385,31	981,74	1.188,04	2.186,16	1.369,22	0,00	0,00
		Total dettes	9.117,45	10.519,80	9.411,13	9.422,44	11.012,67	11.974,73	10.367,88	8.868,37	7.174,35	5.998,60
		Ratio	1,44	1,93	2,05	2,42	3,13	7,11	7,97	8,33	8,07	8,09
8	KOMMUNALES WOHNUNGSUNTER- NEHMEN PRENZLAU- LAND GMBH (k)	Fonds propres	5.396,24	5.376,47	5.395,45	5.339,10	2.640,77	2.607,01	2.222,11	2.002,99	1.653,23	1.678,61
		Dettes LT	12.328,46	12.856,17	13.381,49	14.473,38	14.174,62	14.608,47	16.371,24	16.701,25	17.049,03	17.943,16
		Dettes CT	1.497,15	1.464,21	1.449,31	786,77	1.336,34	1.340,91	3,32	6,86	10,40	13,29
		Total dettes	13.825,62	14.320,38	14.830,80	15.260,15	15.510,96	15.949,38	16.374,56	16.708,11	17.059,43	17.956,45
		Ratio	2,56	2,66	2,75	2,86	5,87	6,12	7,37	8,34	10,32	10,70
9	REUTER BAUUNTERNEHMEN GMBH (k)	Fonds propres	7.562,22	6.831,39	6.165,10	5.880,44	5.118,50	5.000,50	5.732,16	3.732,18	2.319,54	1.663,34
		Dettes LT	1.878,38	4.034,41	4.278,77	871,26	1.222,80	1.830,13	2.404,05	6.926,10	7.044,95	1.248,91
		Dettes CT	2.399,25	0,00	0,00	3.233,91	2.704,83	1.990,53	2.474,39	0,00	0,00	5.971,62
		Total dettes	4.277,63	4.034,41	4.278,77	4.105,17	3.927,63	3.820,66	4.878,45	6.926,10	7.044,95	7.220,53
		Ratio	0,57	0,59	0,69	0,70	0,77	0,76	0,85	1,86	3,04	4,34
10	WERKZEUGBAU SIEGFRIED HOFMANN GMBH (k)	Fonds propres	8.754,06	5.958,16	6.786,74	6.419,04	6.199,07	5.918,41	5.772,77	7.734,36	7.605,01	6.704,71
		Dettes LT	3.540,83	3.255,94	2.836,17	8.718,96	8.804,06	11.770,12	9.956,97	8.963,77	3.618,23	8.772,68
		Dettes CT	4.188,00	4.552,00	5.834,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.513,32	0,00
		Total dettes	7.728,83	7.807,94	8.670,17	8.718,96	8.804,06	11.770,12	9.956,97	8.963,77	8.131,55	8.772,68
		Ratio	0,88	1,31	1,28	1,36	1,42	1,99	1,72	1,16	1,07	1,31

Total du bilan entre EUR 20 millions et EUR 43 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	DAMSTAHL GMBH (k)	Fonds propres	22.651,36	23.572,64	23.215,07	21.784,76	16.725,48	16.477,91	22.404,73	20.556,28	11.496,60	10.030,54
		Dettes LT	936,24	12.811,54	1.814,64	1.271,93	884,14	1.178,18	1.195,89	5.879,06	2.016,30	2.924,34
		Dettes CT	13.197,04	6.871,39	16.836,76	8.885,92	10.640,96	25.666,74	36.151,62	18.911,18	17.249,46	20.476,09
		Total dettes	14.133,28	19.682,92	18.651,40	10.157,85	11.525,10	26.844,92	37.347,51	24.790,25	19.265,76	23.400,44
		Ratio	0,62	0,83	0,80	0,47	0,69	1,63	1,67	1,21	1,68	2,33
2	EMITEC EISENACH VERWALTUNGS GMBH (k)	Fonds propres	8.493,00	9.059,00	9.262,00	9.867,00	9.591,00	9.730,00	9.798,00	10.577,00	12.162,00	13.887,23
		Dettes LT	9.983,00	1.535,00	1.563,00	1.490,00	1.135,00	1.466,00	1.696,00	1.513,00	962,00	806,18
		Dettes CT	8.558,00	14.558,00	16.550,00	21.994,00	22.528,00	25.395,00	23.289,00	15.934,00	15.296,00	15.417,31
		Total dettes	18.541,00	16.093,00	18.113,00	23.484,00	23.663,00	26.861,00	24.985,00	17.447,00	16.258,00	16.223,49
		Ratio	2,18	1,78	1,96	2,38	2,47	2,76	2,55	1,65	1,34	1,17
3	VIVISOL DEUTSCHLAND GMBH (k)	Fonds propres	7.764,63	6.706,63	5.281,00	4.234,90	3.005,36	2.035,26	1.460,71	1.564,66	878,89	2.596,79
		Dettes LT	14.733,53	14.597,01	14.498,60	384,94	308,78	190,19	191,30	6.837,30	5.587,43	1.054,50
		Dettes CT	16.289,70	13.621,90	10.183,11	22.329,10	21.033,13	12.640,47	10.950,25	909,95	720,13	1.285,63
		Total dettes	31.023,22	28.218,91	24.681,72	22.714,04	21.341,91	12.830,65	11.141,55	7.747,25	6.307,56	2.340,13
		Ratio	4,00	4,21	4,67	5,36	7,10	6,30	7,63	4,95	7,18	0,90
4	LEDDER WERKSTÄTTEN DES DIAKONISCHEN WERKES IM KIRCHENKREIS T. - G. GMBH (k)	Fonds propres	19.874,60	19.221,46	18.891,24	18.706,85	18.204,81	17.671,98	17.402,17	17.736,96	17.286,53	17.041,88
		Dettes LT	4.541,99	4.566,17	4.229,76	4.104,25	3.953,74	3.956,45	4.369,71	3.308,35	3.472,05	3.565,36
		Dettes CT	1.688,04	1.682,15	1.701,66	1.451,57	1.533,96	1.239,12	1.664,33	1.512,57	1.392,81	941,26
		Total dettes	6.230,03	6.248,32	5.931,41	5.555,83	5.487,70	5.195,58	6.034,04	4.820,91	4.864,86	4.506,62
		Ratio	0,31	0,33	0,31	0,30	0,30	0,29	0,35	0,27	0,28	0,26
5	REHA GMBH ZUR BERUFLICHEN UND SOZIALEN TEILHABE VON MENSCHEN MIT BEHINDERUNG (k)	Fonds propres	24.027,94	22.742,29	21.808,18	21.403,41	20.868,56	20.606,40	15.690,11	15.299,84	15.446,48	14.969,46
		Dettes LT	6.191,09	7.669,90	8.698,98	9.209,85	10.087,91	11.290,05	12.782,77	8.624,32	8.947,90	8.885,99
		Dettes CT	2.905,40	2.985,50	2.516,65	2.396,08	2.054,82	2.138,54	3.537,21	1.495,28	1.418,68	0,00
		Total dettes	9.096,49	10.655,41	11.215,64	11.605,94	12.142,73	13.428,59	16.319,99	10.119,59	10.366,58	8.885,99
		Ratio	0,38	0,47	0,51	0,54	0,58	0,65	1,04	0,66	0,67	0,59

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	MERSEN DEUTSCHLAND FFM AG (k)	Fonds propres	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96	26.003,96
		Dettes LT	10.983,47	11.386,81	11.417,69	11.294,68	8.430,29	14.905,44	15.126,14	15.581,61	16.115,20	20.578,71
		Dettes CT	2.673,64	7.368,19	11.463,85	12.190,06	8.026,89	13.499,13	14.429,87	7.962,73	8.438,32	6.040,30
		Total dettes	13.657,11	18.755,00	22.881,54	23.484,74	16.457,18	28.404,56	29.556,01	23.544,34	24.553,52	26.619,01
		Ratio	0,53	0,72	0,88	0,90	0,63	1,09	1,14	0,91	0,94	1,02
7	BAUGESELLSCH AFT NETTETAL - GEMEIN. WOHNUNGSUN TERNEHMEN AKTIENGESELL SCHAFT (k)	Fonds propres	12.031,45	11.672,73	11.278,66	10.963,23	10.649,98	10.426,48	9.978,50	9.600,19	9.428,17	9.047,70
		Dettes LT	19.458,79	20.100,76	20.547,40	20.800,89	21.743,44	22.131,85	22.342,07	22.472,36	24.989,48	24.524,73
		Dettes CT	4.278,61	2.634,60	2.712,89	2.585,91	2.630,63	2.409,77	2.309,58	2.324,39	0,00	0,39
		Total dettes	23.737,41	22.735,35	23.260,29	23.386,80	24.374,07	24.541,62	24.651,64	24.796,75	24.989,48	24.525,12
		Ratio	1,97	1,95	2,06	2,13	2,29	2,35	2,47	2,58	2,65	2,71
8	DABERKOWER LANDHOF AG (k)	Fonds propres	17.728,68	16.217,45	15.302,97	11.840,58	14.499,21	20.730,75	16.330,44	15.140,42	14.515,43	13.214,29
		Dettes LT	22.271,89	22.302,55	8.594,29	8.365,64	6.478,35	4.033,25	5.733,13	7.437,81	8.924,13	9.728,46
		Dettes CT	573,63	609,79	3.164,22	454,92	58,94	60,88	14,14	0,00	0,00	0,00
		Total dettes	22.845,53	22.912,35	11.758,51	8.820,56	6.537,28	4.094,12	5.747,27	7.437,81	8.924,13	9.728,46
		Ratio	1,29	1,41	0,77	0,74	0,45	0,20	0,35	0,49	0,61	0,74
9	LEHRTER BETEILIGUNGS- GMBH (k)	Fonds propres	22.250,52	22.812,64	22.292,13	21.640,19	20.958,30	19.301,06	17.356,55	15.671,34	13.876,49	12.650,52
		Dettes LT	3.919,92	4.295,27	5.230,72	5.939,64	6.029,45	6.235,35	10.462,96	6.381,77	6.828,81	7.423,49
		Dettes CT	1.310,11	1.286,23	517,87	555,96	806,70	0,00	0,00	2.305,96	0,00	0,00
		Total dettes	5.230,03	5.581,50	5.748,59	6.495,60	6.836,15	6.235,35	10.462,96	8.687,73	6.828,81	7.423,49
		Ratio	0,24	0,24	0,26	0,30	0,33	0,32	0,60	0,55	0,49	0,59
10	WOHNUNGSBA UGENOSSENSC HAFT "FORTSCHRITT" SONDERSHAUS EN EG (k)	Fonds propres	21.565,24	20.935,27	20.571,44	20.031,67	19.424,20	19.475,76	19.052,74	19.387,13	19.104,22	18.925,29
		Dettes LT	14.075,01	14.765,17	17.398,08	15.149,45	17.553,29	18.277,43	17.026,19	18.617,57	18.959,25	19.858,75
		Dettes CT	2.263,36	2.038,59	0,00	1.765,43	0,00	0,00	1.716,12	0,00	0,00	0,00
		Total dettes	16.338,37	16.803,76	17.398,08	16.914,89	17.553,29	18.277,43	18.742,32	18.617,57	18.959,25	19.858,75
		Ratio	0,76	0,80	0,85	0,84	0,90	0,94	0,98	0,96	0,99	1,05

Total du bilan entre EUR 43 millions et EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	B + M BAUSTOFF + METALL HANDELS-GESELLSCHAFT MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG (k)	Fonds propres	23.005,79	18.666,57	14.017,50	11.590,92	9.971,40	8.556,79	6.703,51	5.556,82	4.856,64	4.545,63
		Dettes LT	25.066,45	24.142,20	8.930,63	9.191,01	7.362,81	8.870,85	14.120,58	7.113,58	10.178,50	4.314,84
		Dettes CT	19.768,87	17.612,07	15.281,19	14.175,37	10.140,35	9.889,07	0,00	7.734,59	0,00	4.362,42
		Total dettes	44.835,31	41.754,26	24.211,82	23.366,38	17.503,16	18.759,91	14.120,58	14.848,17	10.178,50	8.677,26
		Ratio	1,95	2,24	1,73	2,02	1,76	2,19	2,11	2,67	2,10	1,91
2	RFF-ROHR-FLANSCH- FITTING HANDELS GMBH (k)	Fonds propres	32.795,06	30.891,80	25.338,24	22.979,49	20.463,98	18.512,80	17.055,22	12.529,07	11.587,24	10.322,87
		Dettes LT	27.254,97	31.394,63	34.785,61	32.685,18	35.643,24	41.377,40	25.611,83	21.738,19	20.454,31	14.250,74
		Dettes CT	18.456,34	23.119,34	25.245,70	17.185,54	11.296,79	16.491,91	21.397,22	12.839,33	6.912,49	6.936,00
		Total dettes	45.711,31	54.513,97	60.031,30	49.870,72	46.940,03	57.869,31	47.009,05	34.577,52	27.366,79	21.186,74
		Ratio	1,39	1,76	2,37	2,17	2,29	3,13	2,76	2,76	2,36	2,05
3	OGM OBERHAUSENER GEBÄUDEMANAGEMENT GMBH (k)	Fonds propres	10.614,94	9.286,27	8.379,55	8.456,12	6.618,11	6.040,86	5.229,28	5.527,87	3.827,78	3.113,86
		Dettes LT	62.857,17	62.774,80	63.464,84	65.115,07	70.618,80	45.921,96	31.705,18	43.139,99	12.146,86	10.704,01
		Dettes CT	24.810,75	23.113,28	26.803,80	29.045,25	25.280,07	22.328,28	28.999,68	0,00	20.827,32	11.388,58
		Total dettes	87.667,92	85.888,08	90.268,64	94.160,31	95.898,87	68.250,24	60.704,86	43.139,99	32.974,17	22.092,59
		Ratio	8,26	9,25	10,77	11,14	14,49	11,30	11,61	7,80	8,61	7,09
4	ESKA AUTOMOTIVE GMBH (k)	Fonds propres	36.204,67	33.408,33	32.779,16	31.079,35	30.440,87	27.741,96	25.881,52	20.932,23	26.662,87	22.717,00
		Dettes LT	3.244,04	3.824,70	5.440,40	8.057,57	9.086,03	11.629,84	14.777,37	13.319,41	9.462,26	8.063,98
		Dettes CT	4.988,79	10.494,30	9.294,41	7.991,22	5.817,00	9.567,77	9.092,56	7.682,09	5.834,75	7.251,02
		Total dettes	8.232,83	14.319,00	14.734,81	16.048,79	14.903,02	21.197,61	23.869,93	21.001,50	15.297,02	15.315,00
		Ratio	0,23	0,43	0,45	0,52	0,49	0,76	0,92	1,00	0,57	0,67
5	ST. ANTONIUS-HOSPITAL GRONAU GMBH (k)	Fonds propres	32.245,18	32.189,04	29.900,59	29.636,19	23.918,14	24.071,06	24.152,45	19.682,37	19.835,00	19.746,00
		Dettes LT	31.710,81	29.641,48	26.794,10	19.826,58	19.978,35	17.855,88	16.221,14	12.583,80	11.674,00	8.987,00
		Dettes CT	7.621,58	6.529,95	7.005,67	6.444,11	5.390,41	4.068,61	3.320,78	2.540,84	2.259,00	4.310,00
		Total dettes	39.332,39	36.171,42	33.799,77	26.270,70	25.368,76	21.924,49	19.541,92	15.124,64	13.933,00	13.297,00
		Ratio	1,22	1,12	1,13	0,89	1,06	0,91	0,81	0,77	0,70	0,67

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	TROMMSDORFF GMBH & CO. KG (k)	Fonds propres	27.478,60	23.786,50	18.458,17	12.302,25	5.735,27	1.135,90	3.361,06	5.399,94	8.842,13	9.754,00
		Dettes LT	23.373,98	22.235,54	20.854,33	21.823,00	20.074,72	18.113,69	18.319,24	16.835,55	14.998,84	14.331,10
		Dettes CT	7.329,37	11.091,45	18.639,67	18.228,85	17.438,23	20.511,43	24.434,93	20.229,64	21.961,50	20.870,70
		Total dettes	30.703,35	33.326,99	39.494,01	40.051,85	37.512,96	38.625,12	42.754,16	37.065,19	36.960,34	35.201,80
		Ratio	1,12	1,40	2,14	3,26	6,54	34,00	12,72	6,86	4,18	3,61
7	AGICOA URHEBERRECHTSSCHUTZ- GMBH (k)	Fonds propres	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56	25,56
		Dettes LT	66.242,30	58.536,02	59.825,43	61.585,38	61.619,87	40.560,01	45.030,58	55.763,31	49.609,56	49.632,90
		Dettes CT	0,00	3.303,93	2.138,98	1.484,39	1.784,35	16,06	606,01	2.398,06	480,07	1.107,31
		Total dettes	66.242,30	61.839,96	61.964,41	63.069,78	63.404,22	40.576,07	45.636,59	58.161,37	50.089,64	50.740,21
		Ratio	2.591,17	2.418,97	2.423,84	2.467,08	2.480,16	1.587,20	1.785,15	2.275,08	1.959,34	1.984,78
8	GEWO GESELLSCHAFT FÜR WOHNUNGS- UND STÄDTEBAU MBH (k)	Fonds propres	22.542,37	22.542,37	22.549,74	16.858,97	16.512,66	14.546,74	23.732,93	22.741,87	20.787,28	18.987,39
		Dettes LT	56.534,13	46.238,30	50.032,08	52.661,80	54.791,52	56.119,73	67.581,42	62.739,85	75.271,15	74.628,30
		Dettes CT	7.799,71	10.532,51	6.150,50	7.230,33	6.574,63	7.516,94	5.323,70	10.270,53	10.759,51	12.765,54
		Total dettes	64.333,83	56.770,82	56.182,58	59.892,13	61.366,15	63.636,67	72.905,12	73.010,38	86.030,66	87.393,84
		Ratio	2,85	2,52	2,49	3,55	3,72	4,37	3,07	3,21	4,14	4,60
9	HF-FONDS VII UNTERNEHMENS BETEILIG UNGS- GESELLSCHAFT MBH (k)	Fonds propres	48.032,60	50.242,91	45.877,81	48.617,05	45.025,19	46.250,62	46.385,53	45.490,65	40.703,84	39.834,00
		Dettes LT	1.837,82	1.424,35	371,87	1.211,65	546,73	1.848,00	345,00	1.284,93	442,19	725,00
		Dettes CT	359,84	330,37	213,55	216,23	101,78	5,06	222,95	9,81	585,60	4,00
		Total dettes	2.197,66	1.754,72	585,42	1.427,88	648,51	1.853,06	567,95	1.294,74	1.027,79	729,00
		Ratio	0,05	0,03	0,01	0,03	0,01	0,04	0,01	0,03	0,03	0,02
10	HEIMBAU BREISGAU EG (k)	Fonds propres	23.767,58	22.236,11	20.632,00	19.354,13	18.424,79	14.361,90	13.170,55	12.251,12	11.246,21	9.940,49
		Dettes LT	35.450,36	36.102,63	37.225,73	39.011,03	39.919,08	35.128,90	38.514,75	40.847,75	40.998,10	42.288,14
		Dettes CT	4.427,79	4.530,08	4.292,31	3.774,20	3.875,02	3.308,57	3.236,00	9,06	7,85	5,69
		Total dettes	39.878,15	40.632,71	41.518,03	42.785,23	43.794,10	38.437,47	41.750,75	40.856,81	41.005,95	42.293,83
		Ratio	1,68	1,83	2,01	2,21	2,38	2,68	3,17	3,33	3,65	4,25

Total du bilan supérieur à EUR 100 millions

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1	JOHNSON CONTROLS AUTOBATTERIE GMBH & CO. KGAA (k)	Fonds propres	263.028,00	201.043,00	203.869,00	160.548,00	143.689,00	145.655,00	142.367,00	142.007,00	121.301,00	76.284,00
		Dettes LT	131.530,00	587.712,00	530.916,00	172.204,00	143.997,00	152.442,00	146.309,00	126.290,00	78.049,00	79.867,00
		Dettes CT	714.639,00	234.846,00	166.848,00	229.191,00	216.490,00	242.628,00	242.126,00	131.589,00	229.085,00	201.965,00
		Total dettes	846.169,00	822.558,00	697.764,00	401.395,00	360.487,00	395.070,00	388.435,00	257.879,00	307.134,00	281.832,00
		Ratio	3,22	4,09	3,42	2,50	2,51	2,71	2,73	1,82	2,53	3,69
2	IBM DEUTSCHLAND BUSINESS SERVICES GMBH (k)	Fonds propres	154.714,00	154.714,00	154.714,00	154.714,00	838.278,00	757.458,00	7.458,00	7.458,00	7.458,00	7.458,00
		Dettes LT	160.045,00	159.556,00	154.732,00	161.191,00	144.849,00	146.948,00	158.498,00	135.524,00	140.709,00	130.917,00
		Dettes CT	71.907,00	20.498,00	17.161,00	21.138,00	27.693,00	31.657,00	38.302,00	40.845,00	44.061,00	54.240,00
		Total dettes	231.952,00	180.054,00	171.893,00	182.329,00	172.542,00	178.605,00	196.800,00	176.369,00	184.770,00	185.157,00
		Ratio	1,50	1,16	1,11	1,18	0,21	0,24	26,39	23,65	24,77	24,83
3	KOMATSU MINING GERMANY GMBH (M)	Fonds propres	308,59	310,03	282,27	242,12	176,06	139,84	105,81	71,65	45,58	20,07
		Dettes LT	89,21	153,58	128,62	127,42	116,14	95,59	78,53	63,32	49,18	43,61
		Dettes CT	13,27	20,49	24,05	16,97	12,87	19,06	12,25	11,87	12,09	16,34
		Total dettes	102,48	174,07	152,67	144,38	129,01	114,65	90,78	75,19	61,28	59,95
		Ratio	0,33	0,56	0,54	0,60	0,73	0,82	0,86	1,05	1,34	2,99
4	NETCOLOGNE GESELLSCHAFT FÜR TELEKOMMUNIKATION MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG (k)	Fonds propres	91.720,71	92.100,14	92.084,19	77.588,49	55.649,20	60.932,17	58.191,86	56.952,85	53.777,85	50.484,74
		Dettes LT	214.256,25	224.032,69	77.449,21	88.903,88	94.335,39	75.121,15	83.509,99	75.679,30	68.963,32	52.757,18
		Dettes CT	36.811,39	34.633,81	176.447,75	155.253,07	98.550,57	64.087,02	34.143,31	43.004,51	33.948,60	21.882,01
		Total dettes	251.067,64	258.666,50	253.896,96	244.156,95	192.885,97	139.208,16	117.653,30	118.683,82	102.911,93	74.639,19
		Ratio	2,74	2,81	2,76	3,15	3,47	2,28	2,02	2,08	1,91	1,48
5	KEMPINSKI AKTIENGESELLSCHAFT (k)	Fonds propres	87.740,12	76.207,60	64.241,75	58.198,11	55.783,10	56.072,23	43.679,00	35.499,83	28.774,16	27.290,00
		Dettes LT	51.925,85	49.084,21	53.858,38	52.184,59	60.808,01	66.783,50	68.028,36	65.562,91	62.057,43	80.137,00
		Dettes CT	39.818,56	46.329,15	38.229,93	38.322,55	24.425,33	26.908,69	28.119,93	17.606,61	16.917,74	106,00
		Total dettes	91.744,41	95.413,36	92.088,31	90.507,14	85.233,34	93.692,18	96.148,28	83.169,51	78.975,17	80.243,00
		Ratio	1,05	1,25	1,43	1,56	1,53	1,67	2,20	2,34	2,74	2,94

			2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
6	VSM . VEREINIGTE SCHMIRGEL- UND MASCHINEN-FABRIKEN AKTIENGESELLSCHAFT (k)	Fonds propres	90.954,24	89.215,63	84.026,00	82.500,20	75.434,79	78.069,94	71.255,72	66.134,00	57.766,28	49.172,43
		Dettes LT	13.434,17	15.592,22	16.457,00	13.796,58	11.084,87	12.495,50	11.185,43	15.616,00	14.615,37	14.549,16
		Dettes CT	5.146,85	4.345,85	5.666,00	9.033,52	8.401,07	7.358,08	9.234,23	9.992,00	8.956,42	5.941,14
		Total dettes	18.581,02	19.938,07	22.123,00	22.830,09	19.485,95	19.853,58	20.419,66	25.608,00	23.571,79	20.490,30
		Ratio	0,20	0,22	0,26	0,28	0,26	0,25	0,29	0,39	0,41	0,42
7	GEMEINNÜTZIGES SIEDLUNGSWERK GESELLSCHAFT MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG (k)	Fonds propres	72.321,65	70.138,58	66.755,68	63.314,93	60.004,02	56.996,13	54.263,16	51.803,05	53.441,55	48.693,42
		Dettes LT	223.504,14	214.670,73	204.065,52	220.468,66	200.420,35	202.014,53	205.838,30	234.201,75	207.711,80	210.720,87
		Dettes CT	31.436,13	47.964,83	30.752,01	17.180,23	36.363,80	28.982,34	25.076,41	0,00	21.535,78	23.477,65
		Total dettes	254.940,27	262.635,56	234.817,53	237.648,89	236.784,15	230.996,87	230.914,71	234.201,75	229.247,58	234.198,52
		Ratio	3,53	3,74	3,52	3,75	3,95	4,05	4,26	4,52	4,29	4,81
8	SONY DEUTSCHLAND GMBH (k)	Fonds propres	725.333,59	726.595,18	724.786,33	691.877,79	700.239,44	705.762,66	693.638,75	747.945,06	727.612,51	744.132,60
		Dettes LT	136.052,63	136.607,66	176.211,78	213.013,06	174.111,83	160.129,11	134.043,36	121.966,36	142.496,88	139.618,84
		Dettes CT	1.173,24	5.600,04	4.624,83	10.781,16	146.047,52	153.665,22	111.054,14	105.105,25	128.356,03	133.528,98
		Total dettes	137.225,88	142.207,71	180.836,60	223.794,22	320.159,34	313.794,33	245.097,50	227.071,61	270.852,91	273.147,83
		Ratio	0,19	0,20	0,25	0,32	0,46	0,44	0,35	0,30	0,37	0,37
9	BADEN-AIRPARK GMBH (k)	Fonds propres	135.470,86	131.534,34	125.933,34	121.361,02	112.111,40	104.435,58	94.140,33	85.245,61	73.927,78	67.392,47
		Dettes LT	1.590,10	4.143,94	11.138,16	19.660,97	20.940,32	6.127,00	6.236,00	6.571,50	7.383,48	6.100,43
		Dettes CT	4.026,19	8.417,67	10.132,28	4.595,99	2.524,61	3.337,76	2.708,25	2.422,99	4,89	18,92
		Total dettes	5.616,29	12.561,61	21.270,44	24.256,96	23.464,93	9.464,76	8.944,25	8.994,49	7.388,37	6.119,35
		Ratio	0,04	0,10	0,17	0,20	0,21	0,09	0,10	0,11	0,10	0,09
10	GESELLSCHAFT F. IMMOBILIEN U. AKTIVE VERMÖGENSNUTZUNG DER STADT HAGEN MBH (k)	Fonds propres	55.609,99	57.838,27	59.817,84	62.063,35	64.149,55	63.960,06	65.861,20	67.733,94	70.949,64	74.774,00
		Dettes LT	63.431,20	61.787,52	58.865,90	56.508,81	57.986,86	57.496,77	57.824,40	52.500,01	48.837,42	44.937,00
		Dettes CT	9,26	0,00	895,50	1.371,40	0,00	0,00	99,18	4.925,22	0,00	0,00
		Total dettes	63.440,46	61.787,52	59.761,40	57.880,21	57.986,86	57.496,77	57.923,58	57.425,23	48.837,42	44.937,00
		Ratio	1,14	1,07	1,00	0,93	0,90	0,90	0,88	0,85	0,69	0,60